Soixante-quatorzième année. — N° 182. Le Numéro : 1 fr. 50. Vendredi 31 Juillet 1942.

JOURNAL OFFICIEL
DE L'ETAT FRANÇAIS

LOIS ET DÉCRETS
ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION VICHY (ALLIER) | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 2 FRANCS

ABONNEMENTS
COMPTE CHÈQUE POSTAL : 100.97, PARIS

	1 an.	6 mois.	3 mois.
France, Colonies et Pays de protectorat français.....	350 fr.	180 fr.	95 fr.
Etranger :			
Pays accordant 50 0/0 sur les tarifs postaux.....	525 »	285 »	155 »
Autres pays.....	690 »	360 »	185 »

Les abonnements partent du 1er ou du 16 de chaque mois.

SOMMAIRE

LOIS

Loi n° 738 du 28 juillet 1942 portant modification à la loi du 22 février 1912 relative aux titres au porteur dans les colonies (p. 2633).

Rapport au Maréchal de France, chef de l'Etat français, sur la loi n° 675 du 15 juillet 1942 instituant en faveur du fermier l'indemnité de plus-value (rectificatif) (p. 2633).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

Chef de l'Etat.

Décision nommant le directeur général de la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale (p. 2634).

Chef du Gouvernement.

Arrêté du 30 juillet 1942 fixant des indemnités (service de la main-d'œuvre française en Allemagne) (p. 2634).

Arrêté portant détachement (service national des statistiques) (p 2634).

Ministère de l'intérieur.

Décret n° 2182 du 16 juillet 1942 portant dénomination de la commune d'Hauteville-Lompnes (p. 2634).

Algérie. — *Décret* n° 2276 du 23 juillet 1942 approuvant une cession réciproque d'immeubles entre l'Etat et la commune de Port-aux-Poules (département d'Oran) (p. 2634).

Décret n° 2285 du 24 juillet 1942 modifiant la composition de la commission centrale de sécurité (p. 2634).

Arrêtés du 28 juillet 1942 portant dissolution de conseils municipaux et institution de délégations spéciales (p. 2634).

Arrêté portant nomination d'un conseiller départemental (p. 2635).

Arrêté portant nomination d'adjoints aux maires (p. 2635).

Médaille d'honneur pour actes de courage et de dévouement (rectificatif) (p. 2635).

Ministère de la justice.

Arrêté portant nomination (magistrature) (p. 2635).

Ministère des finances.

Décret n° 1661 du 5 juin 1942 assimilant, conformément aux dispositions de l'article 91 de la loi du 14 avril 1924, les anciennes classes et échelons des receveurs des contributions diverses d'Algérie aux classes et échelons existant au 1er octobre 1930 (p. 2635).

Décret n° 2350 du 28 juillet 1942 relatif à la présidence de la commission des bonifications d'intérêts, prévue par les décrets des 25 août 1937 et 26 octobre 1937 (p. 2637).

Décret modifiant le décret du 7 octobre 1938 autorisant le Gouvernement à garantir le règlement des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers (rectificatif) (p. 2637).

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

Décret n° 2254 du 22 juillet 1942 relatif aux pouvoirs en matière de police phytosanitaire des agents du service de la protection des végétaux (p. 2637).

Arrêté chargeant le comité central des groupements interprofessionnels laitiers d'organiser le stockage des beurres en vue de la campagne 1942-1943 (rectificatif) (p. 2639).

Arrêté portant nomination (administration centrale) (p. 2639).

Secrétariat d'Etat à la marine.

Arrêté du 28 juillet 1942 relatif aux attributions de bourses dans les écoles nationales de la marine marchande (p. 2639).

Secrétariat d'Etat au travail.

Décret n° 2022 du 27 juillet 1942 portant modification du règlement du personnel de service titulaire de l'administration centrale (p. 2639).

Secrétariat d'Etat aux colonies.

Décret n° 2323 du 27 juillet 1942 déterminant le statut des greffiers de la Réunion (p. 2639).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX COLONIES

Avis de promulgation d'un arrêté du gouverneur de la Guadeloupe relatif au régime des douanes (p. 2640).

LOIS

LOI n° 738 du 28 juillet 1942 portant modification à la loi du 22 février 1912 relative aux titres au porteur dans les colonies.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1er. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 de la loi du 22 février 1912 rendant applicable dans les colonies françaises la loi du 8 février 1902 sur les titres au porteur, le délai de validité de l'opposition provisoire est prorogé pour la durée des hostilités et l'année qui suivra la date fixée pour leur cessation.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et sera exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 juillet 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
JULES BRÉVIÉ.

Rapport au Maréchal de France, chef de l'Etat français, sur la loi n° 675 du 15 juillet 1942 instituant en faveur du fermier l'indemnité de plus-value.

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 juillet 1942 :

Page 2182, 3e colonne, 2e alinéa, 6e ligne, lire : « celui-ci », au lieu de : « lui ».

Page 2183, 1re colonne, avant-dernier alinéa, lire : « appartiendra au juge », au lieu de : « appartiendrait ».

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

CHEF DE L'ETAT

Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale.

Par décision du Maréchal de France, chef de l'Etat français, président de la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale, en date du 4 juin 1942, M. Raymond Lachal a été nommé directeur général de la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale, en remplacement de M. François Valentin.

CHEF DU GOUVERNEMENT

Service de la main-d'œuvre française en Allemagne.

Le secrétaire d'Etat auprès du chef du Gouvernement et le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi du 26 mars 1942 créant le service de la main-d'œuvre française en Allemagne;
Vu la loi du 1er décembre 1940;
Vu les lois nos 673 et 695 du 11 juillet 1942,

Arrête:

Art. 1er. — La délégation, en Allemagne, du service de la main-d'œuvre française créé par la loi du 26 mars 1941 susvisée est dirigée par un délégué inspecteur de ce service, qui pourra recevoir, à ce titre, une indemnité de fonctions et de frais de service, de 5.000 fr. par mois.

Art. 2. — Le service de la main-d'œuvre française est dirigé, en zone non occupée, par un des chargés de mission à ce service, qui pourra recevoir, à ce titre, une indemnité de frais de service et de représentation de 6.500 fr. par mois.

Art. 3. — Les indemnités forfaitaires mensuelles pour frais de représentation peuvent être allouées:

Au chef du service, dans la limite d'un maximum de 2.000 fr.;
A six chargés de mission, dans la limite d'un maximum de 1.000 fr.;
Aux délégués inspecteurs, en Allemagne, dans la limite d'un maximum de 2.000 fr.

Art. 4. — Une indemnité de fonctions mensuelle dans la limite d'un maximum de 1.000 francs est allouée aux cinq chargés de mission du centre d'encadrement du service de la main-d'œuvre française en Allemagne.

Art. 5. — Les frais de logement, en Allemagne, des agents du service de la main-d'œuvre française, seront remboursés sur présentation des pièces justificatives.

Art. 6. — Les délégués inspecteurs recevront, éventuellement, en France, des indemnités pour frais de mission suivant les taux et conditions prévus en faveur des fonctionnaires de l'Etat. A cet effet, ces agents seront classés dans le groupe III.

Fait à Vichy, le 30 juillet 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le secrétaire d'Etat
auprès du chef du Gouvernement,
J. BENOIST-MÉCHIN.

Service national des statistiques.

Par arrêté en date du 28 juillet 1942, M. Grenet (Pierre), administrateur de 3e classe du service national des statistiques, est détaché auprès du vice-amiral, secrétaire général permanent en Afrique française pour toutes les études et travaux relatifs à la coordination des problèmes de statistiques en Afrique du Nord.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret n° 2182 du 16 juillet 1942 portant dénomination de la commune d'Hauteville-Lompnes.

Par décret en date du 16 juillet 1942, la commune constituée par la fusion des deux communes d'Hauteville et de Lompnes (Ain) a été autorisée à porter le nom d'Hauteville-Lompnes.

Algérie. — Décret n° 2276 du 23 juillet 1942 approuvant une cession réciproque d'immeubles entre l'Etat et la commune de Port-aux-Poules (département d'Oran).

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret du 25 juillet 1860, l'article 13 du décret du 31 décembre 1861 et le décret du 25 août 1926 relatifs à l'aliénation des terres domaniales en Algérie;

Vu les décrets des 23 août 1898, 23 octobre 1934 et 21 février 1936 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu le décret du 25 mai 1898 relatif au fonctionnement en Algérie du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre;

Vu la décision du gouverneur général de l'Algérie en date du 29 avril 1939 qui a autorisé, en principe, d'une part, la vente de gré à gré par l'Etat à la commune de Port-aux-Poules (département d'Oran), des lots domaniaux nos 34 *b*, 34-3A, 34-6pie, 4-2 du plan de ce centre, ensemble les constructions élevées sur ce dernier lot, d'autre part, l'acquisition par l'Etat du chalet-abri pour les douaniers; édifié par la commune sur le lot domanial n° 4-4 du même plan affecté au service des douanes;

Vu l'acte administratif passé les 16 août 1940 et 12 janvier 1942 entre l'Etat et la commune de Port-aux-Poules;

Vu l'avis du conseil de préfecture du département d'Oran en date du 26 janvier 1942;

Vu le décret du 21 janvier 1941 complété par celui du 16 août 1941 suspendant jusqu'au 12 juillet 1942 les dispositions prévoyant, pour le gouverneur général, l'obligation de prendre l'avis d'un organisme consultatif ou d'une commission;

Sur le rapport du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

Décrétons:

Art. 1er. — Est approuvé, aux clauses et conditions qui y sont stipulées, l'acte administratif en dates des 16 août 1940 et 12 janvier 1942 aux termes duquel:

1° L'Etat vend à la commune de Port-aux-Poules (département d'Oran) moyennant le prix de 83.384 fr. 40 quatre parcelles de terrain domanial d'une contenance totale de 22 hectares 7 ares 72 centiares formant les lots nos 34 *b*, 34-6pie, 34-3A et 4-2 du plan de ce centre ainsi que les constructions appartenant à l'Etat édifiées sur ce dernier lot;

2° La commune de Port-aux-Poules vend à l'Etat moyennant le prix de 21.800 fr. les bâtiments édifiés par cette unité administrative, au moyen de fonds provenant de son budget, sur le lot domanial n° 4-4 du même plan, affectés au service des douanes et utilisés par ce service comme chalet-abri.

Art. 2. — Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Vichy, le 23 juillet 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Décret n° 2235 du 24 juillet 1942 modifiant la composition de la commission centrale de sécurité.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du secrétaire d'Etat à la production industrielle et du secrétaire d'Etat au travail,

Vu l'article 262 du décret du 7 février 1941 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments ou locaux recevant du public,

Décrétons:

Art. 1er. — La liste des membres de la commission centrale de sécurité, instituée par l'article 262 du décret du 7 février 1941, est complétée ainsi qu'il suit:

Un représentant de la délégation générale à l'équipement national.

Art. 2. — Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le secrétaire d'Etat à la production industrielle et le secrétaire d'Etat au travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 24 juillet 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le secrétaire d'Etat
à la production industrielle,
JEAN BICHELONNE.

Le secrétaire d'Etat au travail,
HUBERT LAGARDELLE.

Conseillers municipaux. — Délégations spéciales.

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu les articles 6 et 7 de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie, modifiée par la loi du 28 juin 1941;

Considérant que la plupart des membres du conseil municipal de la commune de Fontaine-Notre-Dame (Aisne) se désintéressent de la gestion des affaires communales,

Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Fontaine-Notre-Dame (Aisne) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Fontaine-Notre-Dame (Aisne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Courtois (Gabriel) ; membres : MM. Malin (Maximilien), Huet (Gaston).

Considérant que le conseil municipal de la commune de Mignovillard (Jura), à la suite des dissensions existant dans son sein, n'est plus apte à gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Mignovillard (Jura) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Mignovillard (Jura) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Paulin (Joseph) ; membres : MM. Bonnet (Marcel), Lebaud (Honoré).

Considérant qu'en raison des dissensions existant dans son sein le conseil municipal de la commune des Rairies (Maine-et-Loire) ne peut gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune des Rairies (Maine-et-Loire) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune des Rairies (Maine-et-Loire) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Lelong (Yves) ; membres : MM. Dewinter (Fernand), Vincinus (Louis).

Considérant que le conseil municipal de la commune de Vanault-le-Châtel (Marne) se trouve réduit à un effectif ne lui permettant pas d'assurer de façon satisfaisante la gestion des affaires communales,

Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Vanault-le-Châtel (Marne) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Vanault-le-Châtel (Marne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Portier (Pierre) ; membres : MM. Renaut (Jules), Anchier (Raymond).

Considérant qu'à la suite de la démission du maire il n'est pas possible de constituer, dans la commune de Jussecourt-Minecourt (Marne) une municipalité apte à gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Jussecourt-Minecourt (Marne) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Jussecourt-Minecourt (Marne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Blanchard (André) ; membres : MM Rouget (Louis), Rollot (Henri).

Considérant que le conseil municipal de la commune de Vannes-le-Châtel (Meurthe-et-Moselle) se trouve réduit à un effectif ne lui permettant pas de gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Vannes-le-Châtel (Meurthe-et-Moselle) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Vannes-le-Châtel (Meurthe-et-Moselle) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Deiber (Florent) ; membres : MM. Potier (Charles), Quinot (Charles).

Considérant que le conseil municipal de la commune de Forest-Montiers (Somme), à la suite de démissions, se trouve réduit à un effectif ne permettant pas d'assurer de façon satisfaisante la gestion des affaires communales,

Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Forest-Montiers (Somme) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Forest-Montiers (Somme) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Gaillard (Gustave) ; membres : MM. Salle (Renaud), Delcroix (Alphonse).

Fait à Vichy, le 28 juillet 1942.

Pour le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur :

Le conseiller d'Etat
secrétaire général pour l'administration,
GEORGES HILAIRE.

Conseillers départementaux.

Par arrêté du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, en date du 25 juillet 1942, pris en application de la loi du 16 octobre 1941 portant organisation administrative de la ville de Paris et du département de la Seine, M. Goy (Jean), industriel, est nommé conseiller départemental de la Seine, canton de Nogent-sur-Marne, en remplacement de M. Champion, décédé.

Adjoints aux maires.

Par arrêtés du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, en date du 28 juillet 1942, pris en application de la loi du 16 novembre 1940 portant réorganisation des corps municipaux :

M. Dusol (René) est nommé adjoint au maire de la ville d'Hirson (Aisne), en remplacement de M. Vède.

M. Bonneau (Armand) est nommé adjoint au maire de la ville de Tours (Indre-et-Loire), en remplacement de M. Martet, déclaré démissionnaire d'office.

M. Lenoble (Pierre) est nommé adjoint au maire de la ville d'Athis-Mons (Seine-et-Oise), en remplacement de M. Derousseau, démissionnaire.

M. Denis (Louis) est nommé adjoint au maire de la ville de Chaville (Seine-et-Oise), en remplacement de M. Lesourd, démissionnaire.

Médaille d'honneur pour actes de courage et de dévouement.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 juillet 1942 : page 2413, 2e colonne, médaille d'honneur pour actes de courage et de dévouement, 4e ligne, au lieu de : « Farincani (Simone) », lire : « Fazincani (Simone) ».

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Magistrature.

Par arrêté en date du 28 juillet 1942 du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. René Fournier, substitut du procureur de la République de 1re classe, mis à la disposition du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, pour exercer les fonctions judiciaires dans les Etats du Levant, est nommé conseiller à la cour d'appel de Tunis, en remplacement de M. Fontan, qui a été nommé conseiller à la cour d'appel d'Alger.

MINISTÈRE DES FINANCES

Décret n° 1664 du 5 juin 1942 assimilant, conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi du 14 avril 1924, les anciennes classes et échelons des receveurs des contributions diverses d'Algérie aux classes et échelons existant au 1er octobre 1930.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'article 94 de la loi du 14 avril 1924 ;

Vu l'article 100 de la loi du 31 mars 1932 ;

Vu ensemble les décrets-lois des 4 avril, 10 mai, 28 octobre 1934 et 30 octobre 1935 ;

Vu l'article 7 de la loi du 29 mars 1936 et les articles 62 et 63 de la loi du 31 décembre 1936 relatifs à la revision des pensions concédées aux anciens fonctionnaires ;

Vu le décret du 16 mai 1908, modifié notamment par les décrets du 24 décembre 1913, du 9 décembre 1924, du 19 mars 1929, du 7 avril et du 5 novembre 1931 concernant le personnel du service des contributions diverses d'Algérie ;

La section des finances, de la guerre, de la marine, de l'aviation et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Décrétons :

Art. 1er. — En vue de la revision des pensions prescrites par les textes en vigueur, les anciennes classes et échelons des receveurs des contributions diverses d'Algérie sont assimilés aux classes et échelons existant au 1er octobre 1930, suivant le tableau de concordance ci-après :

Tableau fixant l'assimilation des anciennes classes et échelon des receveurs des contributions diverses d'Algérie aux classes et échelon existant au 1er octobre 1930.

AVANT LE 1er DÉCEMBRE 1913	A COMPTER du 1er décembre 1913. (Décret du 24 décembre 1913.)	A COMPTER DU 9 DÉCEMBRE 1924 (Décret du 9 décembre 1924 et arrêté du gouverneur général du 13 janvier 1925.)	A COMPTER DU 1er AOUT 1926 (Décret du 19 mars 1929 et arrêté du gouverneur général du 11 avril 1929.)	A COMPTER DU 1er OCTOBRE 1930 (Décret du 7 avril 1931, modifié par le décret du 5 novembre 1931)
				Directeurs et inspecteurs principaux (nouveau régime) :
				1re classe, 2e échelon (2).... 40.000
				1re classe, 1er échelon (2).... 37.000
			Anciens inspecteurs de hors classe et de 1re classe :	Anciens inspecteurs principaux (ou inspecteurs) et contrôleurs de hors classe (créée par le décret du 18 février 1931) :
Receveurs sédentaires :	Inspecteurs de 1re et 2e classe :	Receveurs :	1re classe..... 24.000	2e classe..... 34.000
1re classe..... 5.000	1re classe..... 6.000	Anciens inspecteurs de 1re classe à 13.500 :		Anciens contrôleurs de 1re classe :
		1re classe..... 13.500	Anciens inspecteurs de 2e classe et anciens contrôleurs de hors classe :	3e classe..... 30.000
		Anciens inspecteurs de 2e classe à 12.000; anciens contrôleurs de 1re classe à 12.000 :	2e classe, 2e échelon..... 22.000	Anciens contrôleurs de 2e classe :
		2e classe..... 12.000	Anciens contrôleurs de 1re classe :	4e classe..... 26.000
			2e classe, 1er échelon..... 20.000	Contrôleurs de 3e classe (classe créée par le décret du 18 février 1931) ; anciens vérificateurs principaux chefs de poste de hors classe ; contrôleurs de la garantie de 2e classe, 2e échelon :
2e classe..... 4.500	Contrôleurs de 1re classe, vérificateurs principaux hors classe :	Anciens contrôleurs de 2e classe à 11.000; anciens vérificateurs principaux de hors classe à 11.000; contrôleurs de la garantie de 2e classe, 2e échelon à 11.000 :	Anciens contrôleurs de 2e classe :	5e classe..... 22.000
3e classe..... 4.000	2e classe..... 5.000	3e classe..... 11.000	3e classe, 2e échelon..... 18.000	Anciens vérificateurs principaux chefs de poste de 1re classe et contrôleurs de la garantie de 2e classe, 1er échelon :
			Anciens vérificateurs principaux hors classe et anciens contrôleurs de garantie de 2e classe, 2e échelon :	6e classe..... 21.000
	Contrôleurs de 2e classe :		3e classe, 1er échelon..... 17.000	Anciens vérificateurs principaux chefs de poste de 2e classe ; anciens vérificateurs principaux de 1re classe ; anciens contrôleurs de la garantie de 3e classe :
4e classe..... 3.500	3e classe..... 4.000	Vérificateurs principaux de 1re classe à 10.000 et contrôleurs de la garantie de 2e classe, 1er échelon à 10.000 :	Vérificateurs principaux de 1re classe et contrôleurs de la garantie de 2e classe, 1er échelon :	7e classe..... 19.000
		4e classe..... 10.000	4e classe..... 16.000	Anciens vérificateurs principaux chefs de poste de 3e classe ; anciens vérificateurs principaux de 2e classe ; anciens contrôleurs de la garantie de 4e classe :
Receveurs ambulants :				8e classe..... 17.900
1re classe..... 3.300	1re classe..... 3.700	Vérificateurs principaux de 2e classe à 9.000; contrôleurs de la garantie de 3e classe à 9.000 :	Vérificateurs principaux de 2e classe et contrôleurs de la garantie de 3e classe..... 15.000	Anciens vérificateurs principaux de 3e classe :
		5e classe..... 9.000		9e classe..... 16.800
2e classe..... 3.000	2e classe..... 3.400	Vérificateurs principaux de 3e classe à 8.000; contrôleurs de la garantie de 4e classe à 8.000 :	Vérificateurs principaux de 3e classe et contrôleurs de la garantie de 4e classe :	Anciens vérificateurs de 1re classe ; anciens contrôleurs de la garantie de 5e classe :
		6e classe..... 8.000	6e classe..... 14.000	10e classe..... 15.700
3e classe..... 2.700	3e classe..... 3.100	Vérificateurs de 1re classe à 7.000; contrôleurs de la garantie de 5e classe à 7.000 :	Vérificateurs de 1re classe et contrôleurs de la garantie de 5e classe :	Anciens vérificateurs de 2e classe ; anciens contrôleurs de la garantie de 6e classe :
		7e classe..... 7.000	7e classe..... 13.000	11e classe (1)..... 11.600
4e classe..... 2.400	4e classe..... 2.800	Vérificateurs de 2e classe à 6.000; contrôleurs de la garantie de 6e classe à 6.000 :	Vérificateurs de 2e classe et contrôleurs de la garantie de 6e classe :	
		8e classe (1)..... 6.000	8e classe (1)..... 12.000	

(1) Classe maintenue à titre transitoire pour les comptables en fonctions.
(2) Classes nouvelles attribuées en fait à partir de la promulgation du décret et sans intérêt pour la revision des pensions.

Art. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 5 juin 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Décret n° 2350 du 28 juillet 1942 relatif à la présidence de la commission des bonifications d'intérêts prévue par les décrets des 25 août 1937 et 26 octobre 1937.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le titre III du décret du 25 août 1937 portant réalisation d'un ensemble de mesures tendant à assurer le redressement économique;

Vu le décret du 26 octobre 1937 relatif aux conditions dans lesquelles seront allouées, à titre exceptionnel, des bonifications d'intérêts en vue d'encourager la construction immobilière;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Décrétons:

Art. 1er. — La présidence de la commission, prévue à l'article 15 du décret du 25 août 1937, dont la composition est déterminée par l'article 3 du décret du 26 octobre 1937, est assurée par un conseiller d'Etat, en activité de service ou en retraite.

Art. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 28 juillet 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Décret du 5 juin 1942 modifiant le décret du 7 octobre 1938 autorisant le Gouvernement à garantir le règlement des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers.

Rectificatif au *Journal officiel* des 13-14 juillet 1942: page 2414, 2e colonne, article 2, au lieu de: « et les articles 11, 15, 17 et 18 sont modifiés... », lire: « et les articles 11, 13, 17 et 18 sont modifiés...»; 3e colonne, article 18 (modifié), au lieu de: « 2° d'une prime, dont le taux annuel est compris entre 0,50 p. 100 et 5 p. 100, calculée *prorata temporis* sur le montant », lire: « 2° d'une prime, dont le taux annuel est compris entre 0,50 p. 100 et 5 p. 100, calculée *prorata temporis* sur le même montant »; article 3, au lieu de: « La faculté d'évaluation jusqu'à 100 p. 100 », lire: « La faculté d'élévation jusqu'à 100 p. 100 ».

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT

Décret n° 2254 du 22 juillet 1942 relatif aux pouvoirs en matière de police phytosanitaire des agents du service de la protection des végétaux.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Vu les lois du 25 mars 1941 portant organisation des services extérieurs de la protection des végétaux et organisant la protection des végétaux;

Vu la loi du 6 avril 1942 modifiant et complétant la loi du 25 mars 1941 organisant la protection des végétaux,

Décrétons:

TITRE Ier

Recherche et constatation des infractions.

Art. 1er. — Les infractions à la loi du 25 mars 1941 organisant la protection des végétaux sont recherchées et constatées conformément aux dispositions du présent décret.

Ces dispositions ne font pas obstacle aux pouvoirs conférés aux inspecteurs de la répression des fraudes et aux fonctionnaires et agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la loi du 1er août 1905 applicable à toute marchandise et ne s'opposent pas à ce que la preuve desdites infractions puisse être établie par toutes voies de droit commun.

Art. 2. — Sont qualifiés pour procéder aux recherches, à toutes constatations, opérer des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies:

Les inspecteurs et les contrôleurs titulaires du service de la protection des végétaux;

Les agents agréés et commissionnés à la demande des syndicats de défense permanente contre les ennemis des cultures.

Les agents spéciaux institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de la loi du 25 mars 1941;

Et, lorsqu'ils y sont invités, par les contrôleurs auxiliaires et agents techniques du service de la protection des végétaux;

Les inspecteurs des halles, foires et marchés;

Les fonctionnaires et agents de la police nationale et des polices régionales d'Etat.

Art. 3. — Les fonctionnaires et agents énumérés à l'article 2 peuvent librement procéder aux opérations qui leur incombent en vertu du présent décret:

Dans les exploitations agricoles, horticoles et forestières, potagers, vergers et parcs privés, clos ou non;

Dans les locaux commerciaux et industriels des négociants en plantes ou parties de plantes, y compris les fruits frais, semences, grains et farines, et des entrepreneurs de transports;

Dans les bureaux de douane, les entrepôts et magasins généraux;

Dans les véhicules de toute nature utilisés pour le transport des produits en question;

Dans les gares ferroviaires et routières, les ports de navigation intérieure et maritime, les aéroports;

Dans les halles, foires et marchés.

L'Etat, les départements et les communes doivent accorder le libre accès de leurs exploitations et immeubles en tant qu'ils rentrent dans l'une des catégories ci-dessus, aux agents du service de la protection des végétaux.

Art. 4. — Les agents de la force publique sont tenus, en cas de nécessité, de prêter main-forte, pour les prélèvements et saisies, aux agents prévus à l'article 2.

Les entrepreneurs de transports sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons ou pour saisies et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

Art. 5. — Toute infraction aux dispositions de l'article 1er et des titres II, III, IV, V de la loi du 25 mars 1941 organisant la protection des végétaux est constatée par un procès-verbal dressé en triple exemplaire sur papier libre. Dans les quarante-huit heures, un exemplaire est adressé au préfet, un autre au procureur de la République, le troisième à l'inspecteur chargé de la circonscription phytosanitaire à laquelle appartient le département dans lequel a eu lieu l'infraction.

Pour le calcul du délai de transmission précité, les dimanches et jours fériés immédiatement consécutifs au jour où l'infraction a été constatée n'entrent pas en ligne de compte.

Art. 6. — Chaque procès-verbal doit comporter les mentions suivantes:

1° Les nom, prénoms, qualités et résidence de l'agent verbalisateur;

2° La date, l'heure et le lieu de la constatation de l'infraction;

3° Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence du propriétaire ou détenteur de produits ayant motivé la rédaction du procès-verbal si l'opération de contrôle a lieu au cours d'un transport, les nom et domicile des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires;

4° L'exposé succinct des faits motivant la rédaction du procès-verbal;

5° Le relevé des mesures prises par l'agent verbalisateur;

6° La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit éventuellement relater les marques et étiquettes apposées sur les emballages, l'importance du lot de marchandises contaminées, ainsi que, dans l'hypothèse du prélèvement d'échantillons, toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité desdits échantillons, l'identité de la marchandise, la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente, la méthode de conservation employée et, éventuellement, la nature de l'ingrédient utilisé à cet effet.

Le propriétaire ou détenteur des produits ayant motivé la rédaction du procès-verbal ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport, peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles.

Il est invité à signer le procès-verbal; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit pour sa décharge un récépissé indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

TITRE II

Saisies. — Prélèvements. — Désinfection. — Refoulement. — Destruction des produits végétaux porteurs de parasites.

Art. 7. — Les fonctionnaires et agents visés à l'article 2 doivent procéder à la saisie des produits et objets susceptibles de véhiculer des parasites réputés dangereux inscrits sur la liste prévue à l'article 1er de la loi du 25 mars 1941 ou d'un parasite rentrant dans la catégorie visée à l'alinéa 2 de l'article 12, chaque fois que les prescriptions des arrêtés visés aux articles 1er et 9 de ladite loi ne sont pas observées.

Ils dressent procès-verbal de la saisie et procèdent, s'ils le jugent utile, au prélèvement d'échantillons du végétal ou de la partie de végétal suspect si le parasite ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de circulation.

Art. 8. — Il y a également lieu à établissement d'un procès-verbal dans les hypothèses visées par les articles 10, 13, 19 et 20.

Art. 9. — Lorsqu'ils se trouvent en présence des parasites visés à l'article 7 ci-dessus et dont le transport est interdit, les fonctionnaires et agents visés à l'article 2 ne procèdent pas à un prélèvement d'échantillons et se bornent, en l'occurrence, à relater dans le procès-verbal l'aspect des cultures ou produits contaminés.

Art. 10. — Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts, sauf dans les cas prévus au paragraphe ci-après et à l'article 25 du présent décret. Les quatre échantillons devront être identiques, c'est-à-dire comporter les mêmes parasites aux mêmes stades de développement.

Au cas où la division en quatre échantillons est impossible en raison du manque d'homogénéité du produit végétal, l'agent qui effectue le prélèvement place sous scellés en un échantillon unique la totalité du produit.

Art. 11. — Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées, savoir:

1° Un talon qui ne sera enlevé que par le technicien de la station de recherches agronomiques chargé de l'examen de l'échantillon

(1) Classe maintenue à titre transitoire pour les comptables en fonctions.
(2) Classes nouvelles attribuées en fait à partir de la promulgation du décret et sans intérêt pour la revision des pensions.

après vérification du scellé. Ce talon doit porter les indications suivantes: dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, date du prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par la station;

2° Un volant qui porte, avec le numéro d'enregistrement, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

Art. 12. — Dans le cas de prélèvements en quatre échantillons, l'un des échantillons est laissé au propriétaire détenteur du produit.

Si l'intéressé refuse de conserver ledit échantillon en dépôt, mention de ce refus est faite au procès-verbal.

Sous aucun prétexte, l'intéressé ne doit modifier l'état de l'échantillon qui lui est confié.

Art. 13. — Le procès-verbal et les échantillons, à l'exception de celui que l'intéressé a pu conserver en dépôt, sont, dans les quarante-huit heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement a été effectué et, à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police.

S'il s'agit d'un prélèvement d'échantillons à comparer avec d'autres échantillons précédemment prélevés, le procès-verbal et les échantillons sont envoyés dans le même délai par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement initial a été opéré.

En vue de faciliter l'application de la loi, des décisions ministérielles pourront autoriser l'envoi d'échantillons aux sous-préfectures ou tout autre service administratif.

Le service administratif qui reçoit ce dépôt l'enregistre et inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons à l'une des stations visées à l'article 14.

Le talon seul suit l'échantillon à la station ou au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les deux autres échantillons ou, dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 12, les trois autres sont conservés par la préfecture.

Titre III

Identification des parasites des échantillons végétaux prélevés.

Art. 14. — Les stations centrales de zoologie agricole et de pathologie végétale du centre national de recherches agronomiques de Versailles et leurs annexes désignées par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement sont seules habilitées à l'identification des parasites des échantillons végétaux prélevés dans les conditions visées aux articles 7, 10 et 11 du présent décret.

Art. 15. — La station ou le laboratoire qui a reçu pour identification un échantillon dresse dans les huit jours de la réception un rapport où sont consignés les résultats de l'examen auquel cet échantillon a donné lieu.

Ce rapport est adressé au préfet du département d'où provient cet échantillon, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, le rapport en est adressé au préfet de police.

Copie en est également adressée à l'inspecteur chargé de la circonscription phytosanitaire à laquelle appartient le département en cause.

Art. 16. — Si le rapport de la station ne conclut pas à l'existence du parasite qui a motivé l'envoi de l'échantillon, le préfet en avise sans délai l'intéressé.

Dans le cas où le rapport de la station confirme l'identification de l'agent verbalisateur, le préfet transmet ce rapport au procureur de la République.

Il y joint le procès-verbal et les échantillons réservés.

Titre IV

Fonctionnement de l'exercice contradictoire.

Art. 17. — Le procureur de la République, s'il estime, à la suite du procès-verbal de l'agent verbalisateur ou du rapport de la station ou du laboratoire et, au besoin, après enquête préalable, qu'une poursuite doit être engagée ou une information ouverte, saisit, suivant le cas, le tribunal ou le juge d'instruction.

S'il y a lieu à expertise, il est procédé conformément aux règles ci-après.

Art. 18. — Dans le cas où la confirmation de l'identification faite par l'agent verbalisateur résulte de l'examen fait à la station ou au laboratoire, le détenteur des produits sur lesquels a été opéré le prélèvement est avisé par le procureur de la République qu'il peut prendre communication du rapport de la station ou du laboratoire, et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour présenter ses observations et pour faire connaître s'il réclame le bénéfice d'une expertise contradictoire.

Art. 19. — Lorsque l'expertise a été réclamée, il est désigné deux experts, l'un par le juge d'instruction, l'autre par l'intéressé.

Un délai est imparti à cet effet par le magistrat instructeur à ce dernier, qui a toutefois le droit de renoncer explicitement à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Si l'intéressé, sans avoir renoncé à son droit, n'a pas désigné son expert dans le délai qui lui a été imparti, cet expert est nommé d'office par le juge d'instruction.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales dressées dans chaque ressort par les cours d'appel ou les tribunaux civils sur proposition d'un nombre double de candidats faite par le syndicat corporatif régional.

L'intéressé a le droit de choisir son expert en dehors des listes officielles, mais s'il use de cette faculté, son choix est subordonné à l'agrément du juge d'instruction.

L'ordonnance du juge d'instruction définit la mission donnée aux experts.

Art. 20. — Après vérification de l'intégrité des scellés, les deux experts sont mis en possession, tant de l'échantillon précédemment remis à l'intéressé que de l'un des deux autres échantillons.

Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement, ainsi que du rapport de la station ou du laboratoire des factures, lettres de voiture, pièces de régie et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne en cause a jugé utile de produire, ou que le juge s'est fait remettre.

Il les commet en outre à l'expertise de tous échantillons de comparaison qui ont pu être prélevés administrativement ou qui pourront être prélevés par la suite dans son cours.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent les mieux appropriés.

Toutefois, ils doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport. S'ils sont d'avis différents ou s'ils ont des réserves à formuler sur les conclusions communes, chacun d'eux indique son opinion ou ses réserves et les motifs à l'appui.

Ce rapport est déposé dans le délai fixé par le juge.

Art. 21. — Si l'intéressé ne présente pas son échantillon intact dans le délai fixé par le juge d'instruction, il ne doit plus être fait, à aucun moment, état de cet échantillon.

Les deux experts sont dans ce cas commis à l'examen d'un échantillon unique, le quatrième échantillon étant réservé pour arbitrage éventuel prévu à l'article suivant.

Lorsque, au cours ou à la suite de leurs recherches, les experts sont conduits à présumer qu'une substitution d'échantillons a été opérée, ils sont tenus d'en informer aussitôt le juge d'instruction et de tenir à sa disposition toutes pièces à conviction susceptibles de révéler la substitution.

Art. 22. — Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, celui-ci est désigné par le président du tribunal civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

Art. 23. — Dans le cas prévu à l'article 10 ci-dessus le procureur de la République notifie à l'intéressé que l'échantillon unique va être soumis à l'expertise et l'informe qu'il a trois jours francs pour faire connaître s'il entend user du droit de désigner un expert.

Si ce droit est réclamé, il est procédé, dans le délai fixé par le juge d'instruction, à la nomination simultanée, tant des deux experts prévus à l'article 19 que du tiers expert prévu à l'article 22.

Toutefois, il n'est nommé qu'un seul expert si l'intéressé a déclaré avant l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Art. 24. — Lorsque l'expertise est ordonnée par le tribunal, il y est procédé conformément aux règles du présent titre.

Titre V

Dispositions spéciales aux plants de vigne, plants d'arbres fruitiers et boutures porte-greffes de vigne et d'arbres fruitiers prélevés en vue de la détermination de la variété.

Art. 25. — Les dispositions de l'article 11 sont applicables en cas de prélèvements de plants de vigne, de plants d'arbres fruitiers et de boutures porte-greffes de vigne et d'arbres fruitiers.

Toutefois, il est toujours procédé au prélèvement d'un échantillon unique, indépendamment de celui que l'intéressé a pu conserver en dépôt.

Art. 26. — Le plant échantillon mis sous scellés est transmis par l'agent verbalisateur avec le procès-verbal à l'une des stations prévues à l'article 14, où des mesures spéciales sont prises pour sa conservation.

Le volant est préalablement détaché du talon et annexé au procès-verbal. Copie du procès-verbal est adressée au préfet.

Art. 27. — La station intéressée examine l'échantillon et effectue, en ce qui le concerne, tous les essais qui paraissent nécessaires avant de dresser un rapport où sont consignés les résultats desdits essais. Ce rapport est adressé au préfet du département intéressé suivant la procédure ordinaire.

Art. 28. — Lorsque le rapport conclut à l'établissement d'une variété non reconnue, le préfet en saisit le procureur de la République en lui transmettant le procès-verbal auquel est annexé le volant de l'étiquette et l'informe que le plant échantillon réservé aux fins d'expertise est conservé par la station intéressée.

Art. 29. — L'échantillon est mis à la disposition des experts au cas où l'expertise contradictoire est demandée, et ceux-ci, après avoir pris connaissance du rapport de la station et en avoir discuté les conclusions, peuvent déposer leur propre rapport sans être tenus de procéder eux-mêmes à de nouveaux essais sur le plant échantillon ainsi mis à leur disposition.

Art. 30. — Le présent décret entrera en vigueur le 1er août 1942.

Art. 31. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Vichy, le 22 juillet 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'agriculture et au ravitaillement,
LE ROY LADURIE.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,
MAX BONNAFOUS.

Groupements interprofessionnels laitiers.

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 juillet 1942 : page 2903, 3e colonne, 12e ligne, au lieu de : « Fait à Vichy, le 25 juin 1942 », lire : « Fait à Vichy, le 9 juin 1942 ».

Administration centrale.

Par arrêté en date du 4 juillet 1942 pris en application des règlements d'administration publique portant organisation du personnel de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et à compter du 4 juillet 1942, Mme Rappeneau (Antonine), femme de service, a été nommée gardienne de bureau de 3e classe.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU TRAVAIL

Décret n° 2022 du 27 juillet 1942 portant modification du règlement du personnel de service titulaire de l'administration centrale.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret du 30 septembre 1937 fixant le règlement du personnel de service titulaire;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat au travail,

Décrétons :

Art. 1er. — Les dispositions des articles 1er et 2 du décret du 30 septembre 1937 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *Art.* 1er. — Le chef surveillant, les brigadiers, les huissiers du secrétaire d'Etat, les concierges, les gardiens de bureau et les préposés téléphonistes de l'administration centrale du secrétariat d'Etat au travail sont choisis parmi les candidats inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 7 du présent décret et nommés par arrêté du secrétaire d'Etat sur la proposition du directeur de l'administration générale et du personnel.

« Peuvent seuls être inscrits sur la liste d'aptitude :

« Pour l'emploi de chef surveillant, les brigadiers et les huissiers du secrétaire d'Etat;

« Pour l'emploi de brigadier, les huissiers du secrétaire d'Etat, les gardiens de bureau et les concierges;

« Pour l'emploi d'huissier du secrétaire d'Etat ou de concierge, les gardiens de bureau.

« *Art.* 2. — Sous réserve des dispositions des lois relatives aux emplois réservés, les gardiens de bureau sont recrutés parmi les hommes d'équipe permanents ».

Art. 2. — L'article 6 du décret du 30 septembre 1937 est complété ainsi qu'il suit :

. . . . . .

« Les fonctionnaires du service intérieur promus à l'emploi supérieur sont nommés à la dernière classe de leur nouvel emploi. Toutefois, lorsque le traitement afférent à cette classe sera inférieur à celui qu'ils percevaient dans leur précédent emploi, ils seront nommés à la classe comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils percevaient antérieurement.

« S'ils sont nommés dans leur nouvel emploi à une classe comportant un traitement égal à celui qui leur était attribué antérieurement, ils conservent, dans cette classe, le bénéfice de l'ancienneté acquise par eux dans la classe qu'ils occupaient dans leur emploi antérieur ».

Art. 3. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 7 du décret du 30 septembre 1938 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les listes d'aptitude aux emplois de chef surveillant, de brigadier, d'huissier du secrétaire d'Etat, de concierge, de gardien de bureau et de préposée téléphoniste sont arrêtées chaque année par le secrétaire d'Etat, après avis du conseil d'avancement ».

. . . . . .

Art. 4. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat au travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 27 juillet 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le secrétaire d'Etat au travail,
HUBERT LAGARDELLE.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA MARINE

Attribution de bourses dans les écoles nationales de la marine marchande.

Le secrétaire d'Etat à la marine,

Vu le décret sur l'organisation de l'enseignement maritime en date du 28 novembre 1920;

Vu l'arrêté du 1er octobre 1941 modifié le 22 mai 1942 sur les conditions d'admission dans les écoles nationales de la marine marchande et d'attributions de bourses,

Arrête :

Art. 1er. — L'article 28 de l'arrêté du 1er octobre 1941 relatif à l'attribution des bourses d'études dans les écoles nationales de la marine marchande est complété par les deux alinéas suivants :

« Des bourses peuvent être accordées dans les mêmes conditions aux élèves de la section préparatoire au diplôme de radiotélégraphiste de la marine admis en première ou deuxième année d'études ».

« Enfin, des bourses peuvent être accordées, pour une seule année, aux élèves des sections préparatoires aux examens d'officier mécanicien de 2e classe et de capitaine de la marine marchande (théorie) ».

Art. 2. — L'article 32 du même arrêté relatif aux épreuves imposées aux candidats et à la transmission des dossiers est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les candidats élèves officiers et les candidats élèves radiotélégraphistes l'examen pour l'obtention des bourses est commun avec l'examen d'entrée dans les écoles nationales de la marine marchande.

« Aussitôt après la fin des épreuves, les dossiers des candidats aux bourses sont expédiés au secrétaire d'Etat à la marine, par les directeurs des écoles avec le rang de classement du candidat et les notes obtenus par lui.

« Pour les candidats officiers mécaniciens de 2e classe et capitaines de la marine marchande (théorie) les propositions pour l'attribution des bourses sont faites par le directeur de l'école dans la première quinzaine de janvier en tenant compte, pour les candidats officiers mécaniciens de 2e classe des résultats obtenus au cours du premier trimestre de l'année scolaire et pour les candidats capitaines de la marine marchande (théorie), des résultats de l'examen prévu à l'article 11 de l'arrêté du 1er octobre 1941 ».

Fait à Vichy, le 28 juillet 1942.

AL. AUPHAN.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX COLONIES

Décret n° 2323 du 27 juillet 1942 déterminant le statut des greffiers de la Réunion.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 1er septembre 1858 réglant la situation de la magistrature coloniale;

Vu l'article 65 de la loi du 22 avril 1905;

Vu la loi du 14 avril 1924 sur les pensions et le décret du 1er novembre 1928 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi;

Vu la loi du 15 avril 1890 sur l'organisation judiciaire aux Antilles et à la Réunion modifiée par celle du 17 mars 1905;

Vu l'ordonnance du 30 septembre 1827 concernant l'organisation et l'administration de la justice à l'Ile Bourbon;

Vu l'ordonnance organique du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire aux Antilles et à la Réunion;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les textes le modifiant, notamment le décret du 11 septembre 1920;

Vu le décret du 26 décembre 1935 fixant le régime disciplinaire des greffiers de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies,

Décrétons :

CHAPITRE 1er

Dispositions générales.

Art. 1er. — Les greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion sont nommés par arrêté du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies.

Ils sont affectés à un poste déterminé par le décret qui les nomme.

Art. 2. — Chacune des juridictions prévues pour le ressort de la cour d'appel de la Réunion par le tableau annexé au décret déterminant le statut de la magistrature coloniale fonctionne avec l'assistance d'un greffier.

Art. 3. — La hiérarchie des greffiers de la Réunion est établie comme suit :

Greffier en chef de la cour d'appel.
Greffier en chef d'un tribunal de 2e classe.
Greffier en chef d'un tribunal de 3e classe.
Greffier d'une justice de paix à compétence ordinaire.

CHAPITRE II

Obligations et responsabilités.

Art. 4. — Les procédures et les actes nuls ou frustatoires et les actes qui auront donné lieu à une condamnation d'amende seront à la charge des greffiers qui les auront faits; ces officiers ministériels, suivant l'exigence des cas, seront en outre passibles de dommages et intérêts envers la partie et pourront encourir les sanctions disciplinaires prévues au chapitre X, article 2o ci-dessous.

CHAPITRE III

Recrutement et conditions requises pour l'accession aux divers emplois.

Art. 5. — Dans le ressort de la cour d'appel de la Réunion, nul ne peut être nommé à un emploi de greffier s'il n'est âgé de vingt-cinq ans au moins.

Art. 6. — Les greffiers des justices de paix à compétence ordinaire sont choisis exclusivement parmi les commis-greffiers, les secrétaires rédacteurs des cadres locaux de la colonie, les secrétaires expéditionnaires et expéditionnaires de 1re classe du service judiciaire de la colonie ayant subi avec succès les épreuves d'un examen professionnel et comptant

cinq années de services au 1er janvier de l'année où s'ouvre l'examen.

Des arrêtés du gouverneur rendus après avis du chef de service judiciaire fixeront les conditions de cet examen, le programme des épreuves, la composition du jury, le nombre des candidats à admettre et la date des sessions. Ils devront prévoir en faveur des candidats licenciés en droit une majoration de points égale au cinquième minimum d'admissibilité.

Les candidats ayant subi avec succès les épreuves de l'examen professionnel sont inscrits, par ordre de mérite, sur une liste signée par le président et les membres du jury.

Ces candidats sont nommés à mesure des vacances, suivant l'ordre de classement établi par chaque liste après épuisement de la précédente.

Le greffier en chef du tribunal de troisième classe est choisi parmi les greffiers des justices de paix à compétence ordinaire.

Le greffier en chef du tribunal de deuxième classe est choisi parmi les greffiers du tribunal de troisième classe et des justices de paix à compétence ordinaire.

Le greffier en chef de la cour d'appel de la Réunion est choisi parmi les greffiers des tribunaux de deuxième classe, ou à défaut de troisième classe, ou à défaut encore parmi les greffiers des justices de paix à compétence ordinaire.

CHAPITRE IV

Incompatibilités.

Art. 7. — Un greffier ne peut siéger dans un tribunal ou dans une cour d'appel comprenant parmi ses membres un de ses parents ou alliés jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement.

Cette disposition s'applique aux commis greffiers.

Art. 8. — Nul greffier ne peut, à peine de nullité de la procédure, siéger dans une affaire où le représentant d'une partie est son parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

Art. 9. — Sont également incompatibles avec l'emploi de greffier les fonctions ci-après:

1° Membre d'un conseil administratif ou d'une assemblée politique;

2° Commerçant ou employé dans une entreprise commerciale ou industrielle;

3° Avocat, avoué, huissier, commissaire-priseur et généralement toutes les fonctions publiques rétribuées;

4° Membre des diverses assemblées élues de la Réunion.

CHAPITRE V

Résidences et congés-passages.

Art. 10. — Les greffiers de la cour d'appel, des tribunaux et des justices de paix du ressort de la cour d'appel de la Réunion sont tenus de résider dans le lieu même où siège la cour ou le tribunal dont ils font partie. Ils ne peuvent s'absenter sans congé ou permission si ce n'est pour cause de service.

Art. 11. — Les congés et permissions, les déplacements et passages des greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion sont soumis aux dispositions des règlements relatifs à la solde, aux accessoires de solde, aux déplacements et passages du personnel local.

CHAPITRE VI

Intérims des greffiers.

Art. 12. — En cas de vacance d'un emploi de greffier dans le ressort de la cour d'appel de la Réunion ou bien lorsque le titulaire d'un greffe est absent par congé ou obligé de suspendre pendant un certain temps l'exercice de ses fonctions, le service est assuré par un intérimaire désigné conformément aux règles ci-après.

Art. 13. — Les intérimaires sont nommés par arrêté du gouverneur, sur la proposition du chef du service judiciaire; ils sont choisis pour les postes de greffier en chef de la cour et de greffiers en chef des tribunaux parmi les greffiers des justices de paix à compétence ordinaire, les secrétaires rédacteurs et commis greffiers de toutes classes; pour les postes de greffiers de justice de paix à compétence ordinaire parmi les secrétaires rédacteurs, commis greffiers de toutes classes, secrétaires expéditionnaires et expéditionnaires de première classe.

Art. 14. — Au début de chaque année, le procureur général et le président de la cour d'appel dressent, pour chaque catégorie de greffiers, une liste de commis greffiers, secrétaires rédacteurs, secrétaires expéditionnaires et expéditionnaires qui leur paraissent le plus qualifiés pour assurer les intérims.

Pour l'établissement de cette liste il est tenu compte des capacités et des notes de ces fonctionnaires, ainsi que de leur ancienneté et des intérims précédents qu'ils ont pu accomplir.

Art. 15. — Les incompatibilités prévues aux articles 7, 8 et 9 du présent décret s'appliquent aux intérimaires d'un greffe comme aux titulaires.

Les causes d'empêchement sont appréciées par l'autorité qui désigne l'intérimaire.

Art. 16. — Les greffiers de justice de paix, les commis greffiers, les secrétaires rédacteurs, les secrétaires expéditionnaires et les expéditionnaires chargés d'un intérim de greffier sont soumis, au point de vue des indemnités de déplacement, au règlement établi pour les fonctionnaires de la Réunion nommés par les arrêtés locaux.

CHAPITRE VII

Traitements, pensions de retraite, honorariat.

Art. 17. — Les traitements des greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion sont fixés par décret.

Les commis greffiers, secrétaires rédacteurs, secrétaires expéditionnaires et expéditionnaires du service judiciaire nommés greffiers conserveront à titre transitoire le bénéfice de leur solde jusqu'à ce que par suite d'avancement leur nouvelle solde de présence soit devenue au moins égale à d'ancienne.

Art. 18. — Outre leur traitement déterminé par les décrets, les greffiers perçoivent le supplément colonial et les autres accessoires de solde attribués aux fonctionnaires de l'ordre administratif par les règlements locaux sur la solde et les accessoires de solde.

Art. 19. — Ils perçoivent les émoluments prévus par les textes en vigueur pour leur service de greffier.

Art. 20. — Les greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion conservent le régime de pensions auquel ils étaient précédemment assujettis.

Art. 21. — Les greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion admis à la retraite bénéficient des dispositions des décrets instituant l'honorariat.

CHAPITRE VIII

Prestation de serment.

Art. 22. — Les greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion prêtent le serment professionnel au moment de leur première installation, mais ils n'ont pas à le renouveler à l'occasion des avancements successifs ou des mutations dont ils peuvent être l'objet dans le même ressort, sauf quand ils sont nommés greffier en chef de la cour d'appel.

Art. 23. — Le serment du greffier en chef de la cour d'appel est reçu par la cour d'appel en audience publique.

Celui des greffiers des tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence ordinaire, par la juridiction dont ils font partie.

La formule est sacramentelle. Elle est la suivante: « Je jure et je promets de bien et loyalement remplir mes fonctions et d'observer en tout les devoirs qu'elles m'imposent ».

CHAPITRE IX

Costume.

Art. 24. — Les greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion portent, aux audiences, le costume prescrit par les lois métropolitaines.

CHAPITRE X

Discipline.

Art. 25. — Les greffiers du ressort de la cour d'appel de la Réunion sont soumis en ce qui concerne la discipline aux prescriptions fixant la discipline des greffiers des colonies de la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

CHAPITRE XI

Cumul de fonctions. — Prohibitions.

Art. 26. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934 portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit aux greffiers de la Réunion, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération.

L'interdiction formulée au paragraphe précédent ne s'applique pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Lesdits fonctionnaires pourront, en outre, moyennant l'agrément du ministre, donner les enseignements de même nature.

En dehors des cas visés au paragraphe 2 du présent article, il ne pourra être dérogé à l'interdiction prévue au paragraphe 1er qu'exceptionnellement et pour chaque cas par une décision du ministre, laquelle prise à titre précaire sera toujours révocable dans l'intérêt du service.

CHAPITRE XII

Dispositions communes.

Art. 27. — Sont abrogées toutes dispositions contraires qui, pour le ressort de la cour d'appel de la Réunion, sont relatives au statut des greffiers, ainsi qu'à toutes les matières qui font l'objet du présent décret.

Art. 28. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux Journaux officiels de l'Etat français et de la Réunion et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 27 juillet 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
JULES BRÉVIÉ.

AVIS & COMMUNICATIONS

Secrétariat d'Etat aux colonies.

Avis de promulgation d'un arrêté du gouverneur de la Guadeloupe relatif au régime des douanes.

Le Gouvernement n'ayant pas statué dans le délai imparti à l'égard d'un arrêté en date du 17 septembre 1941 du gouverneur de la Guadeloupe exemptant des droits de douane les huiles lourdes et autres huiles minérales importées par la société coloniale de distribution d'énergie de la Guadeloupe, cet arrêté, considéré comme approuvé en vertu de l'article 5 de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial, a été promulgué à la Guadeloupe à la date du 27 juin 1942.

Vichy. — Imprimerie spéciale.

Le Directeur des Journaux officiels :
R. BATON-TARGE.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS ET DANS SES SUCCURSALES
Comptes chèques postaux 1.014.00, Paris. — 264.71, Limoges.

L'administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Tirages financiers

COMPAGNIE
DES
Fonderies, Forges et Aciéries de Saint-Etienne
(LOIRE)

TABLEAU D'AMORTISSEMENT
en 20 ans, par séries de 10 titres, de 4.200 obligations 4 1/4 0/0 de 5.000 fr. (juillet 1942).

NUMEROS d'ordre des tirages.	DATES des remboursements.	NOMBRE de titres de 5.000 fr. en circulation.	NOMBRE de titres de 5.000 fr. à amortir à chaque tirage.
1	1er juillet 1943..	4.200	140
2	— 1944..	4.060	140
3	— 1945..	3.920	150
4	— 1946..	3.770	150
5	— 1947..	3.620	170
6	— 1948..	3.450	170
7	— 1949..	3.280	180
8	— 1950..	3.100	180
9	— 1951..	2.920	190
10	— 1952..	2.730	200
11	— 1953..	2.530	210
12	— 1954..	2.320	220
13	— 1955..	2.100	220
14	— 1956..	1.880	240
15	— 1957..	1.640	240
16	— 1958..	1.400	260
17	— 1959..	1.140	270
18	— 1960..	870	280
19	— 1961..	590	290
20	— 1962..	300	300
		Total...	4.200

Société Française des Nouvelles Galeries réunies

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 150.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 66, RUE DES ARCHIVES, PARIS (3e)
R. C.: 9139

Conformément au tableau d'amortissement, il a été procédé le 9 juillet 1942 au 1er tirage des 630 obligations 4 1/2 0/0 1941 dont les numéros suivent.

Liste des obligations 4 1/2 0/0 1941 sorties au tirage du 9 juillet 1942.

11 à 20 — 211 à 220 — 551 à 560 — 1.611 à 1.620 — 2.281 à 2.290 — 2.921 à 2.930 — 3.001 à 3.010 — 3.201 à 3.210 — 3.891 à 3.900 — 4.331 à 4.340 — 4.641 à 4.650 — 4.671 à 4.680 — 4.741 à 4.750 — 5.191 à 5.200 — 5.431 à 5.440 — 5.661 à 5.670 — 6.141 à 6.150 — 6.371 à 6.380 — 6.941 à 6.950 — 7.061 à 7.070 — 7.451 à 7.460 — 7.461 à 7.470 — 7.531 à 7.540 — 7.551 à 7.560 — 7.811 à 7.820 — 8.301 à 8.310 — 8.431 à 8.440 — 9.021 à 9.030 — 9.141 à 9.150 — 9.401 à 9.410 — 9.411 à 9.420 — 9.871 à 9.880 — 10.021 à 10.030 — 10.091 à 10.100 — 10.171 à 10.180 — 10.351 à 10.360 — 10.681 à 10.690 — 10.811 à 10.820 — 11.671 à 11.680 — 11.821 à 11.830 — 11.891 à 11.900 — 11.921 à 11.930 — 12.221 à 12.230 — 12.291 à 12.300 — 12.611 à 12.620 — 13.771 à 13.780 — 13.951 à 13.960 — 15.121 à 15.130 — 15.191 à 15.200 — 15.351 à 15.360 — 15.801 à 15.810 — 15.811 à 15.820 — 15.911 à 15.920 — 15.991 à 16.000 — 16.601 à 16.610 — 16.751 à 16.760 — 16.851 à 16.860 — 17.761 à 17.770 — 17.861 à 17.870 — 18.201 à 18.210 — 18.581 à 18.590 — 19.001 à 19.010 — 19.241 à 19.250.

Le remboursement de ces obligations s'effectuera à partir du 15 août 1942.

LES EXPLOITATIONS ELECTRIQUES

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 45.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 156, RUE DE L'UNIVERSITÉ, PARIS

OBLIGATIONS 4 1/2 0/0 (EMISSION 1911)

Liste des 30 obligations sorties au tirage du 2 juillet 1942 et remboursables, à partir du 1er août 1942, au pair de 500 fr., sous déduction de la taxe sur prime de remboursement.

3.791 à 3.800 — 3.911 à 3.920 — 3.971 à 3.980.

Numéros restant à rembourser sur tirages antérieurs.

Tirage 1941.

3.991 à 3.999 — 4.000 — 4.081 à 4.090.

OBLIGATIONS 5 0/0 (EMISSION 1914)

Liste des 140 obligations sorties au tirage du 2 juillet 1942 et remboursables, à partir du 1er août 1942, au pair de 500 fr.

331 à 340 — 571 à 580 — 791 à 800 — 821 à 830 — 1.151 à 1.160 — 1.381 à 1.390 — 1.541 à 1.550 — 1.641 à 1.650 — 1.741 à 1.750 — 2.121 à 2.130 — 2.161 à 2.170 — 2.481 à 2.490 — 2.641 à 2.650 — 3.181 à 3.190.

Numéros restant à rembourser sur tirages antérieurs.

Tirage 1925.
3.157.

Tirage 1928.
3.607.

Tirage 1932.
2.651.

Tirage 1934.
3.508 à 3.510.

Tirage 1938.
2.745 — 3.140.

Tirage 1939.
2.530 — 2.954 à 2.957 — 3.002 — 3.009 et 3.010.

Tirage 1940.
21 à 30 — 191 à 200 — 321 à 329 — 1.362 à 1.367 — 1.369 à 1.370 — 1.561 — 1.563 à 1.568 — 1.771 à 1.780 — 2.032 à 2.033 — 2.038 et 2.039 — 2.601 à 2.608 — 2.628 et 2.629 — 3.343 à 3.346 — 3.349 et 3.350 — 3.393 et 3.394 — 3.397 et 3.399 — 3.576 — 3.578.

Tirage 1941.
61 à 69 — 291 à 300 — 691 à 700 — 761 à 770 — 1.181 à 1.190 — 1.661 à 1.665 — 1.667 à 1.670 — 1.688 à 1.690 — 2.421 à 2.430 — 3.014 à 3.018 — 3.441 à 3.444 — 3.447 à 3.449 — 3.511 à 3.520 — 3.525 et 3.526 — 3.530.

Forges et Ateliers
DE
Constructions électriques de Jeumont

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 108.062.500 FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 50, RUE DE LISBONNE, PARIS (8e)
R. C.: Seine n° 167217.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT
en 30 ans et par séries de 10 titres, de 30.000 obligations 4 0/0 de 5.000 fr., émises en 1942.

DATES des remboursements.	NOMBRE de titres en circulation.	NOMBRE de titres à amortir à chaque tirage.
1er juin 1943.....	30.000	530
— 1944.....	29.470	560
— 1945.....	28.910	570
— 1946.....	28.340	610
— 1947.....	27.730	620
— 1948.....	27.110	650
— 1949.....	26.460	680
— 1950.....	25.780	700
— 1951.....	25.080	740
— 1952.....	24.340	760
— 1953.....	23.580	790
— 1954.....	22.790	820
— 1955.....	21.970	860
— 1956.....	21.110	890
— 1957.....	20.220	930
— 1958.....	19.290	960
— 1959.....	18.330	1.000
— 1960.....	17.330	1.040
— 1961.....	16.290	1.090
— 1962.....	15.200	1.120
— 1963.....	14.080	1.180
— 1964.....	12.900	1.240
— 1965.....	11.630	1.270
— 1966.....	10.420	1.320
— 1967.....	9.100	1.370
— 1968.....	7.730	1.430
— 1969.....	6.300	1.480
— 1970.....	4.820	1.540
— 1971.....	3.280	1.610
— 1972.....	1.670	1.670
	Total.....	30.000

VILLE DE DINAN

Emprunt de 355.500 fr. 4 1/2 0/0 1942.

Numéros des 34 obligations sorties au tirage du 5 juillet 1942.

33 103 108 185 209 216 247 248 348 378 389 393 423 431 438 443 464 490 498 505 516 518 546 571 591 611 619 623 633 650 671 682 689 695

Ces obligations seront remboursées au pair à partir du 16 septembre 1942 et cesseront de porter intérêt à compter de cette date.

Titres antérieurement amortis restant à rembourser.

Néant.

(*Supplément.* — **Fin.**)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

SERVICE DES TITRES. — BUREAU DE VÉRIFICATION: 8, RUE DE LONDRES, PARIS (9e). — R. C.: SEINE n° 88928

OBLIGATIONS 8 °/o 1884

TIRAGES ANTERIEURS AU 7 MAI 1942. — Séries comprenant des obligations restant à rembourser.

ANNÉES de remb't.	SÉRIES	ANNÉES de remb't.	SÉRIES	ANNÉES de remb't.	SÉRIES	ANNÉES de remb't.	SÉRIES	ANNÉES de remb't.	SÉRIES	ANNÉES de remb't.	SÉRIES
1933	3.601 à 800	1934	155.601 à 800	1941	294.000	1933	498.000	1934	666.201 à 400	1941	839.801 à 999
1931	4.401 à 600	1940	159.001 à 200	1940	294.001 à 200	1940	499.601 à 800	1941	667.201 à 400	1941	840.000
1941	4.801 à 999	1938	159.401 à 600	1941	294.401 à 600	1935	501.201 à 400	1934	668.201 à 400	1937	857.601 à 800
1941	5.000	1939	169.001 à 200	1937	302.801 à 999	1936	503.601 à 800	1931	670.201 à 400	1939	862.001 à 200
1939	5.601 à 200	1936	170.001 à 200	1937	303.000	1938	509.401 à 600	1941	672.201 à 400	1939	867.601 à 800
1938	5.601 à 800	1941	171.401 à 600	1939	304.801 à 999	1941	512.401 à 600	1939	672.801 à 999	1935	869.001 à 200
1941	7.801 à 999	1937	171.601 à 800	1939	305.000	1938	517.601 à 800	1939	673.000	1941	871.601 à 800
1941	8.000	1940	171.801 à 999	1941	308.001 à 200	1931	518.201 à 400	1940	676.601 à 800	1937	873.001 à 200
1940	9.401 à 600	1940	172.000	1930	309.601 à 800	1941	520.001 à 200	1933	677.801 à 999	1935	873.601 à 800
1940	10.401 à 600	1923	172.701 à 800	1939	310.801 à 999	1939	533.801 à 999	1933	678.000	1941	875.601 à 800
1940	11.401 à 600	1938	173.001 à 200	1939	311.000	1939	534.000	1941	678.201 à 400	1934	879.201 à 400
1939	13.201 à 400	1940	174.601 à 800	1937	314.201 à 400	1938	536.401 à 600	1924	680.601 à 700	1935	880.401 à 600
1939	13.401 à 600	1941	176.401 à 600	1940	316.001 à 200	1939	537.801 à 999	1939	683.801 a 999	1937	884.001 à 200
1940	15.201 à 400	1939	178.001 à 200	1941	316.801 à 999	1939	538.000	1939	684.000	1941	885.601 à 800
1941	16.001 à 800	1938	179.601 à 800	1941	317.000	1937	538.201 à 400	1941	684.001 à 200	1937	889.401 à 600
1932	19.801 à 999	1941	180.601 à 800	1935	317.601 à 800	1935	540.601 à 800	1935	685.401 à 600	1940	891.001 à 200
1932	20.000	1939	185.001 à 200	1940	319.401 à 600	1936	541.201 à 400	1940	688.201 à 400	1934	891.601 à 800
1939	23.201 à 400	1932	187.801 à 999	1941	320.001 à 200	1934	541.801 à 999	1940	691.801 à 999	1937	891.801 à 999
1931	24.001 à 200	1932	188.000	1936	329.601 à 800	1934	545.000	1940	692.000	1937	892.000
1941	24.801 à 999	1939	188.201 à 400	1939	333.201 à 400	1940	545.201 à 400	1937	692.001 à 200	1937	892.001 à 200
1941	25.000	1938	190.201 à 400	1940	340.801 à 999	1922	545.801 à 900	1939	692.201 à 400	1939	893.401 à 600
1924	30.601 à 700	1932	190.601 à 700	1940	341.000	1934	548.801 à 999	1941	693.801 a 999	1939	895.201 à 600
1939	34.201 à 400	1938	191.201 à 400	1935	341.001 à 200	1934	549.000	1941	694.000	1937	896.201 à 400
1925	34.701 à 800	1924	192.801 à 900	1935	373.601 à 800	1941	565.201 à 400	1938	695.401 à 500	1931	897.801 à 999
1940	37.201 à 400	1935	193.001 à 200	1935	375.001 à 200	1939	568.201 à 400	1938	697.001 à 200	1931	898.000
1933	41.201 à 400	1938	194.001 à 200	1936	377.601 à 800	1935	569.601 à 800	1931	700.001 à 200	1940	900.601 à 800
1941	43.601 à 800	1940	199.601 à 800	1939	380.801 à 999	1936	570.401 à 600	1936	700.701 à 800	1935	901.001 à 200
1935	45.601 à 800	1938	202.201 à 400	1939	381.000	1936	572.401 à 600	1941	700.801 à 999	1940	901.401 à 600
1940	46.401 à 600	1936	203.401 à 600	1938	382.801 à 999	1936	574.001 à 200	1941	701.000	1938	902.201 à 400
1940	47.601 à 800	1941	203.801 à 999	1938	383.000	1941	578.401 à 600	1936	701.401 à 600	1940	902.801 a 999
1940	48.001 à 100	1941	204.000	1937	388.601 à 200	1941	579.601 à 800	1940	702.601 à 800	1940	903.000
1932	48.401 à 600	1940	204.001 à 200	1939	393.601 à 800	1941	580.201 à 400	1938	703.201 à 400	1938	903.201 à 400
1941	49.001 à 200	1939	205.601 à 800	1939	404.801 à 999	1939	582.601 à 800	1940	706.051 à 200	1937	914.401 à 600
1938	50.001 à 200	1936	208.601 à 800	1939	405.000	1941	584.601 à 800	1939	706.401 à 600	1939	913.601 à 200
1941	54.401 à 600	1940	209.601 à 800	1935	406.601 à 200	1933	588.801 à 999	1939	706.601 à 800	1918	914.401 à 500
1939	56.401 à 600	1933	211.801 à 999	1933	408.001 à 200	1933	589.000	1933	711.401 à 600	1940	917.001 à 200
1932	57.401 à 500	1933	212.000	1941	410.401 à 600	1936	589.001 à 200	1939	712.601 à 800	1940	920.601 à 800
1940	58.201 à 400	1940	212.201 à 400	1940	411.601 à 800	1931	590.601 à 800	1941	716.001 à 200	1938	921.401 à 600
1940	58.401 à 600	1916	213.201 à 300	1941	412.001 à 200	1937	590.801 à 999	1941	716.601 à 800	1941	923.801 à 999
1941	58.801 à 999	1919	220.201 à 300	1940	412.601 à 800	1937	591.000	1941	717.801 à 999	1941	924.000
1941	59.000	1940	220.401 à 600	1936	414.801 à 999	1941	591.801 à 999	1941	718.000	1938	926.401 à 600
1937	61.001 à 200	1941	221.201 à 400	1936	415.000	1941	592.000	1918	720.401 à 500	1937	926.601 à 800
1937	62.801 à 999	1931	221.801 à 999	1932	416.601 à 800	1941	592.001 à 200	1937	720.701 à 800	1937	929.601 à 800
1937	63.000	1931	222.000	1938	417.601 à 800	1938	592.401 à 600	1939	720.801 à 999	1936	933.401 à 600
1941	65.601 à 800	1933	223.801 à 999	1940	418.601 à 800	1934	592.801 à 999	1939	721.000	1941	938.601 à 800
1939	68.801 à 999	1933	224.000	1941	423.401 à 600	1934	593.000	1935	724.801 à 999	1940	939.401 à 600
1939	69.000	1939	224.201 à 400	1923	427.401 à 500	1939	602.801 à 999	1935	725.000	1950	940.601 à 800
1940	72.801 à 999	1941	224.601 à 800	1938	427.801 à 999	1939	603.000	1941	726.001 à 200	1940	942.001 à 200
1940	73.000	1940	225.001 à 200	1938	428.000	1941	604.001 à 200	1938	726.401 à 600	1940	944.401 à 600
1941	74.001 à 200	1941	226.401 à 600	1941	430.801 à 999	1940	604.801 à 900	1941	730.001 à 200	1941	945.201 à 400
1939	74.401 à 600	1941	229.001 à 200	1941	431.000	1939	609.001 à 200	1931	730.601 à 800	1926	945.601 à 800
1940	78.401 à 600	1941	232.801 à 999	1937	431.401 à 600	1940	609.601 à 800	1940	737.701 à 800	1939	945.801 à 999
1940	79.001 à 200	1941	233.000	1940	436.201 à 400	1936	610.001 à 200	1933	741.001 à 200	1939	946.000
1939	79.201 à 400	1939	236.001 à 200	1939	437.201 à 400	1936	612.001 à 200	1941	744.601 à 800	1939	946.601 à 800
1934	80.601 à 800	1935	238.001 à 200	1927	443.401 à 600	1941	614.401 à 600	1939	749.501 à 600	1941	948.801 à 999
1938	84.001 à 200	1938	242.401 à 600	1940	455.601 à 800	1939	614.601 à 800	1937	754.401 à 600	1941	949.000
1935	85.201 à 400	1941	262.801 à 999	1940	461.801 à 999	1940	619.201 à 400	1926	755.001 à 200	1937	952.001 à 200
1941	88.201 à 400	1941	263.000	1940	462.000	1937	619.801 à 999	1911	760.001 à 200	1939	953.001 à 200
1941	88.401 à 600	1938	264.001 à 200	1941	464.401 à 600	1937	620.000	1941	787.801 à 999	1938	957.801 à 999
1938	89.201 à 400	1940	264.201 à 400	1940	464.601 à 800	1941	620.001 à 200	1941	788.000	1938	958.000
1932	89.801 à 999	1941	264.401 à 600	1939	467.801 à 999	1940	622.001 à 200	1933	793.801 à 999	1941	958.001 à 200
1932	90.000	1944	265.201 à 400	1939	468.000	1941	625.001 à 200	1933	794.000	1932	958.601 à 800
1933	92.601 à 800	1937	267.601 à 800	1940	471.001 à 200	1940	632.601 à 800	1941	794.001 à 200	1938	959.401 à 600
1937	97.001 à 200	1935	267.801 à 999	1940	472.001 à 200	1937	632.801 à 999	1940	799.601 à 800	1941	959.801 à 999
1940	99.401 à 600	1935	268.000	1940	472.201 à 400	1937	633.000	1939	800.001 à 200	1941	960.000
1939	99.601 à 800	1937	268.801 à 999	1928	472.801 à 999	1941	638.601 à 800	1939	802.801 à 999	1939	961.001 à 200
1941	99.801 à 999	1937	269.000	1938	473.000	1939	639.201 à 400	1939	803.000	1941	965.201 à 400
1941	100.000	1933	272.401 à 600	1937	473.601 à 800	1938	639.801 à 999	1939	803.401 à 600	1938	966.401 à 600
1933	100.001 à 200	1939	272.601 à 800	1941	474.001 à 200	1938	640.000	1923	803.801 à 999	1939	968.601 à 200
1939	101.401 à 600	1933	276.401 à 600	1941	475.001 à 200	1940	641.001 à 200	1923	804.000	1939	971.201 à 400
1940	123.801 à 999	1939	280.801 à 999	1937	475.201 à 400	1940	642.801 à 999	1930	806.001 à 100	1940	973.801 à 999
1940	124.000	1939	281.000	1941	477.001 à 200	1940	643.000	1940	807.601 à 800	1940	974.000
1937	125.801 à 999	1940	281.601 à 800	1937	477.601 à 800	1933	644.801 à 999	1940	809.201 à 400	1935	979.001 à 200
1937	126.000	1934	282.601 à 800	1914	478.001 à 100	1933	645.000	1936	810.201 à 400	1940	979.401 à 600
1939	129.201 à 400	1940	283.601 à 800	1925	478.401 à 500	1939	647.601 à 800	1933	812.401 à 600	1937	982.001 à 200
1941	129.601 à 800	1934	287.601 à 800	1941	478.601 à 800	1940	648.401 à 600	1941	812.601 à 800	1934	984.001 à 200
1939	130.801 à 999	1938	289.201 à 400	1933	479.601 à 800	1941	648.801 à 999	1938	814.001 à 200	1938	986.201 à 400
1939	131.000	1936	290.401 à 600	1931	483.001 à 200	1941	649.000	1941	819.601 à 800	1940	987.001 à 200
1936	132.601 à 800	1934	290.601 à 800	1935	486.201 à 400	1941	656.001 à 200	1940	821.201 à 400	1941	987.601 à 800
1939	133.201 à 400	1937	292.201 à 400	1913	488.601 à 700	1940	657.001 à 200	1941	821.601 à 800	1939	995.001 à 200
1939	134.201 à 400	1936	292.401 à 600	1936	489.001 à 200	1938	663.801 à 999	1936	822.001 à 200	1935	995.201 à 400
1934	142.401 à 600	1940	292.801 à 999	1923	493.401 à 500	1938	664.000	1941	826.801 à 999	1933	996.601 à 800
1938	145.101 à 200	1940	293.000	1935	495.201 à 400	1940	665.601 à 800	1941	827.000	1941	998.601 à 800
1941	150.401 à 600	1941	293.801 à 999	1933	497.801 à 999	1940	666.001 à 200	1940	839.601 à 800	1940	999.601 à 800

ANNÉES de remb[t].	SÉRIES
1941	999.801 à 999
1941	1.000.000
1941	1.004.301 à 400
1939	1.005.201 à 300
1935	1.005.301 à 400
1938	1.005.801 à 900
1941	1.006.101 à 200
1939	1.011.501 à 600
1936	1.013.501 à 600
1938	1.013.801 à 900
1931	1.014.701 à 800
1935	1.015.401 à 500
1934	1.015.801 à 900
1937	1.018.301 à 400
1935	1.018.801 à 900
1938	1.020.301 à 400
1937	1.020.401 à 500
1940	1.021.001 à 100
1939	1.022.401 à 500
1935	1.024.001 à 100
1940	1.025.101 à 200
1941	1.025.301 à 400
1939	1.026.401 à 500
1938	1.027.201 à 300
1941	1.028.401 à 500
1939	1.031.601 à 700
1940	1.032.701 à 800
1940	1.032.901 à 999
1940	1.033.000
1938	1.033.501 à 600
1941	1.034.101 à 200
1939	1.035.601 à 700
1941	1.036.701 à 800
1940	1.038.201 à 300
1939	1.038.701 à 800
1941	1.039.801 à 900
1938	1.039.901 à 999
1938	1.040.000
1939	1.040.601 à 700
1941	1.040.701 à 800
1941	1.043.301 à 400
1941	1.045.901 à 999
1941	1.046.000
1940	1.046.001 à 100
1941	1.046.701 à 800
1940	1.048.401 à 500
1937	1.053.001 à 100
1938	1.053.201 à 300
1931	1.055.101 à 200
1941	1.055.501 à 600
1939	1.057.401 à 500
1938	1.057.601 à 700
1941	1.058.601 à 700
1941	1.059.301 à 400
1941	1.061.501 à 600
1940	1.061.901 à 999
1940	1.062.000
1941	1.063.401 à 500
1940	1.063.101 à 200
1934	1.064.301 à 400
1935	1.065.501 à 600
1941	1.066.301 à 400
1941	1.067.701 à 800
1937	1.068.101 à 200
1941	1.068.201 à 300
1939	1.069.901 à 999
1939	1.070.000
1938	1.073.701 à 800
1937	1.074.701 à 800
1935	1.076.201 à 300
1941	1.077.901 à 999
1941	1.078.000
1938	1.080.401 à 500
1940	1.080.701 à 800
1941	1.081.001 à 100
1938	1.081.101 à 200
1936	1.082.701 à 800
1941	1.082.901 à 999
1941	1.083.000
1941	1.083.501 à 600
1937	1.083.701 à 800
1941	1.084.101 à 200
1933	1.084.701 à 800
1941	1.098.801 à 900
1935	1.099.301 à 400
1936	1.100.401 à 500
1939	1.100.701 à 800
1935	1.102.001 à 100
1939	1.102.601 à 700
1940	1.102.801 à 900
1940	1.106.001 à 100
1934	1.107.001 à 100
1937	1.111.001 à 100
1938	1.111.101 à 200
1940	1.111.801 à 900
1940	1.112.401 à 500
1939	1.112.701 à 800
1940	1.114.601 à 700
1938	1.118.001 à 100
1939	1.119.201 à 300
1939	1.119.701 à 800
1940	1.124.101 à 200
1940	1.125.001 à 100
1940	1.126.101 à 200
1938	1.126.401 à 500
1940	1.126.501 à 600
1936	1.127.701 à 800
1939	1.128.501 à 600
1940	1.129.501 à 600
1941	1.131.501 à 600
1941	1.133.401 à 500
1940	1.134.301 à 400
1940	1.135.301 à 400
1940	1.135.401 à 500
1916	1.136.201 à 300
1934	1.136.501 à 600
1941	1.137.001 à 100
1941	1.137.101 à 200
1939	1.138.001 à 100
1941	1.138.801 à 900
1938	1.139.201 à 300
1938	1.140.701 à 800
1937	1.141.501 à 600
1939	1.141.801 à 900
1940	1.142.201 à 300
1940	1.143.201 à 300
1939	1.143.601 à 700
1935	1.144.801 à 900
1916	1.148.501 à 600
1940	1.154.401 à 500
1941	1.156.801 à 900
1941	1.157.201 à 300
1940	1.158.601 à 700
1941	1.162.501 à 600
1939	1.163.601 à 700
1940	1.164.501 à 600
1940	1.165.201 à 300
1940	1.166.601 à 700
1940	1.167.401 à 500
1940	1.168.401 à 500
1935	1.168.601 à 700
1941	1.169.201 à 300
1940	1.171.001 à 100
1941	1.171.601 à 700
1940	1.171.901 à 999
1940	1.172.000
1935	1.173.001 à 100
1926	1.173.101 à 200
1935	1.175.001 à 100
1940	1.176.801 à 900
1941	1.177.001 à 100
1940	1.177.701 à 800
1936	1.203.301 à 400
1941	1.204.701 à 800
1941	1.204.901 à 999
1941	1.205.000
1941	1.213.101 à 200
1940	1.213.901 à 999
1940	1.214.000
1941	1.214.001 à 100
1939	1.215.201 à 300
1939	1.215.701 à 800
1938	1.215.801 à 900
1941	1.218.401 à 500
1936	1.219.201 à 300
1941	1.220.601 à 700
1940	1.221.001 à 100
1941	1.221.701 à 800
1935	1.227.001 à 100
1940	1.227.101 à 200
1931	1.227.601 à 700
1939	1.227.701 à 800
1940	1.229.001 à 100
1940	1.229.101 à 200
1937	1.230.301 à 400
1936	1.232.701 à 800
1941	1.233.401 à 500
1938	1.238.801 à 900
1936	1.239.001 à 100
1939	1.244.901 à 999
1939	1.245.000
1936	1.245.101 à 200
1939	1.245.401 à 500
1940	1.246.801 à 900
1941	1.249.401 à 500
1941	1.251.201 à 300
1935	1.252.701 à 800
1940	1.255.001 à 100
1941	1.256.901 à 999
1941	1.257.000
1938	1.258.001 à 100
1931	1.258.601 à 700
1938	1.259.701 à 800
1940	1.260.401 à 500
1932	1.260.901 à 999
1932	1.261.000
1940	1.261.001 à 100
1937	1.262.101 à 200
1941	1.263.001 à 100
1939	1.263.301 à 400
1938	1.263.901 à 999
1938	1.264.000
1941	1.264.301 à 400
1932	1.267.401 à 500
1932	1.267.501 à 600
1941	1.267.601 à 700
1940	1.268.201 à 300
1937	1.269.101 à 500
1941	1.270.201 à 300
1940	1.270.401 à 500
1934	1.273.101 à 200
1932	1.273.401 à 500
1938	1.275.501 à 600
1941	1.276.301 à 400
1934	1.277.501 à 600
1940	1.277.901 à 999
1940	1.278.000
1935	1.278.301 à 400
1941	1.278.601 à 700
1938	1.279.001 à 100
1938	1.279.101 à 200
1939	1.280.401 à 500
1940	1.281.701 à 800
1939	1.284.401 à 500
1938	1.285.201 à 300
1941	1.285.501 à 600
1936	1.285.901 à 999
1936	1.286.000
1931	1.289.601 à 700
1937	1.292.001 à 100
1938	1.292.501 à 600
1938	1.294.101 à 200
1930	1.294.561 à 600
1941	1.295.101 à 200
1935	1.295.401 à 500
1939	1.295.501 à 600
1939	1.298.401 à 500
1939	1.303.601 à 700
1940	1.303.701 à 800
1939	1.304.101 à 300
1940	1.305.101 à 200
1938	1.305.401 à 500
1941	1.305.901 à 999
1941	1.306.000
1936	1.306.001 à 100
1935	1.307.001 à 100
1940	1.312.701 à 800
1938	1.315.201 à 300
1941	1.316.401 à 500
1936	1.316.501 à 600
1938	1.316.901 à 999
1938	1.317.000
1930	1.318.201 à 300
1941	1.320.701 à 800
1936	1.321.301 à 400
1931	1.323.501 à 600
1940	1.323.601 à 700
1939	1.324.101 à 200
1936	1.324.301 à 400
1925	1.325.801 à 900
1939	1.327.101 à 200
1941	1.328.701 à 800
1940	1.330.101 à 200
1937	1.331.601 à 700
1941	1.331.901 à 999
1941	1.332.000
1931	1.345.401 à 500
1941	1.346.901 à 999
1941	1.347.000
1941	1.348.201 à 300
1940	1.350.001 à 100
1935	1.350.101 à 200
1940	1.350.401 à 500
1939	1.351.001 à 100
1935	1.354.601 à 100
1939	1.354.101 à 200
1940	1.354.401 à 500
1937	1.351.801 à 900
1940	1.355.201 à 300
1935	1.355.301 à 400
1940	1.357.901 à 999
1940	1.358.000
1935	1.358.401 à 500
1939	1.360.001 à 100
1935	1.360.301 à 400
1933	1.360.401 à 500
1940	1.361.701 à 800
1939	1.363.601 à 700
1936	1.366.001 à 100
1940	1.366.701 à 800
1933	1.367.201 à 300
1940	1.371.801 à 900
1940	1.372.401 à 500
1941	1.372.501 à 600
1941	1.374.801 à 900
1940	1.380.701 à 800
1931	1.381.101 à 200
1940	1.383.701 à 800
1934	1.383.801 à 900
1934	1.386.301 à 400
1941	1.392.001 à 100
1936	1.392.301 à 400
1938	1.392.801 à 900
1940	1.392.901 à 999
1940	1.393.000
1940	1.394.001 à 100
1939	1.394.401 à 500
1940	1.398.401 à 500
1940	1.400.801 à 900
1937	1.401.101 à 200
1940	1.403.301 à 400
1940	1.404.501 à 600
1938	1.407.201 à 300
1941	1.407.801 à 900
1941	1.410.601 à 700
1937	1.411.901 à 999
1937	1.412.000
1940	1.412.401 à 500
1941	1.414.401 à 500
1938	1.415.901 à 999
1938	1.416.000
1941	1.416.101 à 200
1941	1.416.301 à 300
1936	1.416.701 à 800
1938	1.421.601 à 700
1931	1.422.801 à 900
1941	1.423.901 à 999
1941	1.424.000
1940	1.424.301 à 400
1940	1.424.801 à 900
1938	1.426.001 à 100
1940	1.426.701 à 800
1940	1.430.101 à 200
1939	1.430.701 à 800
1936	1.431.501 à 600
1937	1.431.801 à 900
1941	1.432.801 à 900
1941	1.433.001 à 100
1941	1.433.401 à 500
1941	1.434.301 à 400
1940	1.436.501 à 600
1941	1.437.601 à 700
1941	1.438.701 à 800
1938	1.440.601 à 700
1940	1.440.801 à 900
1939	1.440.901 à 999
1939	1.441.000
1940	1.441.501 à 600
1934	1.442.901 à 999
1934	1.443.000
1939	1.444.701 à 800
1939	1.445.401 à 500
1941	1.446.401 à 500
1921	1.447.601 à 700
1940	1.447.701 à 800
1939	1.447.801 à 900
1924	1.448.101 à 200
1941	1.449.801 à 900
1935	1.452.201 à 300
1941	1.455.101 à 200
1939	1.455.301 à 400
1939	1.458.101 à 200
1941	1.458.301 à 400
1938	1.458.501 à 600
1940	1.458.901 à 999
1940	1.459.000
1938	1.459.201 à 300
1941	1.459.601 à 700
1938	1.460.801 à 900
1939	1.463.001 à 100
1938	1.465.301 à 400
1941	1.467.501 à 600
1939	1.470.701 à 800
1938	1.471.001 à 100
1940	1.471.601 à 700
1941	1.472.201 à 300
1939	1.472.301 à 400
1927	1.476.001 à 100
1939	1.476.201 à 300
1938	1.477.601 à 700
1937	1.478.201 à 300
1934	1.478.801 à 900
1939	1.480.301 à 400
1922	1.481.701 à 800
1926	1.481.801 à 900
1936	1.482.501 à 600
1939	1.484.201 à 300
1939	1.484.701 à 800
1936	1.487.501 à 600
1938	1.487.601 à 700
1941	1.489.801 à 900
1940	1.490.601 à 700
1937	1.490.701 à 800
1941	1.491.901 à 999
1941	1.492.000
1937	1.492.001 à 100
1939	1.494.301 à 400
1941	1.494.501 à 600
1941	1.496.401 à 500
1941	1.498.001 à 100
1936	1.498.201 à 300
1939	1.498.301 à 400
1941	1.500.501 à 600
1940	1.502.101 à 200
1939	1.504.001 à 100
1937	1.505.301 à 400
1937	1.509.401 à 500
1940	1.509.701 à 800
1939	1.511.001 à 100
1938	1.511.801 à 900
1940	1.513.401 à 500
1936	1.513.701 à 800
1939	1.544.701 à 800
1941	1.545.401 à 500
1941	1.546.001 à 100
1941	1.546.701 à 800
1940	1.546.801 à 900
1940	1.547.501 à 600
1935	1.552.401 à 500
1937	1.554.401 à 500
1938	1.556.401 à 500
1941	1.558.301 à 400
1941	1.558.701 à 800
1941	1.566.201 à 300
1937	1.570.501 à 600
1940	1.571.601 à 700
1940	1.574.501 à 600
1939	1.575.401 à 500
1940	1.575.501 à 600
1938	1.580.201 à 300
1940	1.580.301 à 400
1932	1.580.901 à 999
1932	1.581.000
1932	1.581.201 à 300
1941	1.582.101 à 200
1941	1.584.001 à 100
1941	1.584.101 à 200
1934	1.584.801 à 900
1941	1.594.901 à 999
1941	1.595.000
1941	1.595.501 à 600
1931	1.597.701 à 800
1941	1.597.801 à 900
1940	1.598.601 à 700
1936	1.602.901 à 999
1936	1.603.000
1932	1.603.701 à 800
1941	1.603.901 à 999
1941	1.604.000
1940	1.604.101 à 200
1940	1.604.901 à 999
1940	1.605.000
1933	1.606.701 à 800
1940	1.606.801 à 900
1937	1.607.001 à 100
1939	1.608.101 à 200
1921	1.608.701 à 800
1940	1.608.801 à 900
1937	1.609.301 à 400
1941	1.609.901 à 999
1941	1.610.000
1930	1.622.301 à 400
1940	1.634.701 à 800
1940	1.640.101 à 200
1941	1.641.201 à 300
1933	1.642.801 à 900
1937	1.643.501 à 600
1941	1.645.301 à 400
1939	1.650.001 à 100
1941	1.650.501 à 600
1938	1.651.701 à 800
1941	1.655.801 à 900
1940	1.657.801 à 900
1941	1.658.301 à 400
1940	1.663.201 à 300
1941	1.664.201 à 300
1940	1.665.001 à 100
1939	1.674.201 à 300
1938	1.675.401 à 500
1938	1.676.601 à 700
1941	1.677.001 à 100
1940	1.677.401 à 500
1940	1.677.601 à 700
1938	1.677.801 à 900
1936	1.678.501 à 600
1933	1.678.801 à 900
1940	1.680.001 à 100
1941	1.681.001 à 100
1941	1.681.301 à 400
1941	1.681.601 à 700
1940	1.681.901 à 999
1940	1.682.000
1939	1.682.701 à 800
1940	1.685.301 à 400
1936	1.690.801 à 900
1939	1.692.201 à 300
1940	1.694.701 à 800
1940	1.696.801 à 900
1932	1.698.901 à 999
1932	1.699.000
1940	1.699.101 à 200
1941	1.700.001 à 100
1937	1.700.201 à 300
1940	1.701.801 à 900
1939	1.703.101 à 200
1931	1.704.301 à 400
1939	1.706.501 à 600
1941	1.710.001 à 100
1937	1.711.101 à 200
1941	1.711.601 à 700
1937	1.715.801 à 900
1940	1.717.201 à 300
1941	1.717.801 à 900
1941	1.718.501 à 600
1938	1.719.901 à 999
1938	1.720.000
1939	1.720.101 à 200
1940	1.720.401 à 500
1941	1.723.601 à 700
1931	1.724.101 à 200
1938	1.724.601 à 700
1934	1.724.701 à 800
1939	1.728.101 à 200
1940	1.730.601 à 700
1937	1.732.801 à 900
1941	1.734.201 à 300
1936	1.735.101 à 200
1941	1.735.701 à 800
1940	1.736.901 à 999
1940	1.737.000
1940	1.738.901 à 999
1940	1.739.000
1931	1.739.301 à 400
1939	1.739.901 à 999
1939	1.740.000
1940	1.740.301 à 400
1941	1.743.301 à 400
1939	1.744.001 à 100
1941	1.744.201 à 300
1941	1.744.701 à 800
1937	1.749.401 à 500
1937	1.752.501 à 600
1941	1.753.801 à 900
1935	1.754.101 à 200
1941	1.756.201 à 300
1940	1.756.401 à 500
1938	1.756.501 à 600
1941	1.758.101 à 200
1941	1.759.301 à 400
1940	1.759.501 à 600
1940	1.774.401 à 500
1941	1.775.101 à 200
1941	1.778.901 à 999
1941	1.779.000
1941	1.779.101 à 200
1932	1.779.201 à 400
1941	1.779.401 à 500
1939	1.779.701 à 800
1941	1.779.801 à 900
1940	1.780.801 à 900
1938	1.782.201 à 300
1937	1.782.801 à 900
1941	1.782.901 à 999
1941	1.783.000
1941	1.783.801 à 900
1940	1.783.901 à 999
1940	1.784.000
1938	1.808.601 à 700

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1941	1.813.501 à 600
1939	1.813.601 à 700
1941	1.814.801 à 900
1939	1.815.901 à 999
1939	1.816.000
1941	1.816.401 à 500
1941	1.816.601 à 700
1940	1.816.701 à 800
1940	1.817.101 à 200
1941	1.817.701 à 800
1937	1.818.801 à 900
1940	1.818.901 à 999
1940	1.819.000
1940	1.819.501 à 600
1922	1.821.101 à 200
1940	1.822.101 à 200
1922	1.822.801 à 900
1940	1.824.601 à 700
1936	1.825.301 à 400
1940	1.826.101 à 500
1938	1.827.901 à 999
1938	1.828.000
1937	1.832.501 à 600
1940	1.832.901 à 999
1940	1.833.000
1940	1.834.401 à 500
1928	1.835.701 à 800
1939	1.839.701 à 800
1936	1.841.201 à 300
1937	1.842.301 à 400
1940	1.844.001 à 100
1940	1.846.901 à 999
1940	1.847.000
1940	1.848.201 à 300
1937	1.849.301 à 400
1932	1.849.501 à 600
1939	1.850.101 à 200
1935	1.850.701 à 800
1937	1.854.101 à 200
1926	1.854.201 à 300
1941	1.860.601 à 700
1941	1.860.801 à 900
1940	1.863.001 à 100
1940	1.864.101 à 200
1940	1.865.001 à 100
1940	1.865.101 à 200
1949	1.865.301 à 400
1926	1.865.701 à 800
1940	1.866.101 à 200
1939	1.866.501 à 600
1931	1.875.101 à 200
1938	1.878.001 à 100
1940	1.879.501 à 600
1938	1.879.601 à 700
1939	1.879.701 à 800
1938	1.881.001 à 999
1938	1.882.000
1939	1.882.001 à 100
1938	1.884.501 à 600
1941	1.886.601 à 700
1938	1.890.701 à 800
1941	1.896.601 à 700
1939	1.897.801 à 900
1939	1.900.401 à 500
1941	1.903.201 à 300
1940	1.907.001 à 100
1938	1.908.201 à 300
1939	1.913.401 à 500
1937	1.914.801 à 900
1936	1.915.001 à 100
1936	1.918.301 à 400
1938	1.918.801 à 900
1931	1.919.801 à 900
1932	1.919.901 à 999
1932	1.920.000
1941	1.921.801 à 900
1941	1.927.101 à 200
1941	1.927.401 à 500
1934	1.928.301 à 400
1941	1.929.501 à 600
1941	1.930.101 à 200
1941	1.930.901 à 999
1941	1.931.000
1941	1.932.301 à 400
1938	1.932.901 à 999
1938	1.933.000
1941	1.936.001 à 100
1939	1.938.001 à 100
1939	1.939.801 à 900
1941	1.940.601 à 700
1935	1.940.901 à 999
1935	1.941.000
1937	1.942.201 à 300

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1937	1.945.001 à 100
1940	1.945.201 à 300
1940	1.947.701 à 800
1941	1.947.801 à 900
1939	1.956.401 à 500
1938	1.956.601 à 700
1940	1.957.001 à 100
1939	1.957.401 à 500
1941	1.977.501 à 600
1935	1.978.301 à 400
1940	1.979.701 à 800
1941	1.980.601 à 700
1941	1.981.101 à 200
1936	1.981.201 à 300
1933	1.982.901 à 999
1933	1.983.000
1935	1.983.001 à 100
1941	1.983.801 à 900
1940	1.984.401 à 500
1941	1.985.001 à 100
1940	1.986.301 à 400
1940	1.987.301 à 400
1933	1.988.101 à 200
1939	1.988.701 à 800
1941	2.000.001 à 100
1938	2.000.401 à 500
1941	2.000.601 à 700
1933	2.000.701 à 800
1941	2.001.601 à 700
1939	2.004.301 à 400
1938	2.004.501 à 600
1937	2.004.801 à 900
1941	2.005.501 à 600
1939	2.005.801 à 900
1940	2.006.101 à 200
1941	2.006.601 à 700
1941	2.008.501 à 600
1938	2.008.901 à 999
1938	2.009.000
1937	2.010.601 à 700
1941	2.010.901 à 999
1941	2.011.000
1939	2.012.801 à 900
1935	2.015.101 à 200
1937	2.016.201 à 300
1941	2.017.101 à 200
1936	2.018.801 à 900
1940	2.020.101 à 200
1939	2.020.901 à 999
1939	2.021.000
1935	2.021.601 à 700
1940	2.023.801 à 900
1936	2.023.901 à 999
1936	2.024.000
1934	2.024.101 à 200
1941	2.028.101 à 200
1941	2.029.901 à 999
1941	2.030.000
1935	2.031.401 à 500
1941	2.032.701 à 800
1941	2.032.801 à 900
1940	2.035.301 à 400
1941	2.035.601 à 700
1940	2.036.401 à 500
1940	2.036.801 à 900
1941	2.037.301 à 400
1932	2.038.001 à 100
1941	2.049.401 à 500
1938	2.052.701 à 800
1941	2.054.301 à 400
1938	2.055.301 à 400
1941	2.055.801 à 900
1941	2.057.501 à 600
1940	2.059.501 à 600
1935	2.061.101 à 200
1938	2.061.701 à 800
1928	2.062.401 à 500
1933	2.062.801 à 900
1939	2.063.501 à 600
1937	2.063.901 à 999
1937	2.064.000
1940	2.066.701 à 800
1940	2.067.301 à 400
1938	2.068.101 à 200
1939	2.068.301 à 400
1941	2.069.501 à 600
1934	2 071.101 à 200
1940	2.071.201 à 300
1940	2.072.701 à 800
1938	2.072.801 à 900
1938	2.074.001 à 100
1939	2.074.801 à 900
1933	2.075.401 à 500

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1939	2.077.201 à 300
1941	2.077.701 à 800
1941	2.078.101 à 200
1936	2.078.401 à 500
1934	2.079.501 à 600
1941	2.080.301 à 400
1941	2.081.201 à 300
1940	2.083.301 à 400
1940	2.084.001 à 100
1940	2.084.701 à 800
1939	2.085.101 à 200
1935	2.086.601 à 700
1940	2.089.801 à 900
1941	2.091.001 à 100
1941	2.091.401 à 500
1935	2.091.901 à 999
1935	2.092.000
1940	2.092.101 à 200
1941	2.092.401 à 500
1939	2.093.101 à 200
1941	2.093.901 à 999
1941	2.094.000
1941	2.094.701 à 800
1935	2.094.901 à 999
1935	2.095.000
1941	2.096.801 à 900
1937	2.099.101 à 200
1939	2.099.301 à 400
1940	2.102.001 à 100
1940	2.119.201 à 300
1937	2.119.401 à 500
1941	2.120.001 à 100
1938	2.121.101 à 200
1940	2.121.601 à 700
1936	2.146.401 à 500
1941	2.160.701 à 800
1940	2.162.301 à 400
1936	2.168.201 à 300
1941	2.180.001 à 100
1940	2.180.701 à 800
1939	2.181.101 à 200
1940	2.181.301 à 400
1940	2.204.901 à 999
1940	2.205.000
1932	2.205.801 à 900
1939	2.216.701 à 800
1936	2.217.601 à 700
1939	2.241.701 à 800
1940	2.241.901 à 999
1940	2.242.000
1939	2.242.601 à 700
1938	2.243.101 à 200
1941	2.260.801 à 900
1941	2.260.901 à 999
1941	2.261.000
1932	2.262.401 à 500
1930	2.264.001 à 100
1941	2.264.701 à 800
1933	2.264.901 à 999
1933	2.265.000
1941	2.272.601 à 700
1938	2.272.901 à 999
1938	2.273.000
1941	2.273.201 à 300
1941	2.276.801 à 900
1940	2.277.301 à 400
1940	2.284.401 à 500
1940	2.285.801 à 900
1932	2.286.701 à 800
1941	2.287.601 à 700
1941	2.293.101 à 200
1935	2.293.201 à 300
1939	2.293.601 à 700
1941	2.297.301 à 400
1936	2.303.001 à 100
1937	2.311.101 à 200
1937	2.311.201 à 300
1931	2.311.301 à 400
1933	2.311.601 à 700
1939	2.311.901 à 999
1939	2.312.000
1927	2.325.401 à 500
1931	2.328.201 à 300
1939	2.331.101 à 200
1940	2.331.201 à 300
1940	2.332.001 à 100
1941	2.349.501 à 600
1940	2.353.701 à 800
1940	2.353.801 à 900
1940	2.354.301 à 400
1940	2.355.201 à 300
1935	2.356.201 à 300
1940	2.358.101 à 200

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1940	2.361.501 à 600
1936	2.365.101 à 200
1941	2.367.301 à 400
1941	2.401.201 à 300
1935	2.402.101 à 200
1939	2.402.301 à 400
1935	2.403.201 à 300
1941	2.404.701 à 800
1939	2.405.701 à 800
1941	2.412.601 à 700
1936	2.414.101 à 200
1941	2.414.901 à 999
1941	2.415.000
1938	2.417.301 à 400
1940	2.419.301 à 400
1941	2.420.001 à 100
1939	2.420.501 à 600
1941	2.421.801 à 900
1940	2.426.801 à 900
1939	2.437.701 à 800
1938	2.438.401 à 500
1941	2.438.701 à 800
1941	2.439.501 à 600
1940	2.441.901 à 999
1940	2.445.000
1932	2.445.701 à 800
1936	2.446.201 à 300
1938	2.446.301 à 400
1936	2.446.901 à 999
1936	2.447.000
1938	2.449.001 à 100
1939	2.450.101 à 200
1940	2.451.301 à 400
1938	2.452.201 à 300
1941	2.452.501 à 600
1940	2.453.901 à 999
1940	2.454.000
1940	2.474.901 à 999
1940	2.475.000
1940	2.476.001 à 100
1937	2.483.101 à 200
1935	2.484.601 à 700
1936	2.490.601 à 700
1941	2.490.801 à 900
1940	2.492.101 à 200
1940	2.492.601 à 700
1940	2.495.301 à 400
1938	2.496.401 à 500
1937	2.497.101 à 200
1935	2.498.501 à 600
1941	2.502.601 à 700
1940	2.504.801 à 900
1939	2.505.401 à 500
1931	2.506.201 à 300
1941	2.508.701 à 800
1941	2.510.201 à 300
1940	2.510.701 à 800
1940	2.513.901 à 999
1940	2.514.000
1922	2.514.701 à 800
1938	2.520.101 à 200
1940	2.520.301 à 400
1938	2.520.501 à 600
1941	2.520.801 à 900
1939	2.523.001 à 100
1939	2.523.601 à 700
1937	2.524.401 à 500
1935	2.524.801 à 900
1936	2.525.601 à 100
1933	2.527.501 à 600
1937	2.527.701 à 800
1934	2.528.001 à 100
1939	2.529.001 à 100
1933	2.530.701 à 800
1932	2.531.801 à 900
1937	2.533.701 à 800
1938	2.536.601 à 700
1940	2.538.501 à 600
1939	2.538.601 à 700
1938	2.539.501 à 600
1941	2.540.101 à 500
1940	2.540.601 à 700
1937	2.542.501 à 600
1936	2.542.601 à 700
1933	2.542.901 à 999
1933	2.543.000
1940	2.543.301 à 400
1934	2.544.101 à 200
1939	2.545.701 à 800
1931	2.546.601 à 701
1933	2.546.901 à 999
1933	2.547.000
1939	2.548.201 à 300

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1941	2 549.101 à 200
1941	2.549.801 à 900
1936	2.551.801 à 900
1935	2.551.901 à 999
1935	2.552.000
1939	2.552.601 à 700
1938	2.552.801 à 900
1940	2.554.001 à 100
1941	2.554.301 à 400
1937	2.555.501 à 600
1941	2.555.601 à 700
1936	2.556.501 à 600
1941	2.558.701 à 800
1941	2.558.801 à 900
1932	2.559.501 à 600
1938	2.559.901 à 999
1938	2.560.000
1939	2.560.901 à 999
1939	2.561.000
1921	2.561.601 à 700
1940	2.562.001 à 100
1941	2.562.101 à 200
1941	2.562.601 à 700
1939	2.565.001 à 100
1941	2.565.901 à 999
1941	2.566.000
1940	2.565.301 à 400
1941	2.566.801 à 900
1940	2.567.601 à 700
1931	2.570.601 à 700
1938	2.571.701 à 800
1937	2.572.101 à 200
1939	2.573.001 à 100
1941	2.574.001 à 100
1930	2.583.301 à 400
1933	2.584.601 à 700
1940	2.584.701 à 800
1933	2.585.301 à 400
1927	2.591.201 à 300
1940	2.592.601 à 700
1941	2.598.901 à 999
1941	2.599.000
1941	2.601.001 à 100
1923	2.601.201 à 300
1941	2.603.001 à 100
1941	2.608.401 à 500
1939	2.608.901 à 999
1939	2.609.000
1941	2.612.001 à 100
1941	2.612.101 à 200
1940	2.612.301 à 400
1935	2.612.701 à 800
1939	2.614.601 à 700
1919	2.618.201 à 300
1938	2.619.901 à 999
1938	2.620.000
1938	2.626.401 à 500
1935	2.627.401 à 500
1937	2.629.601 à 700
1941	2.630.601 à 700
1934	2.631.001 à 100
1941	2.631.801 à 900
1941	2.633.501 à 600
1941	2.634.001 à 100
1939	2.635.401 à 500
1940	2.636.601 à 700
1938	2.636.701 à 800
1939	2.637.601 à 700
1940	2.638.201 à 300
1940	2.638.401 à 500
1937	2.639.301 à 400
1941	2.640.001 à 100
1940	2.641.901 à 999
1940	2.642.000
1941	2.645.401 à 500
1936	2.645.701 à 800
1939	2.646.901 à 999
1939	2.647.000
1941	2.647.901 à 999
1941	2.648.000
1939	2.648.901 à 999
1939	2.649.000
1938	2.649.001 à 100
1933	2.650.801 à 900
1941	2.651.001 à 100
1937	2.652.101 à 200
1941	2.653.101 à 200
1940	2.653.901 à 999
1940	2.654.000
1932	2.655.001 à 100
1935	2.656.901 à 999
1935	2.657.000
1940	2.657.901 à 999

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1940	2.658.000
1939	2.664.301 à 400
1941	2.665.701 à 800
1941	2.665.801 à 900
1938	2.669.001 à 100
1941	2.669.801 à 900
1938	2.695.301 à 400
1936	2.695.801 à 900
1938	2.696.101 à 200
1926	2.696.201 à 300
1935	2.696.901 à 999
1935	2.697.000
1940	2.697.001 à 100
1939	2.698.201 à 300
1937	2.702.101 à 200
1940	2.702.301 à 400
1941	2.703.201 à 300
1939	2.703.401 à 500
1938	2.710.601 à 700
1940	2.715.901 à 999
1940	2.716.000
1940	2.716.001 à 100
1941	2.719.001 à 100
1939	2.721.501 à 600
1940	2.723.301 à 400
1937	2.723.401 à 500
1932	2.723.601 à 700
1923	2.723.801 à 900
1939	2.730.501 à 600
1941	2.730.601 à 700
1941	2.734.101 à 200
1941	2.750.901 à 999
1941	2.751.000
1941	2.751.001 à 100
1938	2.753.401 à 500
1940	2.756.201 à 300
1937	2.760.501 à 600
1941	2.762.301 à 400
1940	2.762.401 à 500
1940	2.766.701 à 800
1939	2.771.201 à 300
1939	2.774.001 à 100
1940	2.775.101 à 200
1939	2.777.001 à 100
1936	2.777.601 à 700
1937	2.779.701 à 800
1922	2.781.101 à 200
1933	2.782.301 à 400
1940	2.785.001 à 100
1937	2.785.201 à 300
1939	2.786.801 à 900
1939	2.787.201 à 300
1940	2.788.101 à 200
1941	2.788.701 à 800
1938	2.795.701 à 800
1941	2.798.001 à 100
1941	2.798.201 à 300
1941	2.798.701 à 800
1940	2.801.501 à 600
1940	2.802.201 à 300
1941	2.807.101 à 200
1938	2.808.301 à 400
1941	2.810.801 à 900
1939	2.815.801 à 900
1939	2.816.101 à 200
1940	2.816.901 à 999
1940	2.817.000
1940	2.818.101 à 200
1941	2.819.201 à 300
1941	2.824.101 à 200
1938	2.830.101 à 200
1941	2.830.301 à 400
1939	2.832.401 à 500
1941	2.833.201 à 300
1940	2.836.001 à 100
1940	2.838.201 à 300
1941	2.840.701 à 800
1941	5.841.101 à 200
1940	2.841.701 à 800
1940	2.842.101 à 200
1941	2.842.401 à 500
1939	2.845.001 à 100
1940	2.848.401 à 500
1941	2.849.701 à 800
1940	2.853.801 à 900
1941	2.855.901 à 999
1941	2.856.000
1940	2.856.801 à 900
1941	2.859.401 à 500
1941	2.860.501 à 600
1940	2.862.201 à 300
1940	2.865.101 à 200
1939	2.866.501 à 600

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1939	2.867.401 à 200
1940	2.867.701 à 800
1936	2.868.101 à 200
1939	2.869.401 à 500
1941	2.872.001 à 100
1939	2.872.401 à 500
1941	2.872.901 à 999
1941	2.873.000
1941	2.873.201 à 300
1939	2.873.901 à 999
1939	2.874.000
1941	2.874.201 à 300
1940	2.875.801 à 900
1941	2.877.401 à 500
1932	2.877.501 à 600
1939	2.879.001 à 100
1938	2.879.901 à 999
1938	2.880.000
1940	2.882.101 à 200
1940	2.882.201 à 300
1941	2.883.401 à 500
1940	2.883.501 à 600
1940	2.887.701 à 800
1936	2.887.801 à 900
1940	2.890.201 à 300
1937	2.892.001 à 100
1941	2.902.201 à 300
1940	2.903.701 à 800
1940	2.905.601 à 700
1940	2.907.301 à 400
1939	2.908.601 à 700
1933	2.911.101 à 200
1940	2.911.601 à 700
1941	2.913.801 à 900
1939	2.914.701 à 800
1939	2.916.101 à 200
1932	2.916.301 à 400
1941	2.916.401 à 500
1938	2.925.401 à 500
1938	2.925.701 à 800
1941	2.926.201 à 300
1940	2.926.901 à 999
1940	2.927.000
1941	2.929.201 à 300
1936	2.930.001 à 100
1937	2.930.701 à 800
1939	2.931.701 à 800
1941	2.931.801 à 900
1941	2.933.001 à 100
1941	2.935.801 à 900
1941	2.935.901 à 999
1941	2.936.000
1940	2.936.101 à 200
1939	2.942.701 à 800
1926	2.944.401 à 500
1941	2.944.501 à 600
1941	2.946.201 à 300
1941	2.946.701 à 800
1940	2.947.901 à 999
1940	2.948.000
1940	2.948.001 à 100
1941	2.949.501 à 600
1940	2.952.101 à 200
1941	2.955.201 à 300
1934	2.958.401 à 500
1941	2.961.401 à 500
1939	2.966.901 à 999
1940	2.967.000
1936	2.969.801 à 900
1935	2.970.001 à 100
1941	2.970.301 à 400
1940	2.971.201 à 300
1941	2.971.301 à 400
1936	2.971.700 à 800
1941	2.974.101 à 200
1939	2.975.101 à 200
1941	2.976.101 à 200
1941	2.979.201 à 300
1937	2.980.001 à 100
1934	2.980.601 à 700
1940	2.981.301 à 400
1935	2.983.001 à 100
1937	2.985.701 à 800
1941	2.985.801 à 900
1941	2.986.201 à 300
1931	2.989.201 à 300
1941	2.992.901 à 999
1941	2.993.000
1938	2.993.101 à 200
1941	2.996.601 à 700
1937	2.998.001 à 100

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1938	2.999.601 à 700
1936	2.999.701 à 800
1932	3.002.401 à 500
1939	3.003.001 à 100
1940	3.004.501 à 600
1940	3.007.301 à 400
1938	3.007.501 à 600
1940	3.008.401 à 500
1933	3.008.801 à 900
1940	3.008.901 à 999
1940	3.009.000
1938	3.009.601 à 700
1936	3.011.701 à 800
1938	3.011.901 à 999
1938	3.012.000
1941	3.012.001 à 100
1941	3.013.401 à 500
1941	3.014.601 à 700
1940	3.014.701 à 800
1940	3.016.701 à 800
1940	3.020.201 à 300
1940	3.020.301 à 400
1940	3.021.201 à 300
1941	3.023.701 à 800
1938	3.024.801 à 900
1937	3.025.301 à 400
1939	3.025.901 à 999
1939	3.026.000
1939	3.026.001 à 100
1939	3.026.501 à 600
1939	3.027.901 à 999
1939	3.028.000
1941	3.034.201 à 300
1940	3.037.701 à 800
1941	3.038.701 à 800
1938	3.038.901 à 999
1938	3.039.000
1941	3.039.801 à 900
1941	3.044.301 à 400
1926	3.051.401 à 500
1941	3.069.501 à 600
1939	3.069.801 à 900
1939	3.070.201 à 300
1939	3.071.401 à 500
1938	3.072.001 à 100
1940	3.073.001 à 100
1940	3.074.001 à 100
1941	3.074.301 à 400
1938	3.076.401 à 500
1939	3.076.801 à 900
1940	3.077.701 à 800
1941	3.079.001 à 100
1941	3.079.801 à 900
1938	3.080.401 à 500
1931	3.082.101 à 200
1936	3.082.601 à 700
1940	3.085.101 à 200
1935	3.085.501 à 600
1941	3.087.201 à 300
1940	3.087.501 à 600
1941	3.089.701 à 800
1933	3.092.401 à 500
1940	3.093.001 à 100
1937	3.093.401 à 500
1939	3.094.301 à 400
1940	3.094.901 à 999
1940	3.095.000
1941	3.097.401 à 500
1938	3.097.501 à 600
1940	3.097.701 à 800
1933	3.098.101 à 200
1941	3.100.301 à 400
1941	3.100.801 à 900
1933	3.102.601 à 700
1941	3.104.301 à 400
1941	3.104.801 à 900
1940	3.107.701 à 800
1939	3.109.501 à 600
1940	3.110.701 à 800
1940	3.111.701 à 800
1941	3.111.901 à 999
1941	3.112.000
1941	3.113.401 à 500
1941	3.114.301 à 400
1941	3.116.701 à 800
1940	3.118.901 à 999
1940	3.119.000
1940	3.119.301 à 400
1939	3.120.901 à 999
1939	3.121.000
1934	3.121.001 à 100

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1940	3.121.101 à 200
1939	3.121.901 à 999
1939	3.125.000
1932	3.125.001 à 100
1936	3.125.701 à 800
1939	3.126.201 à 300
1940	3.129.401 à 500
1941	3.129.901 à 999
1941	3.130.000
1941	3.130.801 à 900
1938	3.132.001 à 100
1940	3.135.201 à 300
1939	3.136.301 à 400
1941	3.137.101 à 200
1933	3.140.401 à 500
1934	3.144.901 à 999
1935	3.145.000
1940	3.145.901 à 999
1940	3.146.000
1940	3.147.001 à 100
1936	3.147.201 à 300
1934	3.150.901 à 999
1934	3.151.000
1941	3.151.701 à 800
1938	3.152.001 à 100
1936	3.152.201 à 300
1938	3.153.301 à 400
1940	3.153.601 à 700
1940	3.154.401 à 500
1940	3.155.801 à 900
1940	3.156.901 à 999
1940	3.157.000
1941	3.158.901 à 999
1941	3.159.000
1941	3.159.101 à 200
1940	3.161.401 à 500
1938	3.165.301 à 400
1939	3.167.801 à 900
1940	3.168.901 à 999
1940	3.169.000
1940	3.169.601 à 700
1935	3.169.701 à 800
1939	3.170.901 à 999
1939	3.171.000
1941	3.179.701 à 800
1941	3.179.901 à 999
1941	3.180.000
1939	3.182.701 à 800
1935	3.184.201 à 300
1940	3.193.901 à 999
1940	3.194.000
1940	3.194.701 à 800
1941	3.197.801 à 900
1940	3.198.301 à 400
1938	3.200.301 à 400
1940	3.201.501 à 600
1938	3.201.801 à 900
1941	3.202.301 à 400
1939	3.202.501 à 600
1941	3.203.101 à 200
1941	3.210.801 à 900
1940	3.213.901 à 999
1940	3.214.000
1940	3.214.701 à 800
1940	3.215.801 à 900
1939	3.215.901 à 999
1939	3.216.000
1939	3.216.301 à 400
1939	3.218.101 à 200
1939	3.218.201 à 300
1941	3.218.401 à 500
1936	3.221.801 à 900
1935	3.222.101 à 200
1941	3.223.601 à 700
1941	3.230.701 à 800
1940	3.235.201 à 300
1939	3.235.701 à 800
1923	3.239.401 à 500
1941	3.240.001 à 100
1937	3.241.301 à 400
1938	3.242.201 à 300
1934	3.250.401 à 500
1938	3.251.101 à 200
1941	3.251.501 à 600
1939	3.254.601 à 700
1940	3.257.601 à 700
1940	3.257.801 à 900
1940	3.259.501 à 600
1940	3.259.801 à 900
1936	3.260.301 à 400
1941	3.261.001 à 100

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1931	3.262.401 à 500
1941	3.262.601 à 700
1938	3.264.301 à 400
1941	3.265.001 à 100
1941	3.265.601 à 700
1937	3.266.601 à 700
1938	3.269.601 à 700
1938	3.270.601 à 700
1940	3.272.901 à 999
1940	3.273.000
1940	3.273.901 à 999
1940	3.274.000
1941	3.275.201 à 300
1939	3.275.801 à 900
1938	3.276.601 à 700
1941	3.279.501 à 600
1940	3.279.901 à 999
1940	3.280.000
1940	3.280.001 à 100
1940	3.280.401 à 500
1941	3.284.801 à 900
1938	3.284.901 à 999
1938	3.285.000
1941	3.287.901 à 999
1941	3.288.000
1939	3.289.001 à 100
1940	3.289.601 à 700
1935	3.289.701 à 800
1939	3.290.101 à 200
1939	3.293.301 à 400
1939	3.294.601 à 700
1932	3.300.001 à 100
1941	3.300.401 à 500
1938	3.300.701 à 800
1938	3.313.201 à 300
1941	3.315.501 à 600
1940	3.315.901 à 999
1940	3.316.000
1940	3.317.401 à 500
1938	3.317.901 à 999
1938	3.318.000
1941	3.320.501 à 600
1929	3.323.701 à 800
1939	3.323.801 à 900
1941	3.324.401 à 500
1941	3.325.001 à 100
1939	3.327.501 à 600
1941	3.328.601 à 700
1935	3.334.601 à 700
1941	3.335.601 à 700
1939	3.336.801 à 900
1940	3.337.201 à 300
1940	3.338.201 à 300
1940	3.338.301 à 400
1940	3.339.501 à 600
1936	3.340.001 à 100
1938	3.340.801 à 900
1941	3.342.301 à 400
1941	3.342.801 à 900
1941	3.343.001 à 100
1941	3.346.401 à 500
1941	3.346.501 à 600
1937	3.346.701 à 800
1926	3.347.701 à 800
1941	3.349.101 à 200
1938	3.349.201 à 300
1926	3.349.601 à 700
1940	3.350.001 à 100
1941	3.350.401 à 500
1939	3.351.701 à 800
1938	3.352.301 à 400
1936	3.355.501 à 600
1940	3.358.601 à 700
1940	3.358.701 à 800
1941	3.359.901 à 999
1941	3.360.000
1933	3.361.001 à 100
1941	3.361.501 à 600
1934	3.363.101 à 200
1939	3.363.201 à 300
1940	3.363.301 à 400
1940	3.365.401 à 500
1940	3.366.001 à 100
1941	3.367.601 à 700
1941	3.368.401 à 500
1939	3.369.501 à 600
1940	3.370.701 à 800
1940	3.373.201 à 300
1938	3.373.501 à 600
1936	3.373.601 à 700
1940	3.378.001 à 100

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1939	3.381.201 à 300
1935	3.383.801 à 900
1941	3.387.201 à 300
1939	3.389.201 à 300
1941	3.389.601 à 700
1941	3.391.401 à 500
1940	3.391.701 à 800
1935	3.394.801 à 900
1936	3.396.101 à 200
1939	3.399.701 à 800
1941	3.401.001 à 100
1941	3.401.201 à 300
1940	3.401.401 à 500
1940	3.402.201 à 300
1941	3.402.401 à 500
1941	3.402.501 à 600
1939	3.402.801 à 900
1941	3.403.301 à 400
1939	3.405.501 à 600
1937	3.411.201 à 300
1941	3.412.001 à 100
1935	3.414.101 à 200
1937	3.414.201 à 300
1938	3.414.901 à 999
1938	3.415.000
1940	3.416.201 à 300
1940	3.418.401 à 500
1938	3.421.201 à 300
1939	3.421.301 à 400
1939	3.421.401 à 500
1940	3.421.901 à 999
1940	3.422.000
1939	3.422.101 à 200
1941	3.422.601 à 700
1940	3.426.101 à 200
1940	3.426.601 à 700
1940	3.429.001 à 100
1938	3.431.801 à 900
1940	3.432.401 à 500
1938	3.433.501 à 600
1940	3.434.001 à 100
1940	3.436.001 à 100
1936	3.436.401 à 500
1938	3.436.501 à 600
1940	3.436.801 à 900
1940	3.436.901 à 999
1940	3.437.000
1941	3.437.401 à 500
1941	3.438.001 à 100
1922	3.441.301 à 400
1936	3.443.001 à 100
1935	3.443.901 à 999
1935	3.444.000
1940	3.444.101 à 200
1941	3.444.201 à 300
1940	3.462.401 à 500
1941	3.463.401 à 500
1941	3.468.501 à 600
1941	3.469.501 à 600
1939	3.471.801 à 900
1937	3.471.901 à 999
1937	3.472.000
1940	3.480.501 à 600
1940	3.480.701 à 800
1940	3.481.101 à 200
1940	3.481.301 à 400
1935	3.482.601 à 700
1939	3.482.801 à 900
1935	3.495.801 à 900
1937	3.495.901 à 999
1937	3.496.000
1940	3.496.401 à 500
1940	3.496.501 à 600
1941	3.497.101 à 200
1941	3.501.001 à 100
1941	3.501.201 à 300
1940	3.502.601 à 700
1939	3.510.901 à 999
1939	3.511.000
1941	3.512.101 à 200
1940	3.515.101 à 200
1941	3.515.701 à 800
1940	3.516.901 à 999
1940	3.517.000
1941	3.520.601 à 700
1941	3.521.901 à 999
1941	3.522.000
1940	3.523.001 à 100
1939	3.523.701 à 800
1941	3.524.201 à 300

ANNÉES de remb^t.	SÉRIES
1941	3.524.301 à 400
1941	3.525.901 à 999
1941	3.526.000
1939	3.527.201 à 300
1937	3.527.701 à 800
1938	3.527.901 à 999
1938	3.528.000
1939	3.532.501 à 600
1934	3.532.801 à 900
1940	3.533.201 à 300
1932	3.533.901 à 999
1932	3.534.000
1933	3.534.101 à 200
1939	3.534.301 à 400
1939	3.536.201 à 300
1939	3.536.801 à 900
1941	3.537.001 à 100
1941	3.537.901 à 999
1941	3.538.000
1941	3.540.401 à 500
1941	3.545.001 à 100
1938	3.556.601 à 700
1939	3.558.101 à 200
1940	3.559.201 à 300
1932	3.570.301 à 400
1940	3.570.801 à 900
1936	3.571.201 à 300
1939	3.571.901 à 999
1933	3.572.000
1941	3.573.801 à 900
1939	3.574.201 à 300
1941	3.576.601 à 700
1941	3.577.101 à 200
1941	3.578.401 à 500
1938	3.579.301 à 400
1940	3.580.701 à 800
1937	3.584.001 à 100
1941	3.586.101 à 200
1940	3.590.001 à 100
1941	3.590.701 à 800
1933	3.591.901 à 999
1933	3.592.000
1941	3.619.101 à 200
1940	3.623.701 à 800
1932	3.624.201 à 300
1932	3.624.401 à 500
1940	3.629.201 à 300
1941	3.629.901 à 999
1941	3.630.000
1940	3.630.801 à 900
1935	3.635.701 à 800
1937	3.635.901 à 999
1937	3.636.000
1938	3.636.801 à 900
1939	3.638.001 à 100
1932	3.664.501 à 600
1939	3.664.701 à 800
1940	3.665.701 à 800
1940	3.667.901 à 999
1940	3.668.000
1940	3.669.101 à 200
1930	3.670.701 à 800
1940	3.672.001 à 100
1941	3.684.601 à 700
1940	3.684.701 à 800
1941	3.685.101 à 200
1938	3.685.401 à 600
1940	3.700.901 à 999
1940	3.701.000
1931	3.701.401 à 500
1940	3.704.301 à 400
1928	3.705.001 à 100
1940	3.707.001 à 100
1938	3.707.201 à 300
1935	3.707.801 à 900
1940	3.708.201 à 300
1937	3.730.201 à 300
1938	3.732.301 à 400
1941	3.733.101 à 200
1938	3.733.601 à 700
1941	3.734.301 à 400
1937	3.734.401 à 500
1935	3.740.501 à 600
1939	3.743.301 à 400
1940	3.745.401 à 500
1940	3.745.701 à 800
1935	3.746.401 à 500
1940	3.747.801 à 900
1941	3.748.901 à 999
1941	3.749.000

NOTA. — Les séries sorties au tirage du 7 mai 1942 ont été publiées au *Journal officiel* du 19 juin 1942

Compagnie des Chemins de Fer du Maroc

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE
AU CAPITAL DE 50.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL :
280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS
Registre du tribunal de commerce de la Seine n° 184352.

OBLIGATIONS 5 0/0 1933 (1er réseau)

Amortissement 1942.

Numéros des 1.690 obligations sorties au tirage fait en séance publique, à Paris, le 16 juin 1942, 3, rue d'Antin.

161 à 165 — 291 à 300 — 551 à 560 — 601 à 610 — 671 et 672 — 881 à 890 — 1.131 à 1.140 — 1.311 à 1.320 — 1.363 à 1.370 — 1.411 à 1.450 — 2.131 à 2.140 — 2.321 à 2.330 — 2.431 à 2.440 — 2.991 à 3.000 — 3.521 à 3.529 — 3.891 à 3.900 — 4.501 à 4.510 — 4.911 à 4.920 — 5.041 à 5.050 — 5.081 à 5.090 — 5.171 à 5.180 — 6.192 à 6.198 — 6.611 à 6.620 — 6.731 à 6.740 — 8.301 à 8.309 — 8.531 à 8.540 — 8.621 à 8.630 — 9.611 à 9.620 — 10.031 à 10.040 — 10.911 à 10.920 — 11.211 à 11.219 — 11.651 — 11.655 à 11.660 — 11.745 à 11.750 — 11.911 à 11.919 — 12.397 à 12.400 — 12.841 à 12.850 — 13.081 à 13.090 — 14.041 à 14.043 — 14.048 à 14.050 — 14.251 à 14.260 — 14.601 à 14.610 — 15.181 à 15.190 — 15.791 à 15.796 — 16.181 à 16.190 — 16.211 à 16.220 — 16.475 à 16.480 — 17.381 à 17.390 — 17.401 à 17.410 — 17.641 à 17.650 — 17.981 — 17.985 à 17.990 — 18.031 à 18.040 — 20.021 à 20.030 — 20.251 à 20.260 — 20.481 à 20.490 — 20.881 à 20.890 — 21.041 à 21.050 — 22.027 à 22.030 — 22.041 à 22.044 — 22.047 à 22.050 — 22.151 à 22.160 — 22.891 à 22.900 — 23.061 à 23.070 — 23.421 à 23.430 — 23.581 à 23.590 — 23.651 à 23.660 — 23.691 à 23.700 — 23.731 à 23.740 — 24.989 et 24.990 — 25.311 à 25.320 — 25.821 à 25.830 — 26.301 à 26.309 — 26.401 à 26.410 — 26.781 à 26.787 — 26.921 à 26.930 — 26.985 à 26.990 — 26.991 à 27.000 — 27.391 à 27.400 — 28.891 à 28.900 — 29.181 à 29.189 — 29.891 à 29.900 — 30.731 à 30.740 — 30.991 à 31.000 — 31.051 à 31.060 — 31.101 à 31.104 — 31.241 à 31.250 — 31.391 à 31.400 — 31.901 à 31.910 — 32.201 à 32.210 — 33.201 à 33.210 — 33.271 — 33.279 et 33.280 — 35.721 à 35.730 — 36.221 à 36.227 — 36.911 à 36.920 — 37.141 à 37.150 — 37.451 — 37.454 à 37.459 — 38.001 à 38.008 — 38.010 — 38.011 à 38.020 — 38.141 à 38.144 — 38.152 — 38.154 à 38.160 — 38.881 à 38.890 — 39.251 à 39.260 — 39.541 à 39.550 — 39.741 à 39.750 — 39.881 à 39.884.

40.031 à 40.040 — 40.317 à 40.319 — 41.045 à 41.050 — 41.191 à 41.200 — 42.901 à 42.910 — 42.911 à 42.920 — 44.091 à 44.100 — 44.131 à 44.140 — 44.972 à 44.980 — 45.152 à 45.160 — 45.251 à 45.260 — 45.511 à 45.520 — 45.531 à 45.540 — 45.821 à 45.830 — 46.161 à 46.168 — 46.531 à 46.540 — 46.971 à 46.976 — 47.091 à 47.100 — 47.961 — 48.081 à 48.090 — 49.701 à 49.710 — 51.531 à 51.540 — 51.811 à 51.813 — 51.815 à 51.820 — 52.381 à 52.390 — 52.401 à 52.403 — 52.803 à 52.810 — 52.921 à 52.929 — 53.661 à 53.670 — 53.941 à 53.950 — 56.321 à 56.330 — 57.081 à 57.090 — 57.332 à 57.340 — 57.391 à 57.400 — 57.411 à 57.417 — 57.419 — 58.183 à 58.190 — 58.271 à 58.280 — 58.401 à 58.410 — 58.981 à 58.990 — 59.031 à 59.040 — 59.521 à 59.530 — 59.591 à 59.600 — 59.712 à 59.714 — 59.717 à 59.720 — 59.721 à 59.730 — 60.211 à 60.220 — 60.481 à 60.486 — 60.489 et 60.490 — 60.693 à 60.700 — 60.811 à 60.815 — 60.818 à 60.820 — 60.851 à 60.858 — 60.881 à 60.884 — 60.888 à 60.890 — 61.281 à 61.290 — 61.581 à 61.590 — 61.771 — 61.776 à 61.780 — 61.921 à 61.930 — 62.021 à 62.030 — 62.891 à 62.900 — 63.271 à 63.280 — 65.591 à 65.600 — 65.531 à 65.540 — 66.051 — 66.054 à 66.057 — 66.059 et 66.060 — 67.491 à 67.500 — 68.051 à 68.060 — 68.783 et 68.784 — 68.790 — 69.273 à 69.280 — 69.681 à 69.690 — 70.511 et 70.515 — 70.781 à 70.790 — 70.961 à 70.970 — 71.121 à 71.130 — 71.321 à 71.330 — 72.551 à 72.560 — 72.901 à 72.910 — 73.381 à 73.390 — 73.581 à 73.590 — 73.781 à 73.790 — 74.341 à 74.350 — 74.411 à 74.420 — 76.231 à 76.240 — 77.081 à 77.090 — 77.191 à 77.200 — 77.441 à 77.450 — 77.471 à 77.480 — 77.531 à 77.534 — 77.911 à 77.920 — 77.991 à 78.000 — 78.051 à 78.060 — 78.191 à 78.200 — 79.141 à 79.150.

Les obligations, désignées par le sort, seront remboursables à partir du 1er août 1942, au pair, sous déduction du prélèvement de 10 0/0 sur la prime de remboursement.

A Paris chez :

Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2e) ;
Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris (2e) ;
Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, Paris (9e) ;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, Paris (9e) ;
Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts, 4, rue Auber, Paris (9e) ;
Banque de l'Union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, Paris (9e) ;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e) ;
Crédit algérien, 10, place Vendôme, Paris (1er) ;
Sté Gle de crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris (9e) ;
Compagnie algérienne de crédit et de banque, 50, rue d'Anjou, Paris (8e) ;
Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, 43, rue Cambon, Paris (1er) ;
Banque de l'Indo-Chine, 96, boulevard Haussmann, Paris (8e),

et dans tous leurs sièges, agences et succursales en France, en Algérie et en Tunisie.

Liste des obligations sorties au deuxième tirage et restant à rembourser au 31 mai 1942.

459 et 460 — 951 à 960 — 962 à 970 — 1.703 à 1.710 — 2.801 et 2.802 — 3.591 à 3.599 — 3.600 — 3.611 à 3.620 — 7.971 et 7.972 — 7.978 à 7.980 — 8.081 — 8.085 à 8.090 — 8.831 — 8.840 — 9.012 et 9.013 — 10.592 à 10.599 — 10.600 — 13.312 à 13.317 — 15.001 à 15.010 — 17.681 à 17.687 — 18.655 à 18.660 — 19.561 à 19.570 — 19.571 à 19.580 — 19.661 à 19.670 — 20.471 à 20.480 — 23.281 et 23.282 — 23.284 à 23.290 — 24.801 à 24.807 — 24.881 à 24.890 — 25.081 à 25.090 — 25.451 à 25.460 — 25.520 — 25.931 à 25.935 — 25.936 à 25.940 — 26.045 — 26.047 à 26.050 — 26.152 à 26.158 — 28.086 à 28.090 — 29.311 à 29.320 — 29.831 à 29.840 — 30.171 à 30.180 — 30.361 à 30.370 — 32.211 à 32.214 — 32.701 à 32.710 — 33.141 à 33.144 — 33.145 et 33.146 — 33.147 à 33.150 — 34.251 à 34.259 — 34.511 à 34.520 — 34 571 à 34.573 — 34.574 — 34.575 à 34.580 — 34.661 à 34.670 — 34.883 à 34.890 — 34.951 à 34.957 — 35.031 à 35.040 — 35.581 à 35.590 — 36.021 et 36.022 — 36.027 à 36.030 — 37.061 à 37.070 — 37.221 à 37.230 — 37.411 à 37.420 — 38.401 à 38.410 — 40.941 — 41.491 et 41.492 — 41.961 à 41.966 — 41.968 — 42.471 à 42.480 — 42.611 à 42.614 — 44.198 et 44.199 — 44.200. — 45.366 à 45.368 — 46.782 à 46.790 — 46.791 à 46.799 — 46.800 — 46.913 — 46.919 — 47.661 à 47.670 — 47.955 à 47.960 — 47.991 à 47.999 — 48.000 — 48.101 à 48.110 — 48.191 à 48.199 — 48.200 — 48.761 à 48.770 — 49.645 à 49.650 — 49.691 à 49.694 — 49.910 — 50.171 à 50.180 — 50.424 à 50.430 — 50.461 à 50.468 — 50.781 à 50.790 — 51.169 et 51.170 — 52.311 à 52.320 — 52.451 à 52.455 — 52.681 à 52.683 — 53.071 à 53.073 — 53.079 et 53.080 — 53.611 à 53.660 — 53.691 à 53.699 — 53.700 — 53.931 à 53.935 — 53.939 et 53.940 — 54.191 à 54.199 — 54.200 — 54.301 à 54.303 — 54.307 à 54.310 — 54.471 à 54.478 — 56.981 à 56.986 — 57.811 à 57.813 — 57.816 à 57.820 — 58.102 — 58.103 — 58.104 à 58.110 — 59.021 à 59.030 — 59.196 — 59.198 et 59.199 — 59.200 — 60.461 et 60.462 — 60.463 — 60.464 — 61.063 à 61.070 — 61.341 et 61.342 — 61.346 à 61.350 — 61.541 à 61.550 — 61.791 à 61.799 — 61.800 — 62.241 à 62.250 — 62.341 à 62.350 — 62.781 et 62.782 — 62.790 — 63.382 à 63.390 — 63.411 à 63.420 — 63.571 à 63.580 — 63.895 et 63.896 — 63.900 — 64.161 et 64.162 — 64.833 à 64.840 — 65.857 à 65.860 — 66.151 — 66.152 à 66.160 — 67.011 — 67.013 à 67.020 — 69.451 à 69.458 — 69.942 à 69.949 — 70.841 — 70.842 — 70.844 à 70.847 — 70.848 à 70.850 — 70.881 — 70.952 à 70.955 — 72.501 à 72.506 — 72.961 à 72.970 — 73.521 à 73.530 — 74.161 à 74.163 — 74.164 à 74.170 — 74.981 à 74.990.

Compagnie Générale d'Electricité

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 300.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 54, RUE LA BOÉTIE, PARIS

Tirage d'Amortissement des Obligations 5 °/o 1930 DE LA SOCIETE DES ACCUMULATEURS ELECTRIQUES (Anciens établissements ALFRED DININ.)

Société dissoute par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 3 mai 1938 et absorbée par la Compagnie générale d'électricité suivant contrat d'apport fusion en date du 23 mai 1938, déposé aux minutes de Me Lanquest, notaire à Paris.

Liste numérique des 540 obligations 5 0/0 amorties au 5e tirage du 16 juin 1942 et remboursables à partir du 15 août 1942 à 1.000 fr. nets d'impôts.

671 à 680 — 771 à 775 — 1.251 — 1.256 à 260 — 1.302 et 303 — 1.307 à 310 — 1.311 et 312 — 1.454 — 1.475 à 480 — 1.837 à 840 — 1.891 à 894 — 1.899 et 900 — 2.261 à 270 — 2.421 à 430 — 2.932 à 940 — 3.061 à 065 — 3.301 à 304 — 3.371 et 372 — 3.375 à 380 — 3.681 à 690 — 3.751 — 3.815 à 819 — 3.931 à 933 — 3.939 et 940 — 4.491 à 500 — 4.611 à 618 — 4.670 — 5.712 à 720 — 6.040 — 6.419 et 420 — 6.621 à 623 — 6.629 et 630 — 7.081 à 090 — 7.451 à 453 — 7.721 à 730 — 8.211 à 220 — 8.531 à 540 — 9.491 à 495 — 9.511 à 520 — 9.561 à 570 — 10.253 — 10.331 et 332 — 10.338 à 340 — 10.411 — 10.414 à 420 — 10.501 à 600 — 10.771 à 775 — 11.111 à 114 — 11.118 à 120 — 11.451 à 460 — 11.671 à 673 — 11.675 à 680 — 12.034 — 12.257 — 12.551 et 552 — 12.831 à 840 — 13.022 à 030 — 13.171 — 13.601 à 610 — 13.951 à 960 — 14.149 — 14.611 à 614 — 14.811 et 812 — 15.091 à 100 — 15.141 et 142 — 15.391 à 393 — 15.831 à 837 — 16.238 à 240 — 16.661 à 669 — 16.753 à 760 — 17.536 à 538 — 17.611 à 620 — 18.441 à 450 — 18.481 et 482 — 18.485 à 490 — 18.561 à 564 — 18.621 à 630 — 18.661 — 18.665 à 670 — 19.055 à 057 — 19.471 à 480 — 20.015 à 050 — 20.201 et 202 — 20.206 à 209 — 20.417 et 418 — 20.431 à 433 — 20.440 — 20.721 à 728 — 20.730 — 21.341 à 348 — 21.491 à 500 — 21.751 à 760 — 22.901 à 909 — 22.963 à 970 — 23.005 à 010 — 23.181 à 190 — 23.851 à 860 — 23.971 à 979 — 24.871 à 879.

Liste numérique des obligations 5 0/0 1930 amorties aux tirages antérieurs à 1942 et non encore remboursées.

Tirage décembre 1941.

705 à 710 — 1.581 et 582 — 1.590 — 2.711 à 713 — 2.716 à 720 — 3.251 à 260 — 3.291 à 300 — 3.733 à 740 — 5.008 à 010 — 5.153 — 5.155 à 160 — 6.051 à 058 — 6.111 à 120 — 6.351 à 354 — 6.451 à 453 — 6.459 et 460 — 6.473 à 480 — 6.581 — 6.586 à 590 — 6.841 à 850 — 7.651 et 652 — 9.211 à 214 — 9.631 à 640 — 9.881 à 890 — 9.941 à 950 — 10.403 à 405 — 10.408 — 10.511 à 520 — 10.541 — 10.726 à 730 — 10.881 à 888 — 10.891 à 900 — 10.981 à 990 — 11.101 et 102 — 11.105 à 110 — 11.273 à 277 — 12.010 — 12.151 à 154 — 12.313 à 317 — 12.541 à 550 — 12.697 et 698 — 12.936 à 939 — 13.061 à 069 — 13.371 à 377 — 13.512 à 516 — 13.549 et 550 — 14.161 à 170 — 14.531 — 14.536 à 539 — 14.551 et 552 — 15.051 à 057 — 15.701 à 703 — 15.707 à 710 — 16.121 à 130 — 16.301 à 305 — 16.956 à 980 — 17.521 — 17.656 à 660 — 17.771 — 18.111 à 120 — 19.481 à 490 — 19.502 à 510 — 19.757 à 760 — 19.771 à 777 — 19.880 — 20.011 à 020 — 20.131 à 140 — 20.361 à 370 — 20.611 à 615 — 21.073 à 080 — 21.218 et 219 — 21.291 à 296 — 21.894 à 900 — 21921 à 930 — 22.001 à 004 — 22.135 à 140 — 22.541

à 550 — 23.515 à 520 — 24.452 — 24.455 à 460 — 24.861 à 870.

Tirage juin 1941.

39 et 40 — 1.331 à 335 — 1.337 — 2.971 à 980 — 3.181 — 3.185 à 187 — 3.361 à 364 — 8.511 à 520 — 4.902 — 4.906 à 910 — 5.721 à 729 — 5.859 et 860 — 6.368 à 370 — 7.101 à 110 — 7.270 — 7.321 à 328 — 8.119 — 8.165 à 168 — 8.351 à 358 — 8.360 — 9.031 à 033 — 9.571 et 572 — 9.574 à 580 — 10.211 à 220 — 11.335 à 340 — 11.643 à 647 — 11.649 et 650 — 11.802 à 804 — 11.825 à 828 — 12.563 à 570 — 13.132 à 137 — 13.402 à 410 — 13.875 à 877 — 15.260 — 15.311 à 315 — 16.191 et 192 — 16.194 et 195 — 16.591 à 596 — 16.599 et 600 — 18.851 à 855 — 19.291 et 292 — 19.410 — 19.436 — 19.440 — 19.720 — 20.193 à 200 — 20.295 et 296 — 20.322 à 326 — 20.329 et 330 — 20.751 à 754 — 20.828 à 830 — 21.093 — 21.099 et 100 — 21.391 à 400 — 22.331 — 22.340 — 22.773 à 780 — 22.939 — 23.011 à 020 — 23.021 à 023 — 23.951 à 960.

Deuxième tirage décembre 1940.

311 — 1.300 — 1.802 — 1.804 à 808 — 1.931 à 936 — 4.170 — 4.234 et 235 — 5.017 à 020 — 6.381 — 6.431 à 434 — 6.439 et 440 — 6.441 à 450 — 7.241 à 245 — 7.247 à 250 — 7.717 à 719 — 8.251 — 8.260 — 9.081 à 090 — 9.461 à 470 — 9.521 à 530 — 9.531 — 9.537 — 9.541 à 544 — 9.548 à 550 — 10.101 à 103 — 10.587 à 590 — 11.412 à 420 — 11.914 et 915 — 12.301 à 307 — 13.305 — 13.307 à 309 — 14.102 à 104 — 14.781 à 784 — 15.181 à 186 — 15.190 — 15.601 à 610 — 16.528 à 530 — 16.621 à 627 — 17.265 à 270 — 17.451 à 453 — 17.511 — 17.519 et 520 — 17.941 à 950 — 18.101 à 110 — 20.141 à 144 — 20.231 à 233 — 20.237 à 240 — 20.800 — 20.818 à 820 — 21.081 à 086 — 21.828 à 830 — 22.101 à 107 — 22.322 à 327 — 22.451 à 460 — 22.521 à 523 — 22.870 — 24.745 à 750.

Premier tirage décembre 1940.

97 à 100 — 2.110 — 11.025 à 028 — 13.861 — 15.013 à 050 — 17.961 à 970 — 19.261 à 267 — 19.270 — 19.826 à 830 — 19.831 à 840 — 22.912 à 013 — 22.919 et 920 — 24.283 à 286.

Etablissements E. BAUDIN

CAPITAL: 3 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE (LOIRET)

Registre du commerce: Orléans n° 2165.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

en vingt ans, de l'emprunt 4 1/2 0/0 juillet 1942 de 3 millions de francs divisé en 1.500 obligations de 2.000 fr.

NUMÉROS	DATES	NOMBRE de titres amortis chaque année.
1	1er juillet 1943.....	40
2	— 1944.....	43
3	— 1945.....	45
4	— 1946.....	48
5	— 1947.....	51
6	— 1948.....	55
7	— 1949.....	58
8	— 1950.....	61
9	— 1951.....	65
10	— 1952.....	69
11	— 1953.....	73
12	— 1954.....	78
13	— 1955.....	82
14	— 1956.....	87
15	— 1957.....	92
16	— 1958.....	98
17	— 1959.....	104
18	— 1960.....	110
19	— 1961.....	117
20	— 1962.....	124
		1.500

SOCIÉTÉ ANONYME DES GALERIES LAFAYETTE

AU CAPITAL DE 200.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 40, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS

R. C.: Seine 76348.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat de 61 obligations 4 1/2 0/0 1941. En conséquence, le tirage au sort effectué le 6 juillet 1942 a porté sur 849 obligations dont les numéros suivent:

Liste des 849 obligations 4 1/2 0/0 1911 sorties au tirage effectué le 6 juillet 1942.

164	215	218	235	242	271	313
346	347	388	424	467	549	635
636	657	685	792	803	833	841
848	854	893	922	1.023	1.303	1.354
1.375	1.385	1.394	1.407	1.480	1.712	1.816
1.856	1.878	1.912	1.915	2.015	2.100	2.163
2.108	2.131	2.194	2.238	2.276	2.300	2.566
2.413	2.461	2.575	2.651	2.672	2.691	2.759
2.767	2.793	2.794	2.834	2.972	2.976	3.051
3.095	3.113	3.214	3.228	3.271	3.287	3.352
3.474	3.491	3.499	3.573	3.580	3.585	3.618
3.709	3.919	3.936	3.955	3.959	3.963	3.971
3.976	3.982	4.014	4.015	4.020	4.040	4.191
4.264	4.284	4.305	4.306	4.341	4.369	4.427
4.435	4.455	4.468	4.469	4.470	4.510	4.614
4.623	4.640	4.660	4.670	4.671	4.720	4.725
4.745	4.762	4.811	4.863	4.964	4.971	4.976
4.986	5.016	5.057	5.071	5.093	5.113	5.121
5.186	5.341	5.354	5.449	5.483	5.495	5.514
5.530	5.609	5.693	5.743	5.801	5.857	5.931
5.983	6.046	6.067	6.098	6.100	6.144	6.158
6.159	6.252	6.289	6.332	6.349	6.422	6.577
6.581	6.620	6.729	6.746	6.915	6.978	7.083
7.362	7.400	7.418	7.429	7.434	7.575	7.635
7.675	7.702	7.734	7.850	7.877	8.056	8.178
8.199	8.219	8.377	8.382	8.469	8.473	8.541
8.603	8.696	8.702	8.711	8.745	8.773	8.777
8.835	8.869	8.988	9.104	9.219	9.252	9.311
9.313	9.419	9.425	9.431	9.750	9.812	9.895
9.898	9.965	9.987	10.078	10.115	10.131	10.146
10.177	10.234	10.237	10.238	10.248	10.351	10.400
10.432	10.525	10.696	10.707	10.714	10.723	10.777
10.823	10.894	10.921	10.937	10.987	11.330	11.376
11.391	11.425	11.445	11.448	11.625	11.635	11.638
11.667	11.669	11.694	11.758	11.855	11.882	11.884
11.896	11.926	12.002	12.004	12.043	12.047	12.048
12.053	12.055	12.071	12.147	12.164	12.225	12.284
12.288	12.310	12.338	12.345	12.428	12.483	12.484
12.498	12.598	12.615	12.686	12.690	12.775	12.816
12.827	12.865	12.972	13.038	13.090	13.093	13.112
13.185	13.214	13.243	13.297	13.334	13.368	13.401
13.449	13.452	13.568	13.589	13.599	13.633	13.655
13.815	13.875	14.000	14.090	14.127	14.130	14.132
14.136	14.195	14.261	14.262	14.575	14.631	14.704
14.867	14.995	15.016	15.094	15.215	15.284	15.298
15.429	15.440	15.610	15.619	15.659	15.686	15.787
15.874	15.919	15.922	15.933	15.992	16.009	16.070
16.076	16.146	16.162	16.170	16.187	16.207	16.246
16.329	16.367	16.410	16.485	16.559	16.612	16.621
16.711	16.778	16.803	16.838	16.978	16.982	16.984
16.994	17.076	17.100	17.116	17.171	17.207	17.284
17.332	17.342	17.358	17.387	17.452	17.469	17.555
17.579	17.714	17.723	17.783	17.814	17.830	17.837
17.867	18.039	18.064	18.068	18.076	18.111	18.137
18.167	18.198	18.263	18.319	18.381	18.410	18.468
18.470	18.479	18.632	18.685	18.719	18.871	18.921
19.019	19.022	19.030	19.036	19.093	19.096	19.211
19.218	19.237	19.241	19.243	19.302	19.415	19.593
19.611	19.630	19.673	19.678	19.731	19.830	19.831
19.869	19.870	19.910	19.919	19.946	19.947	19.949
19.994	20.060	20.077	20.149	20.172	20.262	20.320
20.331	20.373	20.415	20.515	20.555	20.602	20.607
20.703	20.741	20.754	20.771	20.796	20.816	20.858
20.939	20.970	20.987	21.018	21.032	21.055	21.138
21.156	21.169	21.198	21.217	21.218	21.234	21.387
21.431	21.444	21.469	21.479	21.587	21.613	21.647
21.683	21.707	21.712	21.721	21.826	21.939	21.969
21.983	21.996	22.095	22.143	22.164	22.182	22.183
22.271	22.283	22.289	22.312	22.317	22.337	22.348
22.400	22.409	22.538	22.548	22.573	22.582	22.586
22.679	22.790	22.871	22.964	23.049	23.105	23.154
23.345	23.383	23.406	23.411	23.560	23.604	23.747
23.841	23.851	23.858	23.963	24.033	24.035	24.068
24.183	24.283	24.288	24.311	24.414	24.418	24.431
24.482	24.533	24.547	24.658	24.717	25.000	25.117
25.156	25.184	25.218	25.246	25.256	25.264	25.265
25.322	25.338	25.412	25.419	25.428	25.435	25.461
25.619	25.703	25.939	25.998	26.321	26.332	26.364
26.570	26.618	26.727	26.712	26.836	26.815	26.870
26.935	26.968	26.982	27.003	27.030	27.048	27.065
27.173	27.176	27.234	27.286	27.295	27.442	27.497
27.498	27.643	27.652	27.810	27.821	27.846	27.869
27.889	28.226	28.235	28.298	28.322	28.340	28.342
28.446	28.450	28.463	28.649	28.657	28.690	28.741
28.787	28.823	28.837	28.839	28.841	28.885	28.949
28.983	29.035	29.099	29.126	29.134	29.147	29.187
29.221	29.362	29.478	29.480	29.568	29.598	29.614
29.635	29.650	29.672	29.689	29.716	29.758	29.806
29.828	29.831	29.869	29.898	29.900	30.073	30.127
30.128	30.191	30.198	30.249	30.269	30.296	30.304
30.338	30.367	30.382	30.393	30.434	30.476	30.490
30.506	30.643	30.647	30.653	30.675	30.681	30.700
30.741	30.760	30.769	30.778	30.853	30.858	30.879
30.884	30.903	31.581	31.687	31.690	31.747	31.769
31.798	31.801	31.803	31.823	31.935	32.064	32.083
32.088	32.101	32.109	32.163	32.175	32.187	32.218
32.286	32.289	32.291	32.495	32.512	32.635	32.663
32.706	32.735	32.753	32.783	32.843	32.882	32.890
32.891	32.915	32.960	32.971	32.977	32.988	32.995
33.015	33.068	33.095	33.115	33.131	33.149	33.371
33.374	33.378	33.385	33.388	33.430	33.508	33.517
33.537	33.543	33.613	33.678	33.763	33.815	33.838
33.851	33.985	34.060	34.063	34.203	34.270	34.282
34.285	34.404	34.426	34.451	34.453	34.488	34.527
34.515	34.591	34.633	34.678	34.741	34.771	34.779
34.793	34.865	34.876	34.880	34.882	34.883	34.910
35.205	35.228	35.232	35.256	35.259	35.262	35.281
35.289	35.310	35.313	35.458	35.505	35.518	35.521
35.564	36.015	36.157	36.170	36.183	36.315	36.334
36.409	36.472	36.607	36.614	36.687	36.707	36.734
36.745	36.759	36.780	36.805	36.812	36.826	36.888
36.897	36.904	36.967	37.005	37.025	37.039	37.078
37.082	37.094	37.098	37.110	37.241	37.290	37.313
37.325	37.384	37.401	37.469	37.507	37.574	37.576
37.800	37.916	37.951	37.973	38.006	38.078	38.100
38.125	38.171	38.176	38.185	38.191	38.215	38.219
38.300	38.380	38.413	38.499	38.535	38.635	38.689
38.813	38.829	38.896	38.900	38.953	38.956	39.080
39.091	39.167	39.287	39.341	39.451	39.472	39.532
39.558	39.591	39.679	39.693	39.707	39.728	39.729
39.748	39.759	39.767	39.832	39.833	39.845	39.859
39.874	39.960					

Le remboursement de ces obligations s'effectuera à partir du 1er août 1942.

Liste des obligations 4 1/2 0/0 1911 sorties au tirage du 6 janvier 1942 et non remboursées le 6 juillet 1942.

86	121	125	177	389	405	420
476	614	616	759	773	895	1.293
1.682	1.709	1.757	1.995	2.038	2.048	2.098
2.104	2.486	2.237	2.310	2.319	2.462	2.758
2.804	2.838	3.257	3.326	3.447	3.614	3.699
3.705	3.907	3.937	3.997	4.068	4.087	4.429
4.430	4.458	4.466	4.475	4.888	4.908	4.939
4.989	5.062	5.074	5.128	5.318	5.369	5.435
5.453	5.631	5.643	5.738	5.784	5.853	5.870
5.881	5.960	6.029	6.030	6.074	6.163	6.320
6.427	6.480	7.037	7.054	7.296	7.388	7.392
7.435	7.659	7.770	8.234	8.385	8.397	8.644
8.648	8.672	8.692	8.816	8.818	8.910	9.182
9.246	9.274	9.320	9.601	9.602	9.613	9.854
10.159	10.228	10.339	10.508	10.718	10.765	10.956
10.998	11.146	11.200	11.216	11.236	11.500	11.566
11.569	11.571	11.839	12.042	12.044	12.239	12.364
12.382	12.389	12.391	12.547	12.549	12.614	12.663
12.721	12.737	12.754	12.755	12.834	13.366	13.444
13.475	13.549	13.594	13.687	13.816	14.002	14.014
14.058	14.114	14.128	14.179	14.186	15.198	15.244
15.256	15.438	15.442	15.456	15.611	15.867	16.001
16.460	16.503	16.558	16.575	16.738	16.979	16.999
17.046	17.158	17.268	17.623	17.707	17.734	17.846
18.063	18.145	18.465	18.469	18.529	18.652	18.801
18.803	18.890	19.013	19.016	19.027	19.122	19.332
19.333	19.335	19.357	19.398	19.443	19.458	19.529
19.536	19.610	19.632	19.821	19.955	20.396	20.423
20.427	20.528	20.696	20.744	20.812	20.861	20.989
20.965	20.993	21.046	21.056	21.189	21.278	21.476
21.548	21.615	21.621	21.636	21.869	21.870	22.111
22.542	22.597	22.601	22.694	22.727	22.751	22.825
22.945	22.942	23.183	23.229	23.379	23.406	23.535
23.568	23.599	23.670	23.794	23.825	23.935	24.023
24.032	24.055	24.246	24.581	24.599	24.601	24.656
24.676	24.691	24.740	24.942	24.984	25.171	25.242
25.257	25.327	25.470	25.638	25.750	25.872	26.035
26.298	26.303	26.440	26.460	26.561	26.837	26.978
26.988	27.087	27.121	27.384	27.490	27.636	27.793
27.796	27.963	28.043	28.054	28.242	28.442	28.454
28.555	28.618	29.136	29.303	29.611	29.715	29.865
29.929	29.983	30.293	30.397	30.576	30.630	30.644
30.668	30.763	30.850	30.857	30.871	30.875	30.918
30.924	31.472	31.597	31.644	31.986	32.027	32.060
32.092	32.210	32.245	32.287	32.299	32.337	32.421
32.636	32.745	32.789	32.872	33.056	33.127	33.455
33.492	33.368	33.472	33.505	33.542	33.544	33.677
33.734	33.958	34.071	34.127	34.213	34.218	34.587

34.601	34.707	34.998	35.118	35.195	35.238	35.255	
35.257	35.461	35.465	35.524	35.566	36.081	36.254	
36.451	36.546	36.680	36.757	36.921	37.036	37.089	
37.091	37.153	37.160	37.163	37.224	37.461	37.521	
38.083	38.102	38.145	38.172	38.210	38.254	38.269	
38.274	38.550	38.580	38.583	38.594	38.603	38.612	
38.650	38.714	38.760	38.810	38.819	38.821	38.944	
39.076	39.242	39.325	39.329	39.407	39.452	39.468	
39.665	39.686	39.690	39.694	39.756	39.846	39.851	
39.942	39.963						

Liste des obligations 4 1/2 0/0 1911 sorties au tirage du 7 juillet 1941 et non remboursées le 6 juillet 1942.

85	205	396	624	654	705	768
772	882	845	902	907	916	919
1.315	1.323	1.391	1.475	1.479	1.549	1.686
1.708	1.710	1.730	1.788	1.881	1.961	1.980
2.205	2.212	2.301	2.416	2.611	2.648	2.713
2.755	2.889	3.126	3.213	3.215	3.270	3.276
3.350	3.449	3.613	3.710	3.981	4.017	4.046
4.055	4.100	4.124	4.180	4.195	4.202	4.207
4.208	4.263	4.372	4.426	4.463	4.464	4.505
4.568	4.832	4.876	4.891	4.905	5.123	5.162
5.181	5.213	5.272	5.302	5.303	5.405	5.448
5.476	5.484	5.492	5.506	5.628	5.740	5.745
5.751	5.761	5.804	5.897	6.116	6.171	6.200
6.207	6.241	6.244	6.274	6.300	6.368	6.391
6.459	6.629	6.632	6.804	6.869	6.889	7.064
7.079	7.122	7.159	7.299	7.308	7.539	7.838
8.105	8.282	8.383	8.465	8.474	8.481	8.483
8.582	8.634	8.694	8.698	8.738	8.749	8.820
8.956	8.987	9.146	9.181	9.227	9.424	9.603
9.660	9.802	9.814	9.920	9.962	9.966	10.079
10.138	10.331	10.424	10.591	10.824	10.904	10.902
10.991	11.071	11.100	11.128	11.234	11.250	11.336
11.343	11.429	11.479	11.553	11.761	11.807	12.045
12.073	12.103	12.152	12.214	12.679	12.687	12.720
12.733	12.756	12.796	12.869	12.905	13.004	13.005
13.080	13.008	13.184	13.215	13.222	13.231	13.314
13.333	13.367	13.431	13.598	13.708	13.752	13.872
13.906	13.936	14.068	14.075	14.272	14.301	14.327
14.384	14.488	14.498	14.512	14.683	14.685	14.707
14.807	14.897	14.925	15.043	15.099	15.154	15.165
15.254	15.281	15.300	15.380	15.414	15.420	15.455
15.865	16.032	16.035	16.355	16.544	16.564	16.869
16.891	16.910	16.911	16.912	16.915	16.916	16.917
17.032	17.068	17.072	17.123	17.126	17.194	17.199
17.263	17.320	17.329	17.495	17.496	17.656	17.692
17.842	17.865	17.889	17.897	17.968	17.978	18.031
18.120	18.147	18.289	18.447	18.458	18.494	18.558
18.584	18.608	18.710	18.776	18.777	18.900	19.039
19.060	19.216	19.427	19.526	19.531	19.592	19.594
19.621	19.659	19.688	19.745	19.755	19.795	19.825
19.826	19.837	19.871	19.872	19.994	20.100	20.103
20.239	20.378	20.487	20.499	20.537	20.615	20.618
20.642	20.683	20.787	20.860	20.892	20.901	20.910
20.914	20.920	20.964	20.983	21.168	21.191	21.238
21.261	21.312	21.497	21.523	21.584	21.762	21.852
21.854	21.890	21.998	22.079	22.161	22.322	22.352
22.409	22.558	22.740	22.810	22.965	22.969	22.998
23.122	23.357	23.400	23.478	23.570	23.645	23.729
23.748	23.760	23.788	23.837	23.847	23.912	24.089
24.090	24.109	24.234	24.284	24.297	24.631	24.698
24.715	24.718	24.776	24.808	24.857	24.862	24.884
24.995	25.088	25.121	25.122	25.216	25.217	25.237
25.248	25.323	25.386	25.563	25.584	25.597	25.634
25.673	25.736	25.802	25.835	25.846	25.862	26.059
26.286	26.474	26.481	26.491	26.822	26.865	27.181
27.397	27.443	27.445	27.568	27.601	27.784	27.793
27.802	27.805	27.808	27.827	28.030	28.269	28.427
28.509	28.584	28.603	28.737	28.748	28.804	28.945
28.968	29.045	29.066	29.140	29.199	29.304	29.379
29.438	29.467	29.468	29.528	29.574	29.646	29.673
29.907	29.949	29.984	29.988	30.091	30.103	30.123
30.144	30.148	30.235	30.291	30.378	30.401	30.619
30.629	30.639	30.652	30.654	30.664	30.688	30.695
30.697	30.698	30.708	30.723	30.729	30.742	30.748
30.798	30.831	30.832	30.837	30.848	30.881	31.762
31.771	32.015	32.018	32.030	32.214	32.219	32.242
32.297	32.341	32.322	32.465	32.484	32.525	32.525
32.544	32.621	32.734	32.755	32.788	32.794	32.836
32.907	32.908	32.974	32.999	33.001	33.060	33.139
33.176	33.204	33.336	33.390	33.394	33.474	33.541
33.613	33.684	33.687	33.743	33.743	33.752	33.754
33.784	33.820	33.836	33.841	33.859	33.902	34.005
34.031	34.132	34.161	34.222	34.239	34.281	34.434
34.506	34.610	34.664	34.706	34.778	34.816	34.837
34.932	34.953	34.970	35.017	35.043	35.090	35.100
35.102	35.103	35.108	35.227	35.229	35.288	35.311
35.435	35.488	36.163	36.172	36.202	36.236	36.292
36.428	36.542	36.544	36.606	36.612	36.727	36.748
37.077	37.083	37.125	37.162	37.179	37.211	37.270
37.304	37.551	37.604	37.773	37.788	37.790	37.839
37.877	37.958	38.021	38.022	38.076	38.157	38.158
38.199	38.270	38.284	38.297	38.345	38.437	38.448
38.496	38.539	38.585	38.588	38.812	38.833	38.988
39.017	39.062	39.101	39.160	39.170	39.317	39.346
39.474	39.553	39.709	39.824			

Liste des obligations 4 1/2 0/0 1911 sorties au tirage du 20 janvier 1941 et non remboursées le 6 juillet 1942.

2	93	168	201	202	203	265
282	369	431	458	629	691	765
769	850	863	877	880	891	896
906	908	913	924	929	942	953
965	977	1.003	1.235	1.240	1.306	1.314
1.325	1.388	1.445	1.473	1.522	1.538	1.540
1.576	1.683	1.684	1.864	1.880	1.887	1.982
1.987	2.106	2.123	2.222	2.277	2.279	2.296
2.315	2.426	2.501	2.604	2.610	2.613	2.665
2.669	2.712	2.780	2.839	2.902	2.912	2.973
3.050	3.110	3.154	3.176	3.197	3.207	3.211
3.217	3.231	3.252	3.402	3.527	3.543	3.554
3.859	3.887	3.915	3.957	3.966	4.098	4.101
4.107	4.109	4.113	4.130	4.160	4.164	4.209
4.210	4.272	4.432	4.528	4.535	4.604	4.834
4.877	4.912	4.933	4.981	4.988	5.009	5.014
5.065	5.089	5.133	5.165	5.191	5.222	5.265
5.266	5.366	5.408	5.456	5.493	5.507	5.503
5.528	5.529	5.535	5.626	5.696	5.719	5.807
5.832	5.858	5.899	5.940	5.951	6.026	6.045
6.080	6.131	6.164	6.169	6.217	6.228	6.266
6.325	6.473	6.492	6.526	6.546	6.643	6.780
6.781	6.785	6.788	6.801	6.836	6.851	6.877
7.031	7.065	7.082	7.152	7.186	7.229	7.359
7.378	7.390	7.420	7.421	7.428	7.443	7.451
7.552	7.788	7.789	7.794	7.795	7.879	7.884
7.988	8.148	8.150	8.151	8.244	8.245	8.275
8.330	8.338	8.350	8.406	8.426	8.464	8.467
8.476	8.484	8.517	8.554	8.574	8.580	8.590
8.688	8.695	8.732	8.809	8.958	8.975	8.982
9.048	9.050	9.051	9.092	9.105	9.106	9.110
9.112	9.114	9.126	9.130	9.134	9.179	9.206
9.256	9.260	9.306	9.310	9.323	9.409	9.465
9.578	9.634	9.715	9.726	9.763	9.794	9.878
9.886	9.894	9.897	9.958	9.998	10.014	10.114
10.170	10.172	10.176	10.262	10.272	10.329	10.423
10.431	10.473	10.544	10.560	10.683	10.689	10.695
10.766	11.029	11.142	11.232	11.242	11.334	11.335
11.366	11.379	11.371	11.389	11.409	11.414	11.430
11.441	11.459	11.467	11.596	11.597	11.616	11.621
11.693	11.698	11.872	11.895	11.925	12.051	12.056
12.095	12.101	12.202	12.204	12.282	12.283	12.293
12.347	12.359	12.360	12.399	12.422	12.459	12.465
12.509	12.526	12.584	12.560	12.571	12.655	12.743
12.794	12.809	12.856	12.860	12.910	12.929	12.957
12.996	13.066	13.126	13.149	13.154	13.183	13.264
13.286	13.287	13.313	13.373	13.477	13.488	13.576
13.753	14.060	14.071	14.088	14.094	14.123	14.157
14.243	14.258	14.277	14.304	14.523	14.531	14.595
14.701	14.753	14.754	14.795	14.824	14.985	14.999
15.080	15.097	15.123	15.124	15.160	15.172	15.225
15.282	15.295	15.383	15.483	15.507	15.515	15.516
15.617	15.638	15.671	15.680	15.881	15.883	15.964
16.036	16.060	16.096	16.439	16.455	16.478	16.716
16.852	16.874	16.914	16.966	16.972	16.973	16.975
16.985	16.989	17.006	17.045	17.082	17.097	17.161
17.205	17.233	17.306	17.321	17.326	17.343	17.350
17.352	17.360	17.363	17.460	17.472	17.475	17.546
17.597	17.621	17.806	17.933	17.954	17.969	18.045
18.169	18.202	18.223	18.290	18.297	18.378	18.380
18.446	18.473	18.491	18.591	18.594	18.620	18.623
18.773	18.811	18.845	18.852	18.889	18.895	19.012
19.025	19.034	19.038	19.044	19.068	19.116	19.151
19.169	19.171	19.184	19.185	19.219	19.236	19.249
19.257	19.457	19.475	19.555	19.623	19.675	19.745
19.747	19.798	19.810	19.812	19.832	19.857	19.859
19.860	19.873	19.889	19.923	19.953	19.960	19.973
20.014	20.107	20.146	20.151	20.261	20.275	20.380
20.381	20.382	20.514	20.536	20.541	20.610	20.627
20.745	20.774	21.058	21.129	21.157	21.173	21.177
21.239	21.317	21.328	21.403	21.549	21.550	21.579
21.592	21.593	21.610	21.611	21.682	21.712	21.769
21.827	21.964	21.995	22.076	22.085	22.196	22.231
22.340	22.320	22.341	22.349	22.350	22.376	22.377
22.385	22.398	22.419	22.420	22.425	22.443	22.465
22.481	22.549	22.579	22.587	22.609	22.671	22.674
22.788	22.826	22.921	22.966	22.999	23.008	23.009
23.025	23.086	23.125	23.173	23.224	23.235	23.353
23.392	23.477	23.494	23.542	23.585	23.603	23.730
23.731	23.732	23.763	23.774	23.785	23.820	23.842
23.890	23.913	23.942	24.107	23.113	24.120	24.180
24.285	24.296	24.415	24.417	24.430	24.532	24.548
24.646	24.662	24.668	24.710	24.725	24.728	24.766
24.779	24.785	24.832	24.833	24.924	25.003	25.115
25.154	25.244	25.245	25.313	25.377	25.378	25.382
25.446	25.467	25.471	25.588	25.629	25.738	25.796
25.798	25.804	25.825	25.831	25.867	25.944	25.945
25.990	26.004	26.054	26.092	26.151	26.152	26.175
26.274	26.290	26.318	26.414	26.492	26.506	26.686
26.726	26.838	26.866	26.954	26.965	26.970	26.971
27.078	27.088	27.144	27.180	27.194	27.203	27.269
27.316	27.410	27.555	27.632	27.729	27.842	27.879
27.882	27.973	27.988	28.020	28.022	28.284	28.300
28.308	28.321	28.395	28.414	28.438	28.464	28.557
28.666	28.745	28.747	28.753	28.754	28.784	28.804
28.834	28.897	29.004	29.046	29.049	29.074	29.133
29.218	29.219	29.377	29.518	29.526	29.563	29.609
29.669	29.732	29.734	29.805	29.816	29.826	29.834
29.858	29.899	29.912	30.028	30.126	30.143	30.237
30.238	30.255	30.256	30.376	30.539	30.593	30.634
30.633	30.635	30.640	30.658	30.659	30.663	30.666
30.667	30.682	30.691	30.719	30.725	30.764	30.779
30.812	30.816	30.820	30.825	30.859	30.885	30.898
30.913	30.916	30.921	31.688	31.718	31.906	32.028
32.065	32.094	32.139	32.157	32.174	32.205	32.285
32.318	32.335	32.440	32.452	32.508	32.584	32.657
32.660	32.732	32.777	32.793	32.795	32.796	32.804
32.855	32.861	32.869	32.885	32.965	32.966	32.975
33.036	33.103	33.105	33.108	33.110	33.190	33.313
33.377	33.391	33.398	33.422	33.457	33.466	33.509
33.521	33.615	33.656	33.673	33.683	33.709	33.729
33.780	33.781	33.837	34.160	34.246	34.287	34.326
34.375	34.536	34.650	34.690	34.825	34.917	35.011
35.026	35.101	35.116	35.233	35.336	35.425	35.457
35.528	35.547	35.815	35.862	35.863	35.916	35.917
35.926	35.992	35.998	36.104	36.105	36.160	36.184
36.328	36.340	36.408	36.459	36.550	36.551	36.579
36.611	36.751	36.775	36.817	36.818	36.887	36.997
36.998	37.001	37.016	37.018	37.023	37.101	37.202
37.222	37.250	37.298	37.382	37.393	37.588	37.607
37.631	37.648	37.656	37.779	37.781	37.787	37.912
37.943	38.006	38.077	38.139	38.168	38.192	38.197
38.202	38.207	38.209	38.216	38.287	38.320	38.500
38.510	38.552	38.558	38.574	38.577	38.674	38.676
38.766	38.800	38.909	38.974	39.150	39.161	39.169
39.194	39.226	39.239	39.282	39.418	39.462	39.465
39.535	39.563	39.564	39.578	39.727	39.794	39.914
39.949						

Liste des obligations 4 1/2 0/0 1911 sorties au tirage du 5 janvier 1940 et non remboursées le 6 juillet 1942.

114	128	283	465	621	632	637
694	763	770	797	835	846	859
1.049	1.237	1.280	1.335	1.376	1.379	1.478
2.043	2.502	2.603	2.606	2.779	2.792	2.835
2.836	2.864	2.866	2.888	3.090	3.108	3.254
3.377	3.559	3.659	3.691	3.858	3.868	3.916
4.039	4.099	4.179	4.183	4.268	4.308	4.324
4.326	4.343	4.454	4.497	4.611	4.677	4.776
4.830	4.864	5.020	5.092	5.130	5.164	5.439
5.611	5.644	5.665	5.794	5.802	5.915	6.348
6.840	6.891	7.160	7.282	7.384	7.384	7.393
7.534	7.611	7 716	7.783	7.785	7.915	8.025
8.036	8.235	8.278	8.284	8.416	8.477	8.507
8.741	9.032	9.128	9.309	9.632	9.653	9.768
9.902	9.910	9 961	9.993	10.053	10.091	10.300
10.317	10.425	10.691	10.846	10.847	10.994	11.072
11.478	11.856	11.878	12.060	12.093	12.094	12.444
12.130	12.169	12.202	12.381	12.613	12.676	12.678
12.789	12.795	12.904	12.967	12.968	13.006	13.013
13.253	13.408	13.448	13.553	13.651	13.928	14.070
14.076	14.110	14.111	14.165	14.253	14.331	14.504
14.928	15.130	15.283	15.417	15.418	15.458	15.808
16.121	16.323	16.328	16.480	17.405	17.458	17.601
17.724	18.025	18.265	18.407	18.408	18.603	18.823
18.853	19.029	19.073	19.095	19.178	19.245	19.291
19.354	19.372	19.394	19.419	19.446	19.672	19.690
19.716	19.757	19.799	19.811	19.814	19.848	19.983
20.323	20.419	20.480	20.542	20.524	20.533	20.614
20.616	20.813	20.815	20.848	20.941	21.214	21.355
21.356	21.419	21.420	21.548	21.580	21.632	21.734
21.897	22.053	22.084	22.147	22.245	22.282	22.319
22.667	22.792	22.809	22.938	22.944	23.005	23.010
23.012	23.146	23.287	23.290	23.354	23.463	23.464
23.469	23.530	23.589	23.601	23.619	23.727	23.743
23.744	23.762	23.792	23.814	23.815	23.855	23.894
23.906	24.115	24.144	24.184	24.429	24.551	24.565
24.578	24.737	24.861	25.087	25.235	25.284	25.385
25.606	25.672	25.808	25.824	26.055	26.172	26.203
26.406	26.434	26.443	26.551	26.778	26.814	26.818
26.828	26.859	26.878	26.880	27.076	27.270	27.289
27.309	27.361	27.441	27.572	27.598	27.649	27.785
28.354	28.439	28.511	28.554	28.668	28.713	28.961
29.135	29.155	29.233	29.570	29.576	29.668	29.764
29.880	29.932	30.000	30.039	30.095	30.129	30.167
30.303	30.459	30.603	30.712	30.744	30.722	30.726
30.730	30.788	30.806	30.834	30.856	30.861	30.887
30.895	30.897	30.899	30.906	31.617	31.731	31.732
31.870	31.896	32.140	32.200	32.225	32.272	32.313
32.659	32.661	32.666	32.729	32.756	32.760	32.837
32.853	32.961	33.016	33.039	33.041	33.205	33.210
33.316	33.331	33.389	33.392	33.427	33.672	33.730
33.771	33.785	33.843	33.844	33.835	33.927	33.957
34.030	34.259	34.460	34.548	34.586	31.881	35.094
35.093	35.305	35.306	35.340	35.511	35.822	35.830
35.924	35.927	36.137	36.323	36.356	36.448	36.470
36.616	36.716	36.755	36.758	36.890	36.985	36.986
37.086	37.249	37.388	37.391	37.552	37.591	37.623
37.626	37.636	37.641	37.833	38.015	38.079	38.082
38.301	38.602	38.634	38.708	38.857	39.099	39.104
39.168	39.237	39.280	39.295	39.497	39.556	39.572
39.597	39.716	39.770	39.788	39.818	39.847	39.872
39.943						

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Liste des obligations 4 1/2 0/0 1911 sorties au tirage du 3 juillet 1939 et non remboursées le 6 juillet 1942.

241	243	279	548	655	795	862
1.685	2.609	2.700	2.868	2.940	2.984	3.106
3.590	3.619	4.162	4.358	4.494	4.961	5.180
5.271	5.415	5.446	5.723	6.068	6.087	6.168
6.187	6.229	7.026	8.204	8.472	8.478	8.681
8.991	9.108	9.109	9.115	9.171	9.950	10.021
10.274	10.390	10.686	10.867	10.993	11.364	11.549
12.223	12.448	12.854	13.574	14.474	14.506	14.685
14.966	15.151	15.211	15.451	15.968	16.324	16.330
17.304	17.305	17.409	17.943	18.053	18.345	18.604
18.849	19.198	19.217	19.231	19.890	21.141	21.443
21.501	21.747	22.083	22.130	22.158	22.238	22.244
22.284	22.563	23.056	23.355	23.528	23.932	24.119
24.155	24.522	24.560	24.907	25.219	25.575	25.774
25.799	26.026	26.482	27.399	27.409	27.422	27.720
27.823	27.838	28.422	28.755	29.289	29.471	29.476
29.631	29.753	29.763	29.789	30.290	30.497	30.752
31.578	31.994	32.802	33.061	33.067	33.211	33.337
33.370	33.376	33.419	33.712	33.728	33.751	34.247
34.386	34.494	34.625	35.083	35.099	35.489	35.957
36.893	37.059	37.786	37.882	38.099	38.107	38.201
38.555	38.807	38.855	39.163	39.165	39.173	39.177
39.374	39.528	39.725	39.761	39.970		

Liste des obligations 4 1/2 0/0 1911 sorties au tirage du 3 janvier 1938 et non remboursées le 6 juillet 1942.

1.230	1.231	1.905	2.679	4.357	6.205	7.401
9.307	10.685	10.688	11.413	12.683	13.462	13.873
14.177	14.515	15.411	16.365	17.822	19.288	20.421
20.923	21.612	22.466	23.424	23.429	23.761	23.790
26.479	28.301	28.505	29.103	29.562	30.040	30.460
32.483	32.673	33.689	35.431	36.814	37.352	38.765
39.040	39.105	39.763				

Emprunt de la Chambre de Commerce de Morlaix

4 1/2 % 1930

Tirage d'amortissement du 8 juin 1942.

238	324	387	445	273	87	393	133	51	343
			385	201	334.				

Les 13 obligations portant les numéros ci-dessus sont remboursables à partir du 15 juillet 1942, à 1.000 fr., coupon du 15 janvier 1942 attaché, au Crédit nantais, à Morlaix.

Obligations amorties aux tirages antérieurs et non remboursées.

1 4 5 6 8 9 12 39 455 457 461 463 464.

Union Hydro-Electrique Armoricaine

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 32.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL :

68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

R. C. : Seine 208993 B.

AMORTISSEMENT 1942

Tirage du 6 juillet 1942.

Obligations de 1.000 *fr.* 5 1/2 0/0 1929.

1° Quatre obligations rachetées et amorties;

2° Tirage au sort de cent quatre-vingt-quinze obligations formant le complément de l'amortissement prévu pour l'année 1942, remboursables à partir du 15 octobre 1942, avec le coupon du 15 avril 1943 attaché, à 997 fr. 50 pour les obligations appartenant à des personnes physiques et 992 fr. 75 pour les obligations appartenant à des personnes morales.

16	38	72	97	111	138	150	179	
227	244	263	334	371	418	491	506	
539	566	612	691	717	786	800	837	
860	915	919	976	1.017	1.053	1.080	1.115	
1.134	1.181	1.208	1.257	1.279	1.330	1.361	1.385	
1.413	1.432	1.463	1.525	1.562	1.599	1.614	1.667	
1.715	1.731	1.764	1.823	1.860	1.887	1.935	1.977	
2.003	2.075	2.110	2.139	2.151	2.185	2.219	2.275	
2.279	2.332	2.358	2.382	2.408	2.472	2.510	2.556	
2.588	2.613	2.654	2.687	2.723	2.738	2.777	2.813	
2.860	2.883	2.911	2.934	2.965	3.001	3.040	3.068	
3.123	3.175	3.217	3.241	3.269	3.317	3.376	3.436	
3.468	3.512	3.538	3.571	3.600	3.628	3.677	3.708	
3.763	3.795	3.816	3.854	3.883	3.922	3.966	4.010	
4.064	4.081	4.113	4.135	4.163	4.222	4.276	4.290	
4.305	4.347	4.361	4.401	4.426	4.464	4.515	4.536	
4.567	4.594	4.609	4.627	4.675	4.702	4.733	4.754	
4.789	4.811	4.868	4.913	4.967	4.994	5.002	5.033	
5.075	5.137	5.165	5.199	5.211	5.274	5.325	5.331	
5.350	5.384	5.416	5.465	5.488	5.543	5.552	5.601	
5.637	5.663	5.687	5.726	5.758	5.792	5.816	5.882	
5.906	6.015	6.038	6.167	6.226	6.262	6.304	6.333	
6.405	6.466	6.520	6.563	6.568	6.602	6.624	6.666	
6.685	6.709	6.738	6.759	6.781	6.809	6.835	6.874	
6.918	6.956	6.978						

Obligations restant à rembourser.

Tirage 1940.

Remboursables à 1.000 fr. personnes physiques et 995 fr. personnes morales, coupon 15 avril 1941 attaché.

9	25	31	58	67	118	163	236
269	821	933	999	1.036	1.332	1.819	2.132
2.839	3.382	4.002	5.876	6.933			

Tirage 1941.

Remboursables à 997 fr. 50 personnes physiques et 992 fr. 75 personnes morales, coupon 15 avril 1942 attaché.

5	32	94	123	225	511	572	661
787	826	954	997	1.001	1.015	1.073	1.171
1.225	1.317	1.392	1.528	1.550	1.592	1.602	1.611
1.688	1.738	1.787	1.890	1.951	1.972	1.998	2.001
2.057	2.102	2.155	2.216	2.215	2.349	2.354	2.363
2.395	2.452	2.465	2.496	2.503	2.529	2.547	2.550
2.615	2.651	2.807	3.018	3.115	3.224	3.246	3.271
3.335	3.367	3.429	3.607	3.783	3.838	3.891	3.919
3.974	4.004	4.033	4.058	4.087	4.179	4.233	4.269
4.314	4.386	4.421	4.496	4.553	4.590	4.604	4.663
4.731	4.801	4.846	4.855	4.821	4.977	5.042	5.080
5.139	5.158	5.189	5.208	5.284	5.317	5.367	5.433
5.460	5.537	5.573	5.614	5.715	5.736	5.778	5.832
5.856	6.026	6.183	6.232	6.269	6.335	6.362	6.497
6.628	6.755	6.791	6.827				

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES DETTES

Application des décrets-lois des 16 juillet et 30 octobre 1935

COMPAGNIE

DES

Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 240.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : SAINT-CHAMOND (LOIRE)

DIRECTION GÉNÉRALE :

12, RUE DE LA ROCHEFOUCAULD, PARIS

R. C. : Saint-Etienne 2699; Seine 83957.

Appel au remboursement anticipé des obligations 6 1/2 0/0 1927.

Les propriétaires et porteurs d'obligations 6 1/2 0/0 de 1.000 fr., émises en 1927 par la Compagnie des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt, sont avisés que la compagnie, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ces titres, et conformément aux dispositions des décrets des 16 juillet et 30 octobre 1935, a décidé de procéder au remboursement anticipé, à la date du 31 août 1942, de la totalité desdites obligations non encore amorties.

Ce remboursement s'effectuera coupon n° 31 et suivants attachés, au pair augmenté des intérêts courus, compte tenu des impôts, soit au prix de 1.005 fr. 416 pour les titres nominatifs et de 1.005 fr. 843 pour les titres au porteur.

Les porteurs d'obligations 6 1/2 0/0 1927 devront, en conséquence, présenter leurs titres au remboursement le 31 août 1942, date à partir de laquelle les intérêts cesseront de courir.

Ce remboursement sera effectué aux caisses des établissements suivants :

Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris;
Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, à Paris;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, à Paris;
Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris;
Banque des Pays du Nord, 28 *bis*, avenue de l'Opéra, à Paris;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, à Paris;
Sté Gle de crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris;
Société nancéienne de crédit industriel et de dépôts, 4, place Saint-Jean, à Nancy,

ainsi que dans les succursales et agences de ces établissements.

Le conseil d'administration.

Compagnie Centrale ROUSSELOT

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 25.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 50, RUE BOILEAU, PARIS (16e)

R. C. : Seine 83358 B.

Remboursement anticipé des obligations 5 0/0 1933.

Les propriétaires et porteurs des obligations de 500 fr. 5 0/0 1933 sont avisés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses titres et conformément au décret-loi du 30 octobre 1935 sur le remboursement anticipé des dettes, a décidé de procéder au remboursement anticipé, à partir du 1er novembre 1942, des titres restant en circulation.

Chaque obligation sera remboursée au prix de 500 fr. net.

Il sera procédé, en même temps, à la mise en payement du coupon n° 18 échéant ce 1er novembre 1942.

Ces obligations cesseront, en conséquence, de porter intérêts le 31 octobre 1942.

Les titres présentés au remboursement devront être munis de tous les coupons non échus. Le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Le remboursement s'effectuera aux guichets des banques assurant actuellement le service des coupons et aux caisses de la société.

Le conseil d'administration.

Société Industrielle de Pâtes Alimentaires

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 10.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : SAINT-LAMBERT-L'ILE-BARBE

54, RUE FERDINAND-BUISSON,

SIÈGE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL :

A MARSEILLE, COURS LIEUTAUD, N° 178

Registres du commerce : Lyon n° B 8404; Marseille n° 87577.

Avis aux porteurs d'obligations 5 0/0 1931.

La Société industrielle de pâtes alimentaires avise les porteurs d'obligations 5 p. 100 1931 de 1.000 fr., emprunt de 12 millions de francs, qu'elle procédera le 1er septembre 1942, dans les conditions prévues par les décrets des 16 juillet et 30 octobre 1935, au remboursement anticipé des obligations 5 p. 100 1931 restant en circulation.

Ce remboursement s'effectuera aux guichets du Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, à Paris, ainsi que dans ses sièges et agences en France.

Ces obligations seront remboursées, coupons à l'échéance du 1er janvier 1943 et suivants attachés, au pair de 1.000 fr., augmenté des intérêts courus du 1er juillet 1942 au 31 août 1942 inclus, déduction faite de la taxe de transmission pour les titres au porteur.

LES BONS PRODUITS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.750.000 FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

28 ET 30, RUE DU CALVAIRE, NANTES

R. C.: Nantes 408 B.

Les porteurs d'obligations 5 1/2 0/0 demi-net 1939 de la société anonyme Les Bons Produits sont avisés que le conseil d'administration a décidé, dans sa réunion du 30 juin 1942, de procéder, à la date du 1er octobre 1942, comme il s'en est réservé le droit lors de l'émission, au remboursement anticipé de la totalité desdites obligations. Ces obligations cesseront de produire intérêt à cette date.

Le remboursement sera effectué au prix de 1.025 fr. 50 contre remise des titres, coupon du 1er octobre 1942 attaché, au Crédit nantais, à Nantes, et dans toutes ses succursales et agences.

CONCESSIONS DIVERSES

PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE

AVIS

DEMANDE DE PERMIS d'Exploitation de Mines de Houille

Par une pétition du 16 mars 1942, M. COMMISSAIRE, ingénieur civil des mines, agissant au nom et pour le compte de la Société d'électro-chimie et d'électro-métallurgie et des aciéries électriques d'Ugine, dont le siège est à Paris, 10, rue du Général-Foy, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de houille sur les communes de Saint-Laurent-en-Brionnais, Curbigny, la Chapelle-sous-Dun, Baudemont et Vareilles.

Le permis serait valable à l'intérieur d'un périmètre délimité comme suit:

Au Nord: par une ligne droite allant du point C, qui est la rencontre du chemin des Rondets à Curbigny avec la rive droite du ruisseau de Baubigny, au point D, séparation des chemins de Monigiraud à Saint-Albain et de Monigiraud à Vareilles;

A l'Ouest: par une ligne droite joignant le point D au point Y, qui est le clocher de Saint-Laurent-en-Brionnais;

Au Sud: par une ligne brisée formée de trois segments:

a) Le segment YX, porté par une droite joignant le point Y au clocher de l'église de la Chapelle-sous-Dun, mais arrêtée au point X sur la bordure ouest de l'ancienne route romaine de Charlieu à la Clayette.

b) Le segment XA, porté par la bordure ouest de l'ancienne route romaine de Charlieu à la Clayette. Le point A étant l'intersection de cette bordure avec la ligne droite joignant le clocher de Saint-Laurent-en-Brionnais au moulin Gothard.

c) Le segment AB, porté par la droite définie par les points Y et A, limitée au point B, intersection de cette dernière avec le chemin menant du lieudit les Coupetières au lieudit la Sarrandière.

A l'Est: par la droite DC, joignant les points B et C ci-dessus définis.

Les droites YD, DC, CB sont les mêmes que celles qui sont définies dans le décret du 24 juillet 1870, instituant la concession de Saint-Laurent-en-Brionnais.

Les droites AB et AX étant respectivement les droites AB et AD définies dans le décret du 21 novembre 1910, réduisant la concession des Moquets.

Lesdites limites renferment une étendue de 1.389 hectares.

A la demande est annexé: un plan en triple expédition et à l'échelle de 10 millimètres pour 100 mètres du périmètre proposé.

Une enquête sur cette demande sera ouverte du 25 août au 25 septembre 1942 inclusivement. Pendant sa durée, la pétition et ses annexes seront déposées à la préfecture où le public pourra en prendre connaissance de 8 heures à midi et de 14 à 18 heures, en vue des observations et demandes en concurrence auxquelles la présente demande pourrait donner lieu.

Le préfet de Saône-et-Loire, chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi du 28 juin 1927 instituant les permis d'exploitation de mines et le décret du 29 avril 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi.

Arrête:

Le présent avis restera affiché pendant une durée de deux mois, du 25 juillet au 25 septembre 1942 inclusivement, dans les communes de Curbigny, la Chapelle-sous-Dun, Saint-Laurent-en-Brionnais, Baudemont, Vareilles (arrondissement de Charolles), Charolles, Mâcon et Paris (8e).

Il sera, un mois au moins avant l'ouverture de l'enquête, inséré dans un journal du département et au *Journal officiel* de l'Etat français.

Mâcon, le 10 juillet 1942.

Le préfet,
HONTEBEYRIE.

PREFECTURE DES BASSES-ALPES

AVIS

Demande en fusion de Concessions de Mines

Par une pétition en date du 13 mars 1942, M. Henri Rossigneux, agissant au nom et pour le compte de la Compagnie des produits chimiques et électrométallurgiques Alais, Froges et Camargue, 9, rue Grolée, à Lyon (Rhône), sollicite la fusion, en une seule concession dite « Concession de Manosque », des six concessions contiguës des mines de lignite de:

Gaude, instituée par ordonnance royale du 18 septembre 1831, d'une étendue superficielle de 146 hectares, portant sur la commune de Manosque;

La Mort d'Imbert, instituée par ordonnance royale du 18 septembre 1831, d'une étendue superficielle de 78 hectares, portant sur la commune de Manosque;

Ratefarnoux, instituée par ordonnance royale du 18 septembre 1831, d'une étendue superficielle de 35 hectares, portant sur la commune de Manosque;

Fournigues, instituée par ordonnance royale du 18 septembre 1831, d'une étendue superficielle de 248 hectares, portant sur la commune de Manosque;

Sainte-Rostagne, instituée par arrêté du chef du pouvoir exécutif du 20 octobre 1848, d'une étendue superficielle de 355 hectares, portant sur la commune de Manosque;

Montfuron, instituée par ordonnance royale du 20 novembre 1831, d'une étendue superficielle de 480 hectares, portant sur les communes de Manosque, Montfuron et Pierrevert, toutes situées dans l'arrondissement de Forcalquier, département des Basses-Alpes;

La nouvelle concession comprend une étendue superficielle de 1.342 hectares.

La société concessionnaire offre de payer aux propriétaires des terrains compris dans les six concessions à fusionner une redevance tréfoncière annuelle égale à celle la plus élevée actuellement due, soit cinquante centimes par hectare.

A la demande est annexé un plan en triple expédition et à l'échelle de 10 millimètres pour 100 mètres, de la concession sollicitée.

Le préfet du département des Basses-Alpes,

Vu la loi du 21 avril 1810 modifiée par la loi du 27 juillet 1880;

Vu le règlement d'administration publique du 31 août 1920, pris par application de la loi du 9 septembre 1919,

Arrête:

Le présent avis sera affiché pendant deux mois, du 15 juillet au 15 septembre 1942, dans les communes de Manosque, Montfuron et Pierrevert, à Forcalquier, chef-lieu d'arrondissement, et à Digne, chef-lieu du département,

Il sera, pendant la durée de l'enquête légale, inséré deux fois et à un mois d'intervalle dans un journal du département et dans le *Journal officiel.*

Il sera, en outre, adressé au préfet du Rhône, qui est prié de le faire également afficher, pendant le même délai, à Lyon, où est situé le siège social de la société pétitionnaire.

La pétition, les titres institutifs, les plans et autres pièces annexes sont déposés à la préfecture où le public pourra en prendre connaissance pendant la durée de l'enquête, en vue des oppositions auxquelles la demande actuelle pourrait donner lieu.

A Digne, le 2 juillet 1942.

Le préfet,
PIERRE RENOUARD.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

SEQUESTRES

Par ordonnance du 1er juillet 1942, M. le président du tribunal civil de Lyon a ordonné la mise sous séquestre des fonds et valeurs mobilières et de tous autres biens pouvant être situés dans l'arrondissement de Lyon et appartenant à Helft (Yvon), 4, rue de Ponthieu, à Paris, déchu de la nationalité française par décret du 23 février 1942.

Le séquestre a été confié à l'administration de l'enregistrement et des domaines, représentée par le directeur des domaines du département de la Seine.

*Par arrêté du préfet de l'Allier du 18 juin 1942, ont été placés sous séquestre les biens mobiliers et immobiliers appartenant aux sections départementales de l'Allier des groupements de fonctionnaires ci-après, dissous en vertu de la loi du 15 octobre 1940: Syndicat national du personnel technique des postes-télégraphes et téléphones; Syndicat des ouvriers des services techniques des postes, télégraphes et téléphones; Syndicat général des employés des postes, télégraphes et téléphones.

La direction départementale des domaines de la Seine est chargée du séquestre des biens dont s'agit.

AVIS DIVERS

J. ULMO & Cie

51, RUE DU ROCHER, A PARIS (8e).

Les créanciers de la société sont priés de se faire connaître avant le 31 août 1942, à l'administrateur provisoire de la société, 51, rue du Rocher, Paris, en vue de l'établissement de leurs droits.

Caisse Foncière de Crédit pour l'amélioration du Logement dans l'Industrie

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 25 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A PARIS, 10, RUE LINCOLN

R. C.: Seine n° 121921.

MM. les porteurs d'obligations 5 0/0 de la Caisse foncière de crédit pour l'amélioration du logement dans l'industrie sont informés qu'il sera procédé dans les bureaux de la Banque des Pays du Nord, 28 *bis*, avenue de l'Opéra, à Paris, le 13 août 1942, à quatorze heures trente, au tirage au sort de 5.000 obligations que la société a décidé, en vertu de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, de rembourser par anticipation dans les conditions prévues par le décret-loi du 30 octobre 1935, à partir du 1er octobre 1942 au taux de 1.000 fr.

Le conseil d'administration.

BRASSERIE de la VANNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.800.000 FRANCS

4, RUE CAUCHY, A ARCUEIL (SEINE)

R. C.: Seine 26526.

Avis aux porteurs d'obligations 7 0/0 et 8 0/0 Brasserie de la Vallée.

Le conseil d'administration de la Brasserie de la Vanne, 4, rue Cauchy, à Arcueil (Seine), a décidé de procéder à partir du 1er août 1942 au remboursement des obligations 7 p. 100 et 8 p. 100 Brasserie de la Vallée sorties aux tirages des 1er octobre 1937, 1er octobre 1938, 18 novembre 1939, 26 novembre 1940 et 22 octobre 1941 dont le payement avait été différé.

La liste récapitulative des numéros sortis à ces tirages a été insérée au *Journal officiel* du 7 décembre 1941 (p. 5308 (10) Annonces).

Le remboursement aura lieu à partir du 1er août 1942 au siège social de la Brasserie de la Vanne, 4, rue Cauchy, à Arcueil (Seine); les titres seront à présenter:

a) Pour les obligations 7 p. 100: avec le coupon 43 attaché; ce coupon sera payable en même temps par anticipation à raison de 17 fr. 50 nets;

b) Pour les obligations 8 p. 100: avec le coupon 43 attaché; ce coupon sera payable en même temps par anticipation à raison de 20 fr. nets.

Le conseil d'administration.

Demande d'Envoi en Possession de Succession

Etude de Me Jean RÉVOLAT, licencié en droit, avoué à Bordeaux, 1, rue Gouvion.

Par jugement rendu par la chambre du conseil du tribunal civil de Bordeaux, le dix juin mil neuf cent quarante-deux, Mme Mathilde-Gabrielle HUGON, divorcée en premières noces de M. Emile LABORIE, veuve en secondes noces du sieur Honoré DONÉ, ladite dame sans profession, demeurant et domiciliée à Bordeaux, rue de Tamatave, 32;

Il a été donné acte à celle-ci de sa demande d'envoi en possession de la succession de Honoré Doné, son mari, en son vivant employé à la manufacture de tabacs de Bordeaux, demeurant dite ville, rue de Tamatave, 32, décédé à Cadillac (Gironde), quartier Saint-Martin, où il se trouvait momentanément, le dix-sept juillet mil neuf cent quarante et un, sans laisser aucun héritier connu au degré successible.

Et, avant d'y faire droit, il a été admis qu'elle serait rendue publique, conformément aux prescriptions de la loi.

Pour extrait conforme:

Bordeaux, le dix-sept juillet mil neuf cent quarante-deux.

JEAN RÉVOLAT, *avoué.*

DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Prix des insertions des déclarations d'associations: 8 fr. la ligne (Décret du 2 décembre 1937, article 1er.)

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

7 février 1942. Déclaration à la préfecture de l'Ardèche. ASSOCIATION DES JARDINS INDUSTRIELS DES VERRERIES DE VALS. But: mise en exploitation des jardins que la Société des verreries de Vals met à la disposition de son personnel. Siège: Verreries de Vals, à Labégude (Ardèche).

10 juin 1942. Déclaration à la sous-préfecture de la Flèche. Association de pêche et de pisciculture LA VARENNOISE. But: affermage de lots de pêche, lutte contre le braconnage, surveillance et repeuplement des cours d'eau. Siège social: à Varennes, à Aubigné-Racan (Sarthe).

18 juin 1942. Déclaration à la préfecture de la Gironde. FOOTBALL-CLUB DE SOULAC-SUR-MER. But: pratique de tous les sports et éducation physique. Siège social: mairie de Soulac-sur-Mer.

26 juin 1942. Déclaration à la préfecture de la Drôme. LE JARDIN POTAGER DES FAMILLES NOMBREUSES OU NÉCESSITEUSES. But: culture collective et répartition entre ses membres de produits maraîchers, conformément à la loi du 30 novembre 1941, en vue, d'une part, de compléter l'alimentation des familles nombreuses ou nécessiteuses et, d'autre part, de soulager la culture maraîchère professionnelle dans l'intérêt général du pays. Siège social: villa Les Pins, route d'Espeluche, à Montélimar.

1er juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Senlis. ASSOCIATION SPORTIVE DE L'ÉCOLE NATIONALE PROFESSIONNELLE DE JEUNES GENS DE CREIL (Oise). But: pratique des sports suivants: football, basket, athlétisme. Siège social: à l'E. N. P. de Creil.

1er juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Marmande. SAINT-HUBERT DE BEAUPUY. But: protéger et repeupler en gibier le territoire de la commune, faire connaître les revendications des chasseurs, destruction des nuisibles. Siège social: école des garçons à Beaupuy.

2 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. Association de pêche et pisciculture LA TANCHE NŒUXOISE. But: entente et action communes pour la défense des pêcheurs mise au service de leur plaisir favori: la pêche à la ligne. Siège social: Café de la paix, 115, rue Nationale, à Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais).

2 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche. COMITÉ D'ENTR'AIDE AUX PRISONNIERS DE LANTIGNÉ. But: aide aux prisonniers. Siège: mairie de Lantignié (Rhône).

3 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Bergerac. ASSOCIATION PHILATÉLIQUE BERGERACOISE. But: favoriser et développer le goût et l'étude de la philatélie. Siège: café du Palais, Bergerac.

4 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. ASSOCIATION DE PÊCHE ET DE PISCICULTURE DE LA RÉGION ESPALIONNAISE. But: défendre le braconnage, protection des pêcheurs à la ligne. Siège social: 2, rue Saint-Antoine, Espalion (Aveyron).

6 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Narbonne, RÉVEIL BIZANETOIS. But: développer l'art musical. Siège: mairie de Bizanet (Aude).

2 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Bonneville (Haute-Savoie). FÉDÉRATION CANTONALE DES SOCIÉTÉS DE CHASSE DU CANTON DE LA ROCHE-SUR-FORON (Haute-Savoie). But: réglementation cantonale de la chasse et repeuplement en gibier. Siège social: hôtel de la Grenette, la Roche-sur-Foron (Haute-Savoie).

4 juillet 1942. Déclaration à la préfecture d'Alger. ASSOCIATION SPORTIVE BOULISTE BOUFARIKOISE. But: pratique du sport du jeu de boules. Siège social: maison Brétens (François), avenue Amiral-Courbet, Boufarik.

4 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de l'Eure. Association de pêche LA PERCHE PACÉENNE. But: développement du sport de la pêche, repeuplement de la rivière d'Eure, répression du braconnage. Siège social: hôtel de ville de Pacy-sur-Eure (Eure).

5 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Quentin. ASSOCIATION SPORTIVE AUBENCHEULLOISE. But: pratique du football et de l'éducation physique. Siège social: M. Maniez, rue au Sac, Aubencheul-aux-Bois, par le Catelet (Aisne).

6 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. ÉTOILE SPORTIVE DE BERMONVILLE. But: pratique du football et de l'éducation physique. Siège social: mairie de Bermonville.

6 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. SOCIÉTÉ SPORTIVE DE CULTURE PHYSIQUE, COURSE ET ENTRAINEMENT. But: développement du sport, éducation de la jeunesse. Siège social: 29, rue Emile-Zola, à Bezons (Seine-et-Oise).

7 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Lure (Haute-Saône). LA TRUITE DE L'OGNON, association de pêche et de pisciculture des communes de Melisey, Saint-Barthélemy et Montessaux. But: obtenir soit de l'Etat, soit du département, soit des communes, d'associations syndicales ou de particuliers l'affermage de lots de pêche sur le territoire de la région, concourir à la lutte contre le braconnage et la pollution des rivières, encourager la surveillance, assurer la destruction des animaux nuisibles et le repeuplement des cours d'eau. Siège social: hôtel du Lion d'Or, à Melisey.

7 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de Mâcon. L'AMICALE DE LA BASSE-VALLÉE. But: association de pêche et de pisciculture. Siège social: salle des fêtes à Saint-Ambreuil.

7 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. SOCIÉTÉ MÉDICALE DU MONT-DORE. But: 1° procéder à toutes les études scientifiques, médicales ou thermales pouvant intéresser la station du Mont-Dore; 2° maintenir un contact amical entre le corps médical et les divers groupements du Mont-Dore; 3° apporter une aide morale et matérielle aux veuves et orphelins des membres décédés. Siège social: docteur François Claude, villa Joal, le Mont-Dore.

7 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE DES ÉCONOMIES ET DES MATIÈRES DE REMPLACEMENT (A. R. E. M. A. R.). But: recherche pour les industriels de toutes matières de remplacement, recherche des économies et de la meilleure utilisation des matières. Siège social: 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8e).

8 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Marmande (Lot-et-Garonne). SAINT-HUBERT DE GISCOS. But: répression du braconnage, repeuplement en gibier et destruction des nuisibles. Siège social: café Cabannes, à Giscos (Gironde).

8 juillet 1942. Déclaration à la préfecture d'Alger. COMITÉ DE SECOURS AUX ENFANTS VICTIMES DES BOMBARDEMENTS AÉRIENS. But: recueillir et aider les enfants des zones particulièrement bombardées et notamment ceux du Havre et de Lille. Siège social: hôtel de la préfecture d'Alger.

9 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de l'Indre. CLUB ATHLÉTIQUE DE SAINT-AUBIN. But: pratique des sports et athlétisme. Siège social: mairie de Saint-Aubin.

9 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre. La Goutte de lait de Bagnères-de-Bigorre. But: lutter contre la mortalité infantile, venir en aide aux mères qui ne peuvent nourrir leurs enfants, leur procurer du lait et des aliments de toute nature et ce, soit gratuitement, soit aux prix qui seront fixés par le comité directeur. Dans ce but elle assurera la création et le fonctionnement d'un établissement spécial reconnu nécessaire pour la marche de la société et qui portera pour enseigne le titre de cette société. Siège social: mairie de Bagnères-de-Bigorre.

9 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. Olympique club avesnois. But: pratique de tous les sports notamment athlétisme, football, basket-ball, boxe, escrime, natation et obligatoirement éducation physique. Siège social: 20, rue Sadi-Carnot, à Avesnes-lez-Aubert (Nord), chez M. Robert Maillard, industriel, président actif.

9 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de l'Ardèche. Association des marchands primeurs detaillants de Vallon et la région. But: rechercher, recevoir, répartir en faveur de ses membres adhérents les légumes nécessaires à l'approvisionnement de la population de Vallon et la région. Siège: à Vallon (Drôme), chez M. Ducros (Paul), secrétaire trésorier.

9 juillet 1942. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône à Marseille. Association des étudiants indochinois. But: entr'aide, défense des intérêts des étudiants. Siège: 1, rue du Commandant-Imhaus, Marseille.

9 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. L'Union sportive du bâtiment prend le titre de Etoile sportive dieppoise. But: pratique des sports athlétiques et du football association en particulier. Siège social: Dieppe (hôtel de ville).

10 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de police. Olympique Paris-Levallois. But: pratique des sports, éducation physique, football, athlétisme. Siège social: 102, rue Chaptal, Levallois-Perret.

10 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de Toulouse (Haute-Garonne). Fédération régionale des groupes folkloriques de Languedoc-Pyrénées-Gascogne. But: faciliter et promouvoir les activités des sociétés adhérentes pour la sauvegarde des usages folkloriques publics. Siège social: hôtel de la préfecture, place Saint-Etienne, Toulouse.

10 juillet 1942. Déclaration à la préfecture des Deux-Sèvres. Union sportive L'Espérance de Brûlain et Saint-Romans-des-Champs. But: pratique de tous les sports en commun et en particulier du football, basket-ball, volley-ball, boulisme, athlétisme et obligatoirement de l'éducation physique. Siège social: salle des fêtes de Brûlain.

10 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture d'Albertville. Groupement professionnel de défense des maréchaux ferrants, forgerons, taillandiers de Tarentaise de l'arrondissement d'Albertville. But: resserrer les liens d'amitié entre gens de même profession et sauvegarder leurs intérêts corporatifs, exercer l'entr'aide possible entre eux. Siège social: 11, rue de la République, Albertville (Savoie).

11 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Montdidier. Association sportive de Marquivillers. But: faire pratiquer à ses membres, dans un but d'entraînement: athlétisme, football. Siège social: rue de l'Eglise, Marquivillers.

13 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de Lot-et-Garonne. La Saint-Hubert espiennaise. But: protection et repeuplement en gibier, destruction des nuisibles. Siège social: mairie d'Espiens.

13 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de Lot-et-Garonne. Société de chasse de Pompiey. But: protection et repeuplement en gibier, destruction des nuisibles. Siège social: mairie de Pompiey.

13 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de Belfort. Association familiale de Belfort. But: sauvegarder les idées et les traditions morales qui conservent et développent les familles nombreuses ainsi que lutter contre la dépopulation; faire valoir les droits des familles sur tous les terrains. Siège social: 7, rue de Strasbourg, Belfort.

15 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. Comité des colonies de vacances de Meaux. But: organiser et gérer une colonie de vacances pour les enfants de la ville de Meaux, leur procurer une cure de bon air, une nourriture saine, une éducation rationnelle. Siège social: au domicile du président, à Meaux.

15 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Rhône. Club des journalistes sportifs de la région lyonnaise. But: entr'aide mutuelle à l'exclusion de l'examen de toute question intéressant la profession. Siège: 125, cours Lafayette, à Lyon.

15 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Rhône. Association des périodiques sportifs. But: entr'aide sociale, à l'exclusion de l'examen de toute question intéressant la profession. Siège: 125, cours Lafayette, à Lyon.

15 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Rhône. Comité d'entr'aide de la mécanographie de Lyon et de la région. But: entr'aide sociale à l'exclusion de l'examen de toute question intéressant la profession. Siège social: 136, cours Lafayette, Lyon.

16 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Cherbourg. Etoile sportive de Ravenoville. But: pratiquer l'éducation physique et le football. Siège: mairie de Ravenoville (Manche).

16 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de l'Aude. Ligue des familles nombreuses de l'ancien arrondissement de Castelnaudary. But: développement de la natalité en France, défense des intérêts vitaux de la famille et plus particulièrement de la famille nombreuse. Siège social: 31, place de la Liberté, Castelnaudary (Aude).

16 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Gard. L'Indépendante, société de pêche. But: défense des intérêts de ses membres. Siège: mairie de Montclus.

17 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Roanne. La Teyssonnoise. But: répression du braconnage et de la pollution des eaux, réempoissonnement et bénéfice à ses adhérents des lois et décrets sur les sociétés de pêche à la ligne. Siège: mairie de Saint-Forgeux-Lespinasse.

17 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Vervins (Aisne). Union sportive etreaupontoise. Objet: pratique de l'athlétisme et de tous les sports. Siège social: mairie d'Etréaupont (Aisne).

17 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de la Somme. Union sportive de Contay et ses environs. But: pratiquer le football, le handball, la natation et l'athlétisme. Préparer au pays des hommes robustes. Créer entre tous ses membres des liens d'amitié et de bonne camaraderie. Siège social: café Dhaille, à Contay (Somme).

18 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. Syndicat de chasse de Persac. But: protection, repeuplement du gibier, répression du braconnage. Siège social: mairie de Persac.

18 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de Loir-et-Cher. Association des jardins familiaux et ouvriers de Chatres-sur-Cher. But: développer le jardinage. Siège social: chez M. Prin, président, à Châtres-sur-Cher (Loir-et-Cher).

18 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. Compagnie corporative des experts agricoles du ressort de la cour d'appel d'Aix. But: grouper et réunir les experts agricoles de Provence. Siège: 17, rue Thiers, Aix-en-Provence.

20 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de police. Le Club des 27 a transféré son siège social: 163, rue Saint-Honoré, Paris (1er).

20 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Mirande (Gers). Société de pêcheurs a la ligne de Mirande La Fraternelle. But: affermage des lots de pêche sur le territoire de la région, concourir à la lutte contre le braconnage, encourager la surveillance, assurer la destruction des animaux nuisibles. Siège social: mairie de Mirande (Gers).

20 juillet 1942. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône, à Marseille. Groupement professionnel des officiers mécaniciens de la Compagnie Cyprien Fabre. But: rénovation nationale dans le cadre de la marine marchande. Siège: 15, rue Beauvau, Marseille.

20 juillet 1942. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône, à Marseille. Groupement professionnel des officiers de pont radiotélégraphistes, commissaires et médecins de la compagnie de navigation Cyprien Fabre. But: rénovation nationale dans le cadre de la marine marchande. Siège: 15, rue Beauvau, Marseille.

20 juillet 1942. Déclaration à la préfecture des Basses-Pyrénées. Musique départementale de la légion française des combattants. But: développement de la musique ainsi que de la propagande, et contribuer par des réunions et des manifestations à favoriser ou aider les groupements reconnus par l'Etat français. Siège social: 21, rue Louis-Barthou, Pau.

20 juillet 1942. Déclaration à la préfecture d'Indre-et-Loire. Amicale d'entr'aide sociale des gérants des docks de France. But: grouper tous les gérants des succursales dans un esprit de camaraderie afin de développer les sentiments altruistes et de les solidariser en vue de faire œuvre de mutualité. Siège: Docks de France, 242, avenue de Grammont, Tours.

21 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme: l'Association sportive de Vertaizon prend le nouveau titre de: Union sportive de Vertaizon, modifie ses statuts et son bureau. Siège social: mairie de Vertaizon.

21 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. Association d'entr'aide aux étudiants d'outre-mer. But: aider les étudiants d'outre-mer qui viennent en Europe faire leurs études. Siège social: foyer des étudiants d'outre-mer, 11, rue Baudin, Montpellier.

22 juillet 1942. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. Association de jardins ouvriers de Granville (Manche). But: créer des jardins ouvriers en faveur des pères de famille en réservant en principe la priorité aux familles les plus nombreuses. Siège social: au domicile du président M. Le Barbey (Emile), 22, rue Pigeon-Litan, à Granville (Manche).

22 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de la Corse. Centre d'artisanat corse. But: faire revivre l'artisanat corse. Siège social: hôtel de ville, Ajaccio.

23 juillet 1942. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. Association des transporteurs publics du département de la Sarthe. But: réunion des œuvres sociales des différentes sociétés. Amélioration et entr'aide sociale. Siège social: 3, rue Paul-Beldant, le Mans (Sarthe).

23 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. Société de chasse La Diane de Saint-Germain, près Herment. But: protection du gibier et son repeuplement, la répression du braconnage et la destruction des nuisibles. Siège social: mairie de Saint-Germain, près Herment.

24 juillet 1942. Déclaration à la préfecture du Rhône. Air-Sport. But: pratique de basket-ball, football, rugby, cyclisme, athlétisme, tennis, ping-pong, boules, natation, ski et obligatoirement éducation physique. Siège: cité S. I. G. M. A., 140, boulevard des Etats-Unis, à Vénissieux (Rhône).

Imprimerie des *Journaux officiels*.